

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
**ACTIONS A VOTE PLURAL**

PAR

**GEORGES DANOS**

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE  
INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES  
DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES  
INGÉNIEUR EN CHEF ADJOINT DES TRAVAUX DE PARIS

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**  
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 17 juin 1922, à 14 heures

*Président :* M. PERCEROU, Professeur.

*Assesseurs :* { M. WAHL, Professeur.  
                  { M. LACOUR, Chargé de Cours.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHÉMINS DE FER

**IMPRIMERIE CHAIX**

(Succursale B), 11, boulevard Saint-Michel

1922



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
**ACTIONS A VOTE PLURAL**

PAR

**GEORGES DANOS**

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE  
INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES  
DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES  
INGÉNIEUR EN CHEF ADJOINT DES TRAVAUX DE PARIS

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 17 juin 1922, à 14 heures

*Président :* M. PERCEROU, Professeur.

*Assesseurs :* { M. WAHL, Professeur.  
                          { M. LACOUR, Chargé de Cours.

---



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

**IMPRIMERIE CHAIX**

(Succursale B), 11, boulevard Saint-Michel

1922

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

# LES ACTIONS A VOTE PLURAL

---

## CHAPITRE PREMIER

### LES ACTIONS A VOTE PLURAL

---

#### I. — *Définitions et exemples.*

L'action est un titre en vertu duquel la personne à laquelle il appartient a le droit de participer à la répartition des bénéfices d'une société et, en cas de liquidation, au partage de l'actif social : elle donne aussi le droit de prendre part aux assemblées de cette société.

Les actions d'une société sont de plusieurs sortes : les actions d'apport et les actions de numéraire ; les actions de capital, de jouissance et de travail ; les actions de priorité et les actions ordinaires.

Aux termes de l'article 34 § 2<sup>o</sup> du Code de commerce, « toute société par actions peut, par délibération de l'assemblée générale, constituée dans les conditions prévues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, créer

des actions de priorité, jouissant de certains avantages sur les autres actions, ou conférant des droits d'antériorité, soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux, si les statuts n'interdisent point, par une prohibition directe et expresse, la création d'actions de cette nature ».

Aux termes du troisième paragraphe de l'article 34 du Code de commerce, les actions de priorité et les autres actions ont, dans les assemblées, un droit de vote égal.

Les actions de priorité diffèrent des actions ordinaires par un avantage quelconque, auquel peut être joint un droit d'antériorité sur les bénéfices ou sur l'actif social, ou sur les deux ; on s'accorde généralement à reconnaître que ce privilège peut consister en l'attribution d'un droit de vote supérieur aux assemblées de la société. Autrement dit, une société par actions peut être composée de deux séries de titres, la catégorie A et la catégorie B, telles que pour un même capital nominal, les titres de la catégorie B donnent droit à une voix par action, tandis que les titres de la catégorie A donnent droit pour le même capital nominal à 2, 3, 4, 10 et même 20 voix par action.

Nous appellerons actions à vote plural, des actions de priorité qui, pour un même capital nominal, donnent devant l'assemblée de la société, un droit de vote supérieur à celui qui est attribué aux actions ordinaires, que cet avantage soit ou ne soit pas joint à d'autres.

Il existe des sociétés qui ont adopté, soit dans leurs statuts primitifs, soit au cours de leur existence, des actions à vote plural.

Les exemples qui suivent sont tous empruntés à des sociétés en formation, ou fonctionnant déjà sous le régime de la législation française.

Ces sociétés n'ont pas été désignées nominativement, en raison de la question très délicate qui sera soulevée au Chapitre II.

**Exemple N° 1.** — Le capital social est de 2 millions de francs, divisé en 4.000 actions de 500 francs, dont 1.200 actions d'apport, dites actions A, et 2.800 actions de numéraire, dites actions B. Les actions des deux catégories ont les mêmes droits, sauf en ce qui concerne le vote dans les *assemblées ordinaires*.

Chaque actionnaire a, dans les assemblées ordinaires, autant de voix que d'actions B et (*pendant les vingt premières années d'existence sociale*) autant de fois trois voix que d'actions A.

Dans les assemblées extraordinaires, chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions, sans distinction de catégorie.

**Exemple N° 2.** — Le capital social est de 2 millions de francs divisé en 4.000 actions de 500 francs obligatoirement nominatives, entièrement libérées, de type A. De 2 à 6 millions, le capital peut être augmenté par l'émission d'actions B, au porteur, de 100 francs nominal. A partir de 3 millions de francs jusqu'à 6 millions, il peut y avoir unification des deux types d'actions. Cette unification devient obligatoire quand le capital dépasse 6 millions.

Le droit de vote aux assemblées ordinaires et extraordinaires est réglé comme suit : chaque action A, de 500 francs de nominal, a cinquante voix, chaque action B, de 100 francs de nominal, une voix.

**Exemple N° 3.** — Le capital social est de 68.500.000 francs, divisé en 685.000 actions de 100 francs, dont 675.000 actions, dites catégorie B, entièrement libérées, attribuées en représentation des apports; les 10.000 actions de surplus se divisent en 2.500 actions catégorie B et 7.500 actions catégorie A, toutes souscrites et entièrement libérées en numéraire.

Dans toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, chaque action de la catégorie B donne droit à une voix.

L'ensemble des actions de la catégorie A, représentées dans chaque assemblée ordinaire ou extraordinaire, aura droit à un total de voix égal au nombre d'actions de la catégorie B, représentées à l'assemblée, et cela quelles que puissent être les augmentations ou les diminutions du nombre d'actions de l'une ou l'autre catégorie par suite des modifications apportées au capital social ou au taux des actions.

Le nombre des voix revenant ainsi à l'ensemble des actions de la catégorie A sera partagé également entre toutes les actions de cette catégorie. Si ce partage aboutit à un nombre fractionnaire, la fraction ne sera pas comptée.

**Exemple N° 4.** — Le capital social est de 4 millions de francs divisé en 8.000 actions de 500 francs, dont

6.000, série A, entièrement libérées et 2.000, série B, libérées de moitié.

Les 6.000 actions série A possèdent chacune une voix et les 2.000 actions série B, souscrites par le gérant lors d'une augmentation de capital, possèdent trois voix, tant qu'elles resteront immatriculées au nom du gérant ou du cogérant.

**Exemple N° 5.** — Le capital social est de 10 millions de francs, divisé en 20.000 actions de 500 francs, dites actions A, nominatives, souscrites et libérées d'un quart, cessibles seulement entre actionnaires de même catégorie.

En vertu d'une délibération en date du 29 juillet 1920, du conseil d'administration autorisé par l'article 7 des statuts, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 5 millions de francs par l'émission de 10.000 actions nouvelles, dites actions B, de 500 francs chacune, librement cessibles, nominatives ou au porteur, après entière libération.

Les droits des actions A et des actions B aux bénéfices et à l'actif sont identiques, mais les actions A donnent droit à dix fois plus de voix que les actions B dans tous votes aux assemblées générales.

**Exemple N° 6.** — Le capital social est de 1.500.000 francs divisé en 3.000 actions de 500 francs chacune, dont 600 actions d'apport et 2.400 émises contre espèces.

Ces 3.000 actions sont divisées en deux catégories : une première comprenant 900 actions dites actions A, et une seconde comprenant 2.100 actions (parmi lesquelles

figurent les 600 actions d'apport), dites actions B. Les actions des deux catégories ont les mêmes droits, sauf en ce qui concerne le droit de vote spécial conféré aux actions A *pendant vingt ans*.

Chaque actionnaire a, dans les assemblées ordinaires et extraordinaires, autant de voix qu'il possède d'actions B et autant de fois cinq voix qu'il possède d'actions A.

**Exemple N° 7.** — Le capital social primitif était de 1.000.000 de francs divisé en 200 actions de 5.000 francs chacune, libérées d'un quart, toutes souscrites en numéraire. Il n'avait pas été émis d'obligations.

En exécution des décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 novembre 1919, le Conseil a décidé de procéder à une augmentation de 24 millions de francs du capital social qui sera ainsi porté à 28 millions de francs au moyen de l'émission de 300 actions du même type que les actions primitives et qui seront dénommées actions B et de 45.000 actions de 500 francs dénommées actions A.

Les actions de la catégorie A et les actions de la catégorie B ont les mêmes droits, sauf en ce qui concerne le droit de vote aux assemblées et le partage des bénéfices.

En ce qui concerne le droit de vote, chaque action de la catégorie A de 500 francs donne droit à une voix sans limitation.

L'ensemble des actions de la catégorie B aura droit dans chaque assemblée ordinaire ou extraordinaire, sauf interprétation contraire de la législation en vigueur, à un nombre total de voix égal au nombre d'actions de la catégorie A existant au jour de l'assemblée et cela quelles

que puissent être les augmentations ou les diminutions du nombre d'actions de l'une ou l'autre catégorie par suite de modifications apportées au capital social ou au taux des actions.

**Exemple N° 8.** — Le capital social est de 1.000.000 de francs divisé en 2.000 actions de 500 francs chacune, dont 1.500 actions de la série A et 500 actions de la série B toutes à souscrire en numéraire.

Les actionnaires ont droit aux assemblées ordinaires, à une voix par action série B et une voix par dix actions série A, et aux assemblées extraordinaires à une voix par action série A et *sauf dispositions contraires de la législation en vigueur*, à dix voix par action série B.

**Exemple N° 9.** — Le capital social est de 75 millions de francs, divisé en 150.000 actions de 500 francs toutes souscrites en numéraire. Ces actions sont divisées en deux catégories : la catégorie A se compose de 15.000 actions et la catégorie B de 135.000 actions.

Ce capital est complètement libéré. Le capital pourra être élevé à 125 millions de francs par simple délibération du Conseil d'Administration par l'émission d'actions de numéraire des deux catégories.

Dans toute augmentation de capital, les actions A nouvelles seront exclusivement réservées aux propriétaires d'actions A en cours.

En cas d'augmentation de capital par l'émission d'actions payables en numéraire, il sera créé des actions des deux catégories dans la proportion de  $1/10^e$  d'actions A et de  $9/10^e$  d'actions B.

Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires possédant au moins une action. Chaque membre de l'assemblée a autant de fois dix voix qu'il possède d'actions catégorie A et autant de voix qu'il possède d'actions catégorie B.

**Exemple N° 10.** — Le capital social est de 10 millions de francs représenté par 20.000 actions de 500 francs chacune, divisées en deux catégories : la première catégorie comprend 2.000 actions dites actions catégorie A ; la deuxième catégorie comprend 18.000 actions dites actions catégorie B.

Les actions de la catégorie A ainsi que celles de la catégorie B sont à souscrire et à libérer intégralement en espèces à la souscription. Les droits respectifs des deux catégories d'actions sont les mêmes sauf toutefois en ce qui concerne les droits de vote aux assemblées générales, aux bénéfices de la société et à l'actif social.

En ce qui concerne le vote aux assemblées générales ordinaires, les membres ont autant de fois dix voix qu'ils représentent de fois vingt actions de la catégorie A, sans limitation ; et autant de fois une voix qu'ils représentent de fois vingt actions de la catégorie B, sans limitation.

En ce qui concerne le vote aux assemblées générales extraordinaires, chaque membre de l'assemblée a dix voix par chaque action de la catégorie A, sans limitation et une voix par chaque action de la catégorie B, sans limitation.

Quant aux assemblées constitutives, tout actionnaire peut y prendre part et a autant de voix qu'il possède

d'actions comme propriétaire ou comme mandataire sans pouvoir avoir plus de dix voix.

**Exemple N° 11.** — Le capital social est fixé à cinq millions de francs. Il est divisé en 10.000 actions de 500 francs chacune. Ces 10.000 actions se divisent en deux catégories : catégorie A et catégorie B. La catégorie A comprend les 1.000 actions numérotées de 1 à 1.000. La catégorie B comprend les 9.000 actions numérotées de 1001 à 10000.

Les droits respectifs de ces deux catégories d'actions aux bénéfices de la société et à l'actif social sont déterminés par les statuts.

En outre, les propriétaires des actions de la catégorie A et les propriétaires des actions de la catégorie B ont, dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, un chiffre de voix différent.

L'assemblée générale ne peut pas modifier les avantages accordés aux actions A par les statuts sans que cette modification soit acceptée par une assemblée des propriétaires des actions de cette catégorie.

**Exemple N° 12.** — Les actions de la catégorie A, même après leur libération intégrale resteront nominatives ; elles ne pourront être converties en titres au porteur qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire qui en même temps supprimerait les règles spéciales de transmission établies ci-après.

Les deux tiers au moins des actions A devront être la propriété de personnes physiques ou morales de nationalité française.

Tout transfert d'actions A, même entièrement libérées, ne pourra être effectué qu'avec le consentement du Conseil d'Administration, qui pourra toujours refuser ce consentement sans avoir à faire connaître les motifs de son refus.

Toutefois, quand le transfert d'une action A sera sollicité, le Conseil d'Administration, s'il refuse le transfert, devra faire racheter par une personne de son choix, dans un délai de trente jours de la demande qui lui en sera faite par le cédant, la ou les actions dont le transfert lui aura été demandé. Ce rachat sera effectué moyennant un prix qui sera le pair jusqu'à la première assemblée générale annuelle et qui sera ensuite établi suivant des règles fixées chaque année par l'Assemblée générale annuelle.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront à toute transmission d'actions A, alors même que la transmission résulterait d'une adjudication publique, judiciaire ou volontaire, d'une donation, d'un legs ou d'une mutation par décès; même au profit d'héritiers en ligne directe, de liquidation, de fusion ou d'un partage.

Les actions de la catégorie B sont nominatives jusqu'à leur entière libération; après cette libération, les titres sont nominatifs ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La cession des actions au porteur s'opère par la simple tradition du titre.

ART. X. — Le capital social est fixé à 25 millions de francs divisé en 50.000 actions de 500 francs.

Ces 50.000 actions se divisent en deux catégories : catégorie A et catégorie B.

La catégorie A comprend 5.000 actions n<sup>os</sup> 1 à 5.000 et la catégorie B comprend 45.000 actions n<sup>os</sup> 1 à 45.000.

Les droits respectifs de ces deux catégories d'actions sont les mêmes, sauf toutefois :

1<sup>o</sup> Que les actionnaires possédant des actions de la catégorie A ont aux assemblées générales 20 voix pour chaque action A et que les actionnaires possédant des actions de la catégorie B ont à ces mêmes assemblées 1 voix par action ;

2<sup>o</sup> Que les actions de la catégorie B se transmettent dans la forme ordinaire, alors que la transmission des actions de la catégorie A est soumise aux prescriptions de l'article ci-après.

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée générale; sur la proposition du Conseil d'Administration, par la création d'actions nouvelles, qui seront délivrées soit contre espèces, soit contre apports, en conservant la proportion ci-dessus établie d'actions A et B.

. . . . .

Dans toute augmentation de capital, les actions A nouvelles sont réservées exclusivement aux propriétaires d'actions A anciennes.

ART. Y. — Sauf les cas spéciaux prévus par la loi, les délibérations dans les Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Étant entendu que chaque membre de l'assemblée a :

1° Autant de fois 20 voix qu'il représente d'actions de la catégorie A, soit comme propriétaire, soit comme mandataire ;

2° Autant de voix qu'il représente d'actions de la catégorie B, soit comme propriétaire, soit comme mandataire, sans toutefois qu'un même actionnaire de la catégorie B puisse avoir plus de 500 voix.

En matière d'actions à vote plural, on adopte en pratique les dispositions les plus variées.

La différence entre les deux catégories d'actions peut consister simplement en un droit de vote plus élevé (N° 5).

Cette différence peut affecter, outre le droit de vote, la répartition des bénéfices et le partage de l'actif (N° 11).

Le privilège de votation peut n'être donné que pour les Assemblées générales ordinaires (N° 1). Quelquefois les statuts réglementent le droit de vote en ce qui concerne les trois sortes d'assemblées : constitutives, ordinaires et extraordinaires (N° 10).

Le privilège de votation peut être temporaire (N°s 1 et 6) ou être donné en considération de la personne (N° 4) ou durer autant que la société. Ce privilège peut s'éteindre lorsque le capital social augmente (N° 2).

Le nombre de voix attribué à un des deux groupes d'actions peut dépendre, soit du nombre d'actions de l'autre groupe présentes ou représentées à l'assemblée (N° 3), soit du nombre d'actions de l'autre groupe existant au jour de l'assemblée (N° 7).

Le privilège de votation aux assemblées générales

extraordinaires est donné quelquefois avec mention de la réserve suivante : « sauf dispositions contraires de la législation en vigueur » (N° 8).

Les statuts stipulent le plus souvent que le groupe d'actions à vote plural représentera une fraction constante du capital social quelles que soient les augmentations de ce capital décidées en période de fonctionnement (N°s 9 et 12).

Très souvent les actions à vote plural sont nominatives et les statuts réglementent minutieusement leur transmission (N° 12).

## II. — *Indications statistiques.*

Le premier exemple d'actions à vote plural signalé en France par M. THALLER concernait la *Société centrale des Banques de province*. La notice relative à cette Société a été insérée le 17 avril 1911 au *Bulletin annexe du Journal Officiel*. Il est possible de signaler deux autres établissements financiers qui ont adopté des actions à vote plural : la *Banque de Bretagne* dont les statuts ont été déposés le 12 juin 1909 et la *Banque régionale du Centre* dont les statuts ont été déposés le 14 juin 1913.

Avant la loi du 22 novembre 1913, on pourrait encore citer deux établissements industriels qui se sont fondés l'un antérieurement et l'autre postérieurement à la *Société centrale des Banques de province*.

Les sociétés comportant des actions à vote plural, sont en général, de formation très récente. Des recherches

méthodiques faites dans le *Bulletin des Annonces légales obligatoires*, dans les numéros parus du 1<sup>er</sup> janvier 1916 au 28 février 1922, ont permis de dresser le tableau suivant qui indique, année par année, le nombre de sociétés qui ont émis des actions de cette nature soit au moment de leur formation, soit en période de fonctionnement.

| Années.       | Nombre de Sociétés<br>ayant adopté des actions<br>à vote plural. |
|---------------|------------------------------------------------------------------|
| —             | —                                                                |
| 1917. . . . . | 2                                                                |
| 1918. . . . . | 1                                                                |
| 1919. . . . . | 4                                                                |
| 1920. . . . . | 5                                                                |
| 1921. . . . . | 17                                                               |
| 1922. . . . . | 2                                                                |

Le *Bulletin des Annonces légales obligatoires* est une annexe au *Journal Officiel* qui paraît le lundi. Il est publié en exécution de la loi du 30 janvier 1907 et des décrets des 27 février 1907 et 3 février 1912. Les notices qu'il publie obligatoirement ne concernent que les sociétés françaises ou étrangères dont les titres sont offerts au public.

### III. — Remarque de terminologie.

La plupart des sociétés qui émettent des actions à vote plural ont pris l'habitude de désigner par les mots « catégorie A » et « catégorie B » les titres privilégiés et les titres ordinaires.

On trouve cependant dans un assez grand nombre de notices la même désignation de deux séries de titres sous la forme catégorie A et catégorie B sans qu'il y ait entre les deux séries de titres aucune différence en ce qui concerne le vote aux assemblées de la société. La catégorie A comprendra par exemple les actions d'apport et la catégorie B, les actions de numéraire. Ou encore, lors d'une augmentation de capital, on désignera par la mention catégorie A les actions anciennes et par la mention catégorie B les titres nouvellement émis; la différence entre les deux séries d'actions consiste alors simplement en un taux différent dans la répartition des dividendes.

Dans toute la suite, et sauf indication contraire, nous désignerons par les mots « catégorie A » les actions jouissant d'un privilège de vote dans les assemblées de la société, en particulier dans les assemblées extraordinaires et par les mots « catégorie B » l'ensemble de toutes les autres actions de la société.

Il serait possible de concevoir une société possédant une variété plus grande de titres : une catégorie A comprenant les actions à vote plural; une catégorie B comprenant les actions d'apport; une catégorie C comprenant les actions de numéraire; une catégorie D comprenant une série nouvelle de titres émis lors d'une augmentation de capital, etc...

## CHAPITRE II

### LES ACTIONS A VOTE PLURAL ET LA LOI FRANÇAISE

---

Examinons rapidement les diverses étapes qui ont été parcourues en ce qui concerne la réglementation des actions de priorité.

#### I. — *Les lois du 9 juillet 1902 et du 16 novembre 1903.*

Le 11 juin 1899, M. A. MILLERAND déposait sur le bureau de la Chambre des Députés (1) une proposition de loi dont l'objet était de consacrer, par une disposition formelle, la validité des actions de priorité.

Dans son exposé des motifs, M. A. MILLERAND définissait les actions de priorité « des actions auxquelles les statuts sociaux confèrent, par rapport aux autres actions, des droits d'antériorité soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux ».

---

(1) *Journal Officiel*, Chambre des Députés; documents parlementaires, 1899; n° 1025; p.1671.

En ce qui concerne le droit de vote conféré aux actions de priorité et aux actions ordinaires, M. A. MILLERAND s'exprimait en ces termes : « actions ordinaires, actions de priorité ont toutes, sauf dispositions contraires des statuts, un droit de vote égal ».

Le texte contenu dans sa proposition de loi disait également : « sauf dispositions contraires des statuts, les actions de priorité et les autres actions ont dans les assemblées un droit de vote égal ». Ce texte est devenu le troisième paragraphe de l'article 34 du Code de commerce.

Rien n'a été changé lors du vote de la loi du 9 juillet 1902, à la règle salubre et ancienne, en vertu de laquelle les actions et les coupons d'actions doivent être d'une valeur nominale égale. Mais la définition des actions de priorité a été élargie par l'introduction, au paragraphe second de l'article 34, des mots « jouissant de certains avantages sur les autres actions..... ».

Au point de vue légal, toutes actions et tous coupons d'actions doivent être d'une valeur nominale égale, que ces actions soient des actions de priorité ou des actions ordinaires. Là s'arrête la ressemblance entre les diverses catégories d'actions. Les droits des différentes catégories d'actionnaires peuvent être différents et inégaux, et la différence peut porter soit sur le partage des bénéfices, soit, en cas de dissolution, sur la répartition de l'actif social, soit sur tout autre avantage. En particulier, la différence entre les actions ordinaires et les actions de priorité peut porter sur le droit de vote, et cet avantage peut être ou ne pas être joint à d'autres. Bien entendu, il ne saurait être dérogé aux dispositions de l'article 1855

du Code civil. Tout associé doit contribuer aux pertes ; aucun associé ne peut recevoir à lui seul la totalité des bénéfices.

Dès sa promulgation, la loi du 9 juillet 1902 a donné lieu à de très vives controverses, notamment sur le point de savoir si les sociétés, constituées antérieurement à sa date, pouvaient bénéficier de ses prescriptions. La question a été tranchée par la loi du 16 novembre 1903, qui a explicitement donné un effet rétroactif à la loi du 9 juillet 1902.

Toute société, fonctionnant sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par la loi du 16 novembre 1903, peut donc être composée de deux séries de titres, dont l'une diffère de l'autre par un privilège de votation conféré aux porteurs des titres de cette série. En l'absence d'une disposition contraire de la loi, ce privilège de votation est valable aussi bien pour les assemblées ordinaires que pour les assemblées extraordinaires. Toutefois, il ne s'applique pas sans restriction aux assemblées constitutives, qui sont régies par les articles 30 § 1<sup>o</sup>, 27 § 2<sup>o</sup> et 28 § 1<sup>o</sup> de la loi du 24 juillet 1867. Tout actionnaire peut prendre part aux délibérations de l'assemblée constitutive, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, avec le nombre de voix déterminé par les statuts, sans qu'il puisse être supérieur à dix.

## II. — *La loi du 22 novembre 1913.*

Le texte complet de la loi du 22 novembre 1913 a été élaboré de la façon suivante. Un premier projet, d'ori-

gine gouvernementale, a été déposé à la Chambre des Députés, le 11 janvier 1912, par M. COUYBA, Ministre du Commerce et de l'Industrie (1). Il avait simplement pour but de rendre rétroactives les dispositions du paragraphe 4 de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, ainsi conçu : « Tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à celui déterminé pour être admis dans l'assemblée pourront se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux ». Ce paragraphe avait été introduit dans notre législation sur les sociétés par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893.

En raison de la très grande dispersion des titres de la plupart des sociétés, il se trouvait que la grosse masse des capitaux était répartie en poussière dans les modestes portefeuilles : il était donc malaisé de tenir les assemblées générales constitutives ou extraordinaires, car on ne pouvait grouper la portion du capital exigée par la loi.

Les sociétés antérieures à la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 étaient pour ainsi dire figées. Elles ne pouvaient modifier leurs statuts, augmenter ou diminuer leur capital social, faute de pouvoir réunir la fraction du capital social nécessaire à la tenue des assemblées extraordinaires (2).

Le texte du projet du Gouvernement, voté à la Chambre des Députés le 30 mars 1912, a été maintenu par le Sénat. Mais, sur l'initiative de M. G. CHASTENET et de

---

(1) *Journal Officiel*, Chambre des Députés; documents parlementaires, 1912; n° 1577, p. 4.

(2) Voir le rapport de M. ROBLIN, député; documents parlementaires, Chambre, 1912; n° 1779, p. 283.

plusieurs autres sénateurs, le Sénat a profité de la circonstance pour régler d'une façon claire la question de la modification des statuts par l'assemblée générale.

M. G. CHASTENET avait rapporté à la Chambre des Députés, en 1906 (1), le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 3 avril 1903, dont l'objet était la refonte complète de notre législation sur les sociétés. Ce projet avait pour base un avant-projet rédigé par une Commission extra-parlementaire, présidée par M. Ch. LYON-CAEN, qui avait été nommée le 21 juin 1902, par M. VALLÉ, garde des Sceaux. Jusqu'ici, ce projet de loi n'a pas encore été l'objet d'une discussion complète.

Dans sa proposition de loi au Sénat, le 18 mars 1913, M. G. CHASTENET a repris l'article 13 du projet de loi du Gouvernement du 3 avril 1903, pour en faire l'article 31 nouveau de la loi du 24 juillet 1867. Le rapport de M. G. CHASTENET qui traite tant de sa proposition de loi du 18 mars 1913 que du projet voté à la Chambre le 30 mars 1912 (2), reproduit, quant à la matière qui nous occupe, les termes du rapport du même auteur présenté à la Chambre, en 1906.

Dans ses rapports de 1906 et de 1913, M. G. CHASTENET s'exprimait en ces termes :

« La loi de 1867, dispose dans son article 37, que, dans les assemblées qui ont pour objet de prononcer la dissolution de la société pour cause de perte des trois quarts

---

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, 1906; n° 477, p. 163.

(2) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat, 1913; n° 201, p. 1019.

du capital social, tous les actionnaires sans distinction peuvent prendre part au vote et qu'ils disposent d'autant de voix qu'ils ont d'actions ».

« L'article étend ce sage principe qui permet à tous les actionnaires de donner leur avis proportionnellement à l'intérêt qu'ils ont dans la société, aux assemblées extraordinaires réunies en vue de modifier les statuts. La décision à prendre est, en effet, très importante, et il est de la plus stricte équité que tous les intéressés soient appelés à formuler leur opinion et à la défendre par leur vote ».

Le texte de M. G. CHASTENET voté sans discussion au Sénat a été renvoyé à la Chambre le 10 juillet 1913. M. ROBLIN, député, a fait un nouveau rapport (1) dans lequel il reprend à peu près les termes mêmes employés au Sénat par M. G. CHASTENET.

« Déjà la loi de 1867, par son article 37, dispose que, dans les assemblées réunies extraordinairement pour prononcer la dissolution pour cause de perte des trois quarts du capital social, tous les actionnaires peuvent prendre part au vote et qu'ils disposent d'autant de voix qu'ils ont d'actions. Nous vous proposons, conformément au vote du Sénat, d'étendre cette sage mesure aux assemblées extraordinaires modificatives des statuts, nonobstant toute clause contraire des statuts ».

M. G. CHASTENET et M. ROBLIN ont commis la même confusion. L'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 donne le

---

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, 1913; n° 3059, p. 1308.

droit à *tous les actionnaires* de prendre part aux délibérations de l'assemblée extraordinaire réunie obligatoirement en cas de perte des trois quarts du capital social, mais il ne dit rien de plus. En particulier, il ne dit pas que dans cette assemblée extraordinaire, convoquée en vue d'examiner s'il y a lieu de prononcer la dissolution, tout actionnaire dispose d'autant de voix qu'il a d'actions.

L'erreur de M. G. CHASTENET paraît provenir de la lecture trop rapide de trois paragraphes de l'exposé des motifs précédant le projet de loi du gouvernement du 3 avril 1903. Commentant les dispositions prévues à l'article 13 de ce projet qui est devenu l'article 31 nouveau de la loi du 24 juillet 1867, le Gouvernement s'exprimait ainsi : (1)

« Aux termes de l'article 37 de la loi de 1867, les assemblées qui ont à délibérer sur les propositions de dissolution pour perte des trois quarts du capital social, sont ouvertes à tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions. Il convient d'adopter la même règle pour toutes les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts. On ne saurait en cette matière se montrer trop libéral, trop respectueux des droits des petits actionnaires. On appellera donc aux assemblées extraordinaires tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres, et cela nonobstant toute clause contraire des statuts ».

« Les petits actionnaires comme les gros pourront

---

(1) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Chambre, 1903 ; n° 879, p. 436.

développer leurs idées et combattre, s'ils le jugent utile, les propositions faites ».

« La nature des délibérations à prendre commandait également l'extension du droit de vote. Chacun votera suivant son intérêt dans la société ; chaque action donnera droit à une voix sans limitation. C'est l'application la plus sage du principe qui domine les sociétés de capitaux, c'est-à-dire la loi de la majorité ».

M. G. CHASTENET et M. ROBLIN, en 1913, ont trop hâtivement rapproché le début et la fin du texte, que nous venons de citer, emprunté à l'exposé des motifs du projet de loi du 3 avril 1903.

Malgré l'erreur commise par ces rapporteurs dans leur référence à l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, il n'en existe pas moins que l'ensemble des travaux préparatoires de la loi du 22 novembre 1913 combinés avec l'exposé des motifs de la loi du 3 avril 1903, dont elle est extraite en ce qui concerne l'article 31 nouveau de la loi de 1867, indiquent d'une façon absolument claire le sens à attribuer à ces mots de l'article 31 § 2° *in fine* : « avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation ».

Grammaticalement, le sens de ces mots n'est pas douteux. Égal se dit de choses pareilles en quantité, en valeur (1). Le législateur a voulu que le nombre de voix et le nombre d'actions soient égaux. Chaque action donne donc droit à une voix dans toute assemblée extraordinaire

---

(1) LITTRÉ : *Dictionnaire de la langue française*.

et cela sans limitation, nonobstant toute clause contraire des statuts.

Dans son rapport au Sénat, M. G. CHASTENET disait : « Ils disposent d'autant de voix qu'ils ont d'actions et cette expression a été reproduite par M. ROBLIN dans son rapport. L'exposé des motifs de la loi de 1903 est encore plus explicite : « chaque action donnera droit à une voix, sans limitation ».

Lors de la rédaction de ces différents rapports ou exposé des motifs, le texte de la loi du 16 novembre 1903 était rédigé. Tout le monde connaissait la validité des actions de priorité. Personne n'ignorait qu'un avantage absolument quelconque pouvait leur être attribué, que cet avantage serait valable si éventuellement il consistait en un droit de vote supérieur aux assemblées de la société. En parlant d'actions tout court, le législateur a visé les actions de priorité au même titre que les actions ordinaires.

La loi du 22 novembre 1913 n'a pas modifié le troisième alinéa de l'article 34 du Code de commerce, dont nous rappelons les termes :

« Sauf dispositions contraires des statuts, les actions de priorité et les autres actions ont, dans les assemblées, un droit de vote égal ».

Cette disposition n'a pas échappé au législateur de 1913. La loi du 22 novembre 1913 a pour titre : « Loi portant modification de l'article 34 du Code de commerce et des articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions ». Au Sénat, ce titre a fait l'objet

d'un vote distinct (1). Il a été maintenu à la Chambre. La disposition de l'article 34 § 3<sup>o</sup> du Code de commerce était donc bien présente à l'esprit du législateur.

Mais alors, n'y a-t-il pas une contradiction entre l'interprétation donnée plus haut aux derniers mots de l'article 31 nouveau de la loi du 24 juillet 1867 et les dispositions de l'article 34 § 3<sup>o</sup> du Code de commerce ? Aucune n'existe. Les deux dispositions sont claires et elles se concilient parfaitement.

En 1903, le législateur a consacré par une disposition formelle de la loi la validité des actions de priorité. Il n'a aucunement réglementé le droit de vote ni en ce qui concerne les actions de priorité, ni en ce qui concerne les actions ordinaires. Il a laissé aux statuts le soin de décider en toute liberté.

En 1913, le point de vue du législateur n'est plus le même.

Il admet que la nécessité de modifier les statuts peut se présenter en cours d'existence sociale. D'après la jurisprudence en vigueur, cette modification n'est possible que si elle ne porte pas atteinte aux « *bases essentielles du pacte social* ». Or, des procédés nouveaux, des circonstances spéciales, une crise affectant le commerce ou l'industrie peuvent nécessiter une modification sans laquelle la ruine est certaine. Mieux vaut autoriser cette modification que de laisser les sociétés indéfiniment liées à leurs statuts primitifs.

---

(1) *Journal Officiel*, Sénat, compte rendu *in extenso*, 1913 ; p. 957.

L'assemblée générale ne saurait décider certaines modifications particulièrement graves si ces modifications ne sont pas autorisées par l'unanimité des actionnaires. Cette hypothèse vise le changement de nationalité de la société, ou l'augmentation des engagements des actionnaires. Dans tous les autres cas, la modification ne pourra être réalisée que par une assemblée générale extraordinaire réunissant une fraction du capital social fixée par la loi et les résolutions de cette assemblée, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Mais qui pourra faire partie de cette assemblée générale extraordinaire ? Tout actionnaire pourra y prendre part quel que soit le nombre des actions dont il est porteur et il aura un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation.

L'article 34 § 3<sup>o</sup> du code du commerce continue à autoriser les sociétés à adopter des types d'actions de priorité et d'actions ordinaires conférant à leurs porteurs des avantages inégaux en ce qui concerne le droit de vote. Pour un même capital nominal de 500 francs par exemple, les actions ordinaires auront une voix par action et les actions de priorité auront dix voix par action. Mais les porteurs d'actions de priorité ne sauraient se prévaloir de cet avantage qu'aux assemblées ordinaires et non aux assemblées extraordinaires. L'article 31 § 2<sup>o</sup> de la loi du 24 juillet 1867 est venu limiter ce qu'il y avait de beaucoup plus général dans les termes de l'article 34 § 3<sup>o</sup> du code de commerce. Ce dernier article parlait « d'assemblées » tout court et il était interprété correctement en compre-

nant sous cette dénomination les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires. Désormais, tout avantage conféré à certaines actions en ce qui concerne le droit de vote disparaît au seuil des assemblées extraordinaires. Comme son titre l'indique, la loi du 22 novembre 1913 a modifié l'article 34 du Code de commerce, dans son ensemble. Elle ne s'est pas contentée d'y ajouter un cinquième alinéa.

Poussant encore plus loin cette analyse, il est très facile de voir que le but du législateur ne serait pas atteint, si l'on donne à l'article 31 § 2° *in fine* de la loi du 21 juillet 1867 une autre interprétation et si l'on admet que les avantages accordés à certaines actions en ce qui concerne le droit de vote continuent à pouvoir s'exercer au sein des assemblées extraordinaires.

Prenons un exemple très simple. Soit une société dont le capital est de un million de francs, divisé en deux mille actions de cinq cent francs. Ces deux mille actions se divisent en deux catégories : une catégorie A et une catégorie B. La catégorie A comprend quatre cents actions et la catégorie B mille six cents actions. Les avantages des deux catégories d'actions sont les mêmes sauf en ce qui concerne le droit de vote. Supposons que les statuts accordent dix voix aux actions de la catégorie A et une voix aux actions de la catégorie B, aussi bien pour les assemblées ordinaires que pour les extraordinaires. La pratique indique que le plus souvent les actions de la catégorie A sont nominatives.

Une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour modifier l'objet ou la forme de la société. Les

actionnaires de la catégorie A sont tous connus du conseil d'administration et ils se connaissent le plus souvent entre eux. Ils veulent obtenir la modification portée à l'ordre du jour; ils voteront tous dans le même sens; ils assisteront tous à l'assemblée, et s'ils en sont empêchés, ils n'auront aucune difficulté à s'y faire représenter. L'assemblée, pour délibérer valablement sur une modification touchant à l'objet ou à la forme, devra être composée d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Les quatre cents actionnaires de la catégorie A y assistent tous personnellement ou par mandataires et leurs titres représentent deux cent mille francs sur un million. Pour que l'assemblée soit régulièrement constituée, il suffit qu'elle réunisse au moins sept cent cinquante mille francs. Supposons que le montant des titres représentés atteigne huit cent mille francs. Sur huit cent mille francs, les actionnaires de la catégorie B représentent six cent mille francs, soit mille deux cents actions.

Au moment du vote, les actionnaires de la catégorie A votent tous pour le changement d'objet ou de forme; ils ont dix voix par action, d'où quatre mille voix au total. Les actionnaires de la catégorie B sont tous d'un avis opposé; ils ne disposent que de mille deux cents voix. Le nombre de suffrages exprimés est de cinq mille deux cent. Les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés égalent trois mille quatre cent soixante-six voix. La modification est adoptée.

Et ce résultat était prévu à l'avance. En se rendant à l'assemblée extraordinaire, même en votant contre, les

actionnaires de la catégorie B ont permis aux actionnaires de la catégorie A de réaliser cette modification contre leur gré. Pour l'empêcher, ils ne disposaient que d'un moyen : s'abstenir de se rendre à l'assemblée. Dès qu'ils se rendent à l'assemblée et qu'ils permettent de la constituer valablement, leur intérêt est compromis. En assistant tous à l'assemblée extraordinaire, ils n'auraient pas pu davantage s'opposer à la modification demandée, même s'ils avaient tous voté contre.

Est-ce bien là ce qu'à voulu le législateur de 1913 ?

En donnant accès aux assemblées extraordinaires à tous les actionnaires, quel que soit le nombre des actions dont ils sont porteurs, a-t-il voulu permettre à d'autres actionnaires de réaliser des modifications aux statuts contre la majorité, entendue dans le sens de majorité du capital social ?

Pour être convaincu du contraire, il suffit de se reporter au rapport de M. G. CHASTENET déjà cité :

« Si le changement proposé, dit-il, reçoit *l'approbation d'une portion importante du capital social et d'une majorité élevée d'actionnaires*, il est difficile d'admettre qu'il puisse être préjudiciable aux intérêts de l'universalité, et l'on peut croire que les dissidents étaient ou mal éclairés ou malveillants ».

Le législateur n'a pas voulu que des modifications puissent être réalisées par un nombre important de voix d'actionnaires contre une majorité importante du capital social, les trois cinquièmes dans notre exemple. Au contraire, il désire explicitement pour réaliser une modi-

fication aux statuts, qu'il considère comme particulièrement grave, la réunion d'un nombre important de voix et d'une fraction importante du capital social.

Qu'on ne vienne pas objecter à notre argumentation que l'hypothèse dans laquelle nous nous sommes placé est absurde, que jamais les actionnaires de la catégorie A ne voteront tous dans le même sens, ni qu'ils seront tous présents ou représentés.

L'exemple suivant emprunté au compte rendu sténographique de l'assemblée ordinaire du 25 juin 1921 de la *Société centrale des Banques de province* est bien conforme à notre hypothèse (1). Nous citons textuellement les paroles du président du Conseil d'Administration.

« M. LE PRÉSIDENT. — Le bureau est unanime à dire que la proportion des opposants est, d'environ un cinquième. J'ajoute autant que je puisse en être sûr, que la totalité des porteurs d'actions A a voté pour le Conseil. Par conséquent, c'est à la majorité des neuf dixièmes que la première résolution a été votée ».

Cet exemple concerne une assemblée ordinaire et non une assemblée extraordinaire. Mais l'hypothèse qu'il prévoit se réalisera encore bien plus souvent dans les assemblées extraordinaires. Les titres de la catégorie A étant, dans la pratique, très souvent nominatifs, leur transmission étant aussi le plus souvent soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, les actionnaires

---

(1) *La Vie Financière*, numéro du 27 juin 1921.

*Agence Économique et Financière*, numéro du 27 juin 1921.

de la catégorie A seront tous connus du Conseil d'Administration et la politique la plus élémentaire du Conseil d'Administration sera de conserver constamment une action efficace sur ces actionnaires pour réaliser, s'il le désire, certaines modifications aux statuts,

En ce qui concerne l'étude du sens à donner aux derniers mots du paragraphe second de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, nous avons épuisé successivement tous les modes classiques d'interprétation des textes (1) : l'interprétation grammaticale et l'interprétation logique, l'étude des travaux préparatoires et l'examen des conséquences auxquelles conduirait l'application de la loi suivant que l'on en étendit ou que l'on en restreignit la portée.

Tous ces modes d'interprétation conduisent à la même conséquence : en 1913, le législateur a donné accès aux assemblées extraordinaires à tous les actionnaires d'une société sans distinction et il a donné à chaque actionnaire un droit de vote égal au nombre d'actions possédé par cet actionnaire, un nombre de voix égal au nombre de titres et cela sans limitation.

L'article 4 de la loi du 22 novembre 1913 est ainsi conçu : « Les dispositions de l'article 31, § 4<sup>e</sup> de la loi du 24 juillet 1867 et de l'article 34 du code de commerce, modifiés par la présente loi, s'appliquent aux sociétés déjà constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867 ».

---

(1) AUBRY et RAU : *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> édition, Paris 1897, p. 98.

Le rapport de M. G. CHASTENET au Sénat et celui de M. ROBLIN à la Chambre indiquaient très nettement la volonté de rendre rétroactives toutes les dispositions de la loi du 22 novembre 1913, en particulier celles du paragraphe second de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867. Mais le législateur a énuméré limitativement le paragraphe quatrième de cet article à l'exclusion des trois premiers. Le paragraphe second ne saurait donc s'appliquer rétroactivement en vertu de ce grand principe que l'on ne doit pas étendre les exceptions sans texte formel. Le législateur n'a pas réalisé dans son texte le désir manifesté séparément par les rapporteurs tant devant la Chambre que devant le Sénat.

La rétroactivité de la loi du 22 novembre 1913 n'ayant pas été explicitement indiquée par le législateur, en ce qui concerne notamment le paragraphe second de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, ce paragraphe ne s'applique pas aux sociétés constituées antérieurement à sa promulgation (1), (art. 2, C. civ.).

D'où les conséquences suivantes :

III. — *Cas où les actions à vote plural sont autorisées ou prohibées par la loi. — Conséquences qui en résultent.*

A. — **Sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913.** — Les sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913

---

(1) Dans le même sens : C. HOUPIN, *De la rétroactivité du nouvel article 31 de la loi du 24 juillet 1867* in *Journal des Sociétés*, 1914, p. 241 à 254.

ont pu valablement adopter dans leurs statuts, et elles peuvent admettre en cours de fonctionnement, sous réserve de l'article 34, § 4 du Code de commerce, des actions de priorité conférant un avantage en ce qui concerne le droit de vote, et cet avantage est valable aussi bien en ce qui concerne les assemblées ordinaires que les assemblées extraordinaires.

Pour ces sociétés, si la création d'actions de priorité à vote plural est décidée en période de fonctionnement, par exemple, pour réaliser une augmentation de capital, il faut observer les prescriptions de l'article 34, § 4 du Code de commerce. Si cette création a pour effet de modifier les droits attachés à une catégorie antérieure d'actions, cette création ne peut devenir définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée spéciale des actionnaires de la catégorie visée.

**B. — Sociétés constituées postérieurement à la loi du 22 novembre 1913.** — Les sociétés fondées postérieurement au 22 novembre 1913 peuvent comprendre des actions de priorité auxquelles est attaché un privilège en ce qui concerne le droit de vote, pourvu que ce privilège ne soit exercé que dans les assemblées ordinaires.

Aux assemblées extraordinaires, tout actionnaire a une voix par action, sans limitation. Toute clause contraire des statuts est prohibée par une disposition formelle de la loi. Cette prohibition est d'ordre public. La nullité qui atteindrait toute délibération d'une assemblée extraordinaire prise en violation des prescriptions de la loi, serait

une nullité absolue. D'où les conséquences : Cette nullité ne saurait ni se confirmer, ni se prescrire. Toute personne intéressée pourrait s'en prévaloir. Tout actionnaire appartenant aussi bien à la catégorie A qu'à la catégorie B, à la catégorie privilégiée aussi bien qu'à la catégorie ordinaire, pourrait intenter l'action en nullité. Cette action appartiendrait en propre à chaque actionnaire ; ce serait une action individuelle et non une action sociale. Elle n'aurait pas besoin, pour être exercée, d'être autorisée par une assemblée générale. Le juge, lui-même, saisi d'une contestation qui aurait pour base une telle délibération, devrait en prononcer la nullité d'office. Enfin, cette nullité ne serait jamais immédiate, elle devrait être prononcée par le juge.

La nullité s'appliquera-t-elle au contrat de société tout entier ou simplement à la clause des statuts qui confère à certaines actions un droit de vote privilégié ?

Pour répondre à cette question, la difficulté est très grande. A lire l'article 1172 du code civil, il semblerait que la nullité dût affecter le contrat de société tout entier. Les termes de cet article sont nets. « Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend ».

On a cherché à opposer les dispositions de l'article 1172 et celle de l'article 900 en vertu duquel « dans toute disposition entre vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs seront réputées non écrites ».

Qu'il s'agisse d'un contrat à titre gratuit ou d'un contrat à titre onéreux, l'acte est annulé s'il *dépend* lui-même de la condition illicite, immorale ou impossible ; il est maintenu, et la condition seule est non écrite, s'il ne *dépend* pas d'elle (1).

Examinons quelles sont, en l'état actuel de la jurisprudence, les conséquences des conditions illicites, immorales ou impossibles dans les actes à titre gratuit.

Une jurisprudence constante décide que la condition de ne pas se remarier, imposée par un conjoint donateur à son conjoint comme condition d'une libéralité, ne peut être considérée comme une condition illicite réputée non écrite, si elle est dictée par l'intérêt du conjoint ou par l'intérêt des enfants (Cassation, 16 décembre 1913, D. 1915, I, 28).

La condition de ne pas se marier, imposée par un testateur au légataire ne peut être déclarée contraire aux mœurs et, par suite non écrite, lorsqu'elle a été imposée soit par un sentiment de bienfaisant intérêt à l'égard du légataire, soit par l'attachement du disposant pour sa famille personnelle. (Cassation, 11 novembre 1912, D. 1913, I. 105, note de M. G. RIPERT).

Par contre, la condition de ne pas se marier, imposée par le donateur d'une rente viagère à la donataire, doit être considérée comme contraire aux bonnes mœurs, et par suite non écrite, lorsque le donateur, stipulant que le paiement de la rente aurait lieu chez lui et après sa mort chez son notaire, a voulu par ce mode de paiement attester ses relations anciennes avec la donataire et a obéi

---

(1) M. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 1269.

ainsi à un sentiment blâmable. (Cassation, 8 avril 1913, D. 1913, I, 29, note de M. G. R.) dans le même sens (Paris, 13 juillet 1911, D. 1912, II, 192).

Les conséquences de la condition illicite, immorale ou impossible dépendent de l'intention des parties telle qu'elle se dégage des faits de la cause. La question se ramène à une recherche d'intention.

L'arrêt de la Cour de Paris du 23 juillet 1914 (D. 1918, II, 51), s'exprime ainsi : « Il est certain, en droit, qu'une libéralité, sous quelque forme qu'elle se cache, doit être déclarée nulle comme immorale lorsque sa cause *impulsive et déterminante* n'a été que d'établir ou de maintenir des relations de concubinage, mais qu'il n'en est plus de même lorsque cette libéralité, comme en l'espèce, intervient pour liquider une situation irrégulière ».

A propos d'une donation déguisée sous la forme d'un acte à titre onéreux, la Cour de Cassation dit que : « celui-ci n'est frappé de nullité que s'il a pour cause soit la formation, la continuation ou la reprise des rapports immoraux, soit leur rémunération ». (Cassation, 11 mars 1918, D. 1918, I, 100).

La donation faite à une commune sous la condition expresse que celle-ci ferait construire sur l'immeuble donné une maison d'éducation pour les jeunes filles, qui devra être tenue à perpétuité par les sœurs d'une certaine communauté tant que celle-ci existera et, à son défaut, par d'autres sœurs choisies par le curé de la commune ou son évêque, doit être déclarée nulle, si un arrêté du préfet vient à laïciser l'école de filles de la commune, la condition susvisée ayant été la cause impulsive et déter-

minante de la libéralité. Et l'arrêt s'exprime ainsi : « Attendu que l'arrêt attaqué (Caen, 25 mars 1908), régulièrement motivé, en reconnaissant dans la clause litigieuse la cause impulsive et déterminante de la libéralité, en a fait une appréciation souveraine et qui, d'ailleurs, ne dénature pas le texte de la donation ; qu'après avoir ainsi fixé le caractère de la disposition, il a dû, par une juste application des principes de la matière, déclarer la nullité, non pas seulement de la condition, mais de la donation elle-même ». (Cassation, 12 mai 1909, D. 1910, I, 291). (A propos d'une affaire entrant dans le même ordre d'idées, voir Cassation, 19 octobre 1910, D. 1911, I, 463).

Pour la même raison, le fait par une commune bénéficiaire d'un legs grevé non seulement de la charge d'entretenir l'église, mais encore d'une charge cultuelle, de ne pouvoir exécuter cette dernière, ne peut entraîner la caducité du legs que si cette charge a été la cause impulsive et déterminante de la libéralité. (Nancy, 14 mai 1913, D. 1913, II, 260).

L'arrêt de la Cour de Lyon du 30 mars 1916 (D. 1918, II, 51) est encore très significatif.

« Attendu, dit cet arrêt, que l'indemnité d'assurance est réclamée, d'une part, par la dame S... bénéficiaire de l'avenant, et, d'autre part, par la demoiselle R... détentrice de la police ; que la compagnie *La New York* se déclare prête à payer à qui par justice sera ordonné : Attendu que l'assurance contractée par S... ne saurait produire aucun effet en tant qu'elle constitue une libéralité au profit de la demoiselle R... cette libéralité ayant

une cause contraire aux bonnes mœurs, à savoir la rémunération et la continuation de relations illicites existant entre S... et la demoiselle R...; Par ces motifs, dit que la libéralité consentie par S... suivant contrat d'assurance du 9 mars 1912 au profit de la demoiselle R... est nulle comme contraire aux bonnes mœurs; qu'en conséquence la compagnie *La New York Life Insurance* devra faire remise du montant de l'assurance, soit 50.000 francs outre accessoires, aux mains de la dame veuve S... ».

Avant de se prononcer, la jurisprudence recherche, en matière de libéralité, quelle a été la cause impulsive et déterminante de l'acte.

Dans la matière qui nous occupe, la jurisprudence peut-être, au lieu d'appliquer la lettre de l'article 1172, rechercherait-elle l'intention des parties contractantes comme elle le fait lorsqu'il s'agit d'appliquer l'article 900. Or, il est impossible d'admettre que la clause des statuts qui fixe les conditions du vote aux assemblées extraordinaires a été la cause impulsive et déterminante de l'acte, même en ce qui concerne les actionnaires de la catégorie A. Il est manifestement évident que cette clause n'a pas été impulsive et déterminante pour les actionnaires de la catégorie B. Pour les actionnaires de la catégorie A, ce n'est pas non plus une cause impulsive et déterminante car la modification aux statuts est un acte exceptionnel. L'assemblée extraordinaire ne se réunira peut-être jamais pour en délibérer. La société fonctionnera peut-être pendant toute sa durée en maintenant ses statuts primitifs. En ce qui concerne le vote aux assemblées ordinaires, par contre, il est à présumer que cette clause

sera toujours impulsive et déterminante pour les actionnaires de la catégorie A. Les actionnaires de la catégorie A veulent avoir l'administration sociale et la conserver. Mais cette clause est licite.

Il est donc permis de penser sans en avoir la certitude absolue que la jurisprudence, si elle venait à être saisie de la question, prononcerait la nullité de la clause visant le vote plural aux assemblées extraordinaires sans toucher au contrat de société qui resterait valable.

En présence des termes si nets et si clairs de l'article 1172, elle pourrait aussi prononcer la nullité du contrat de société tout entier. Et alors les conséquences de cette nullité sont incalculables surtout si la question de la nullité venait à se poser devant les tribunaux longtemps après la constitution de la société, lorsque la société fonctionnait déjà depuis plusieurs années.

#### IV. — *A quelles sociétés s'appliquent les résultats qui précèdent ?*

Les résultats qui viennent d'être énoncés s'appliquent-ils indifféremment aux sociétés anonymes et aux sociétés en commandite par actions ou bien y a-t-il lieu de distinguer entre ces deux sortes de sociétés ?

Les auteurs s'accordent, en général, pour reconnaître que la loi du 16 novembre 1903 qui autorise la création d'actions de priorité s'applique aussi bien aux sociétés anonymes qu'aux sociétés en commandite par actions. Ils tirent argument des mots très généraux de l'article 34 du Code de commerce : « Toute société par actions ».

En ce qui concerne la loi du 22 novembre 1913, la doctrine est assez divisée. Certains auteurs prétendent que cette loi a modifié l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Or cet article 31 figure au titre II de la dite loi qui est le siège de la matière des sociétés anonymes. Donc, disent-ils, cette loi ne vise que les sociétés anonymes en ce qui concerne les pouvoirs de l'Assemblée générale relatifs aux modifications des statuts.

Mais d'autres auteurs font observer que rien au titre I<sup>er</sup> de la loi de 1867, « Des sociétés en commandite par actions », ne concerne les assemblées extraordinaires. En l'absence d'un texte précisant les attributions de l'assemblée générale dans la société en commandite par actions, ces attributions sont les mêmes que dans les sociétés anonymes. La difficulté n'ayant pas été levée par la loi de 1913, il faut encore aujourd'hui assimiler les deux sortes de sociétés au point de vue des pouvoirs et de la composition des assemblées générales (1).

Nous résoudrons la question précise suivante : La modification aux statuts dans une commandite par actions est-elle possible en dehors de l'assentiment de l'unanimité des commandités et quelle est dans ces sociétés au point de vue légal la situation des actions à vote plural ?

Aux assemblées ordinaires d'une société en commandite par actions, les actions à vote plural sont certainement valables. La loi du 16 novembre 1903 a autorisé, dans

---

(1) A. WAHL. *Journal des Sociétés*, 1914, p. 59.

ces sociétés, la création d'actions jouissant d'un privilège relatif au vote, tout comme dans les sociétés anonymes, et depuis, cette situation n'a pas été modifiée.

Quant aux assemblées extraordinaires de la commandite par actions, la question des actions à vote plural ne présente qu'un intérêt très diminué. La question de savoir si les actions à vote plural sont valables ne se pose pas de la même façon dans les sociétés en commandite par actions et dans les sociétés anonymes ordinaires. La modification aux statuts d'une société en commandite par actions nécessite la réunion de deux conditions : 1° son approbation par l'assemblée générale des actionnaires, avec les conditions de majorité et de quorum requises par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 ; 2° sa ratification par l'unanimité de l'assemblée spéciale des commandités.

La situation du commandité, dans une commandite par actions, et celle de l'actionnaire, dans une société anonyme, sont toutes différentes. Le commandité engage sa personne juridique entière. Son patrimoine tout entier répond des dettes sociales ; tout comme le patrimoine d'une personne quelconque, même non commerçante, est le gage commun de ses créanciers (art. 2092 et 2093 C. civ.). L'actionnaire apporte à la société une mise déterminée. Sa contribution aux pertes sociales est irrévocablement limitée à cette mise. Son apport cesse de lui appartenir en propre pour entrer dans le patrimoine d'une personne morale distincte de la personne des associés. Il devient la propriété de la personne morale que constitue la société anonyme.

Les commandités n'ont entendu engager leur personne juridique que strictement dans les limites du pacte social originaire (1). Ils n'ont pu adhérer à l'avance à toutes les modifications aux statuts qui pourraient leur être imposées en cours d'existence sociale, par l'assemblée des actionnaires délibérant dans les conditions de quorum et de majorité déterminées par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867. Toute autre interprétation de la volonté des commandités est absolument inadmissible. C'est là l'argument essentiel qui permet d'écarter l'application de l'article 31 nouveau de la loi de 1867, toutes les fois qu'il s'agit de modifications aux statuts d'une commandite par actions. Cet argument est irrésistible; bien plus que celui qui écarte cette application, parce que l'article en question figure au titre « Des sociétés anonymes ».

Les modifications aux statuts d'une commandite par actions ne pouvant être réalisées qu'avec le concours simultané de l'unanimité des commandités et de la majorité des actionnaires, la question des actions à vote plural perd son principal intérêt. L'existence de ces actions est le plus souvent justifiée par la nécessité de rendre encore plus facile la modification aux statuts en cours de fonctionnement de la société.

En l'absence de tout autre texte, l'assemblée des actionnaires dans la commandite par actions délibérera avec les conditions de quorum et de majorité imposées par l'article 31 nouveau aux sociétés anonymes.

---

(1) J. PERCEROU. *Journal des Sociétés*, 1907, p. 124.

Les actions à vote plural ne sauraient y exercer leur privilège pas plus que dans les sociétés anonymes s'il s'agit d'une commandite par actions constituée postérieurement à la loi du 22 novembre 1913. Ce privilège est valable et peut parfaitement s'exercer aux assemblées extraordinaires des sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913 que les actions à vote plural appartiennent aux commandités ou aux commanditaires.

V. — *L'opinion contraire.* (MM. A. WAHL, C. HOUPIN et H. BOSVIEUX, COPPER-ROYER, G. BOURCART)

Jusqu'ici, la question du droit de vote aux assemblées extraordinaires n'a pas été l'objet d'études très approfondies. Certains auteurs ont adopté une interprétation identique à celle qui vient d'être donnée sans toutefois que leurs travaux présentent des développements importants (1).

D'autres auteurs très considérables qui ont incontestablement consacré à la question des développements sensiblement plus étendus ont admis l'opinion contraire. Il convient, pensons-nous, de passer en revue leurs arguments.

---

(1) CH. LYON-CAEN et L. RENAULT : *Traité de droit commercial*, 4<sup>e</sup> édition, Paris 1909, t. II, annexe. p. 12. — A. DOLBEAU : *Du déplacement volontaire des majorités dans les sociétés anonymes* in *Gazette des Sociétés et du droit financier*; avril 1920, p. 49. — M. SAUVAGNAC : *Monatsschrift für Handelsrecht*, décembre 1913, p. 40. — A. AMIAUD : *Les actions à droit de vote inégal* in *Recueil juridique des sociétés* publié par les juris-classeurs, juin 1922.

A. — **La thèse de M. A. Wahl.** — Dans son commentaire de la loi du 22 novembre 1913, M. A. WAHL s'exprime en ces termes (1) :

« L'alinéa 2 du nouvel article 31 porte que, nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, dans les assemblées ayant à délibérer sur des modifications aux statuts, tout actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses actions, sans limitation ».

« Ces derniers mots montrent qu'on a voulu protéger les gros actionnaires, puis que c'est, malgré toute clause contraire, la proportionnalité du nombre de voix au nombre d'actions qu'on a voulu assurer, *sans limitation* » (2).

Le législateur de 1913 a voulu assurément protéger les gros actionnaires aussi bien que les petits. M. G. CHASTENET disait dans son rapport : « L'article étend ce sage principe qui permet à tous les actionnaires de donner leur avis proportionnellement à l'intérêt qu'ils ont dans la société, aux assemblées extraordinaires réunies en vue de modifier les statuts ».

A la fin du premier des deux paragraphes qui viennent d'être cités, M. A. WAHL semble avoir voulu donner une interprétation correcte de la fin du deuxième alinéa de l'article 31 nouveau. En disant : un nombre de voix égal au nombre de ses actions, il semblerait qu'il avait en vue

---

(1) A. WAHL : *Commentaire de la loi du 22 novembre 1913 modifiant le régime des sociétés par actions* in *Journal des Sociétés*, 1914, p. 49 à 119 et 145 à 166.

(2) A. WAHL : *loc. cit.*, p. 54.

d'une part le nombre de voix; d'autre part le nombre de titres appartenant à l'actionnaire; et que ces deux nombres étaient pareils, étaient égaux et cela sans limitation, c'est-à-dire, quel que soit le nombre de titres appartenant à l'actionnaire, même si ce nombre était très grand. C'est incontestablement ainsi qu'il faut traduire la pensée du rapporteur de la loi. L'intérêt qu'a l'actionnaire dans la société se traduit en premier lieu par le capital que cet actionnaire a apporté à la société. En représentation de ce capital, il lui a été remis un nombre de titres égal en principe au quotient de ce capital divisé par le montant nominal de l'action. L'actionnaire donnera bien son avis proportionnellement à l'intérêt qu'il a dans la société si le législateur lui accorde un nombre de voix égal au nombre de ses actions quelque grand que soit ce nombre d'actions, s'il lui accorde autant de voix qu'il a d'actions ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent du rapport de M. G. CHASTENET.

Il y a loin entre des choses égales et des choses proportionnelles. Des choses égales sont, il est vrai, proportionnelles; mais des choses proportionnelles sont rarement égales. Elles ne sont égales que si le rapport de proportion est l'unité.

Dans le même ordre d'idées (1), M. A. WAHL dit : « La loi, sans doute, n'a voulu qu'une chose : donner à tous les actionnaires un nombre de voix *proportionnel à leur nombre d'actions*, mais elle s'est mal expliquée et il faut bien la prendre telle qu'elle est ».

---

(1) A. WAHL, *loc. cit.*, p. 56.

Il semble que M. A. WAHL a commis un certain abus de langage en substituant indifféremment l'un à l'autre le mot égal et le mot proportionnel.

Plus loin, il dit (1) : « En tous cas, il n'est pas interdit aux statuts de décider que, proportionnellement au nombre de leurs actions, les actionnaires auront un nombre de voix d'autant plus élevé que ce nombre d'actions sera plus considérable. Par exemple les actionnaires auront une voix pour chacune de leurs dix premières actions, deux voix pour chacune des dix suivantes, etc... Car c'est seulement la limitation du droit de vote que la loi a voulu interdire en ce qui concerne les gros actionnaires; elle a voulu leur conférer un avantage nouveau, et non pas prohiber les clauses, déjà permises autrefois, qui leur sont favorables. Mais tout ceci n'est que théorique, car les clauses de ce genre sont inusitées ».

Lorsque le rapporteur de la loi de 1913 a dit que tous les actionnaires sans distinction pouvaient prendre part au vote et disposaient d'autant de voix qu'ils avaient d'actions, il expliquait les mots suivants de l'article 31 nouveau : *égal aux actions qu'il possède*. Au paragraphe suivant de son rapport, lorsqu'il dit : « L'article étend ce sage principe qui permet à tous les actionnaires de donner leur avis *proportionnellement* à l'intérêt qu'ils ont dans la Société », il s'explique dans une formule commode mais peut-être critiquable sur les mots, *sans limitation*, de l'article 31.

---

(1) A. WAHL, *loc. cit.*, p. 57.

En tout cas, il est facile de voir que l'interprétation donnée par M. A. WAHL conduit à des conséquences absolument contraires au but poursuivi par le législateur de 1913.

Prenons un exemple : Soit une société composée de sept actionnaires; les six premiers actionnaires ont chacun dix actions et une voix par action. Chacun des six premiers actionnaires a donc dix voix et les six actionnaires N<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ont au total soixante voix. L'actionnaire N<sup>o</sup> 7 a cinquante actions comportant une voix par action pour les actions numérotées 1 à 10; deux voix par action pour les actions numérotées 11 à 20; trois voix par action pour les actions numérotées 21 à 30; quatre voix par action pour les actions numérotées 31 à 40; cinq voix par action pour les actions numérotées 41 à 50.

C'est bien l'hypothèse dans laquelle se place M. A. WAHL. L'actionnaire N<sup>o</sup> 7 a au total 50 actions et il dispose d'un nombre de voix égal à :

$$10 + 2 \times 10 + 3 \times 10 + 4 \times 10 + 5 \times 10 = \\ 10 + 20 + 30 + 40 + 50 = 150.$$

Supposons qu'une assemblée générale extraordinaire soit convoquée pour modifier l'objet ou la forme de la société. La société se compose au total de  $60 + 50 = 110$  actions. Elle pourra délibérer valablement si elle est composée d'un nombre d'actions égal aux trois quarts de 110, soit  $\frac{110 \times 3}{4} = 83$  voix.

Supposons néanmoins, que les actionnaires N<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 soient tous présents. L'assemblée comprendra 110 actions et le nombre de suffrages exprimés sera de 210. Supposons que les actionnaires N<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4, 5 et 6 votent tous contre la modification d'objet ou de forme et que seul l'actionnaire N<sup>o</sup> 7 vote pour. Il y aura 60 voix contre et 150 voix pour. Les deux tiers des suffrages exprimés sont égaux à :

$$\frac{210 \times 2}{3} = 140.$$

La modification est adoptée. Et elle est adoptée par 50 actions contre 60 de même valeur nominale, par la minorité en capital social contre la majorité. On pourrait ainsi reprendre tout ce qui a été dit plus haut à ce sujet. Les conséquences sont absolument contraires à l'intention très claire du législateur, à savoir : réunir à la fois un grand nombre de voix et une fraction importante du capital social.

L'interprétation erronée, à notre avis, donnée par M. A. WAHL, semble due à l'usage fait par lui indifféremment des mots égal et proportionnel.

**B. — La thèse de MM. C. Houpin et H. Bosvieux (1).** — Tout d'abord, MM. C. HOUPIN et H. BOSVIEUX ne partagent pas l'opinion de M. A. WAHL et ils disent : « Cette opinion nous paraît contraire au texte et à l'esprit

---

(1) C. HOUPIN et H. BOSVIEUX : *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*, 5<sup>e</sup> édition, Paris 1918, t. II, p. 340.

de l'article 31, qui accorde à chaque actionnaire un nombre de voix *égal* — et non *proportionnel* — aux actions qu'il possède ».

Puis, ces auteurs posent la question suivante : « Peut-on encore, sous l'empire de la loi de 1913, émettre des actions n'étant investies d'un avantage qu'en ce qui concerne le nombre de voix qu'elles confèrent ? Nous reconnaissons que l'alternative est embarrassante et la solution délicate. L'affirmative nous paraît cependant devoir être admise... Il est donc permis d'émettre une première catégorie d'actions conférant à leurs propriétaires une voix par action sans limitation, et une seconde catégorie d'actions (privilegiées) auxquelles il est attribué deux, trois, quatre, cinq voix ou plus par action, sans limitation » (1).

Nous avons déjà examiné plus haut cette solution et nous croyons avoir montré qu'elle était contraire aussi bien au texte qu'à l'esprit de la loi de 1913.

C. — **La thèse de M. Copper-Royer** (2). — « Il existe certaines sociétés, dit M. COPPER-ROYER, où il est déclaré que les actions série A possèdent chacune dix voix, alors que les actions série B ne confèrent qu'un droit de vote unitaire. Une disposition de cette nature est indépendante de la loi du 22 novembre 1913 ; cette loi se contente de dire que tout actionnaire possède dans les assemblées générales extraordinaires, un nombre de voix

---

(1) C. HOUPIN et H. BOSVIEUX, *loc. cit.*, p. 340 et 341.

(2) COPPER-ROYER : *Traité théorique et pratique des sociétés anonymes*, 2<sup>e</sup> édition, 2<sup>e</sup> tirage, Paris 1919, p. 645.

égal au nombre d'actions qu'il possède; mais la loi n'a statué que pour l'hypothèse la plus ordinaire, celle où toutes les actions ont des droits égaux. S'il en est autrement, et si les statuts attribuent expressément à certaines actions une puissance censitaire plus considérable que n'est celle possédée par les actions ordinaires, il n'est pas dérogé à la loi en conférant dans l'assemblée dix voix au porteur d'une action série A et une voix seulement au porteur d'une action série B. La loi de 1913 a institué le suffrage universel; elle n'a pas prohibé le suffrage censitaire à vote plural; l'effet de la loi demeure seulement d'empêcher l'exclusion d'un actionnaire. Tous doivent pouvoir exprimer leur avis et donner leur vote. Cela suffit ».

La loi ne statue pas pour le cas le plus ordinaire. Elle statue pour tous les cas. Elle est une disposition d'ordre général. Dire que la disposition précitée est indépendante de la loi de 1913 c'est, semble-t-il, ne tenir aucun compte des précautions prises par le législateur. Il veut bien permettre aux sociétés de s'adapter à des conditions économiques nouvelles, faciliter le progrès en autorisant des modifications aux statuts sans l'assentiment de l'unanimité des actionnaires, mais il subordonne la validité de ces modifications à deux conditions : 1° il ne pourra en être délibéré valablement que dans une assemblée composée d'une fraction importante du capital social; 2° elles devront être acceptées par une majorité importante d'actionnaires. Or, ainsi que cela a été expliqué plus haut, l'interprétation donnée par M. COPPER-ROYER ainsi que celle donnée par M. HOUPIŒ aboutit à un résultat contraire. Dans un grand nombre de cas, les actionnaires de la

catégorie B n'auront qu'un moyen d'empêcher une modification aux statuts qu'ils peuvent être unanimes à repousser. Ce sera de s'abstenir d'assister à l'assemblée et de l'empêcher de pouvoir se constituer valablement. L'exposé des motifs du projet de 1903 disait pourtant : « Les petits actionnaires comme les gros pourront développer leurs idées et combattre, s'ils le jugent utile, les propositions faites ».

Aux termes du quatrième alinéa de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, lorsqu'il s'agit d'une modification aux statuts ne concernant ni l'objet, ni la forme de la société, si une première assemblée ne réunit pas les trois quarts du capital social, il peut en être convoqué une deuxième puis, si la chose est nécessaire, une troisième qui délibéreront valablement si elles réunissent respectivement la moitié ou le tiers du capital social.

Si les actionnaires de la catégorie B continuent à s'abstenir et si les actions de la catégorie A forment au total le tiers du capital social, la troisième assemblée pourra délibérer valablement et approuver une modification aux statuts sans même que les actionnaires de la catégorie B aient été entendus. La modification sera réalisée par le tiers du capital social contre les deux autres tiers.

Il nous paraît impossible que l'on continue à soutenir que le législateur a consacré la validité des actions à vote plural en ce qui concerne les assemblées extraordinaires. Une pareille opinion est contraire au texte de la loi. Elle aboutit à des conséquences diamétralement opposées au but poursuivi par le législateur de 1913.

D. — **La thèse de M. G. Bourcart** (1). — Dans son commentaire sur la loi de 1913, M. G. BOURCART (2) combat tout d'abord la thèse de M. A. WAHL. « Cette solution donnée par M. A. WAHL, dit-il, nous paraît contraire au texte de la loi, qui porte non pas *proportionnel*, mais *égal*... Et, en effet, ce que veut l'article 34, § 2° de la loi du 22 novembre 1913, c'est que le nombre de voix et le nombre d'actions soient exactement le même multiple de l'unité. Mais il n'est pas dit que l'unité doive être rigoureusement la même dans les deux cas; et comme l'article 34 du Code de commerce suppose le contraire, on aboutit à dire que ce qui est imposé par la loi du 22 novembre 1913, c'est un multiplicateur uniforme et c'est tout ».

Nous sommes ainsi ramenés à l'interprétation donnée par MM. C. HOUPIN et COPPER-ROYER. Elle procède de la même substitution absolument arbitraire du mot « *proportionnel* » au mot « *égal* » dans le texte de la loi. Les arguments en sens contraire ont déjà été exposés.

## VI. — *L'absence de jurisprudence.*

La question de la validité des actions à vote plural dans les assemblées extraordinaires est très discutée en doctrine. La jurisprudence n'a pas eu jusqu'ici l'occasion de se prononcer.

---

(1) G. BOURCART : *Les Modifications aux statuts et la loi du 22 novembre 1913*, in *Annales de droit commercial*, 1914, p. 89 à 106; 171 à 196; 255 à 268; 337 à 364.

(2) G. BOURCART : *loc. cit.*, p. 174 et 175.

### CHAPITRE III

## EXAMEN CRITIQUE DU PROJET DE LOI

DE M. CH. LAURENT <sup>(1)</sup>

---

Il existe, avons-nous vu, une quarantaine de sociétés qui, bien que constituées depuis la loi du 22 novembre 1913, ont adopté des actions à vote plural. Des doutes graves subsistant en doctrine quant à la validité du privilège de votation en ce qui concerne les assemblées extraordinaires, la *Fédération des Industriels et Commerçants français* a demandé au législateur de vouloir bien au plus tôt trancher cette difficulté.

*A priori*, cette démarche paraît excessive. En cas de silence, d'obscurité ou d'insuffisance de la loi, c'est aux tribunaux qu'il appartient de dire le droit (art. 4 C. civ.). D'autre part, si les sociétés qui ont émis des actions à vote plural sont en général importantes eu égard à leur capital social et à leur objet, il faut bien reconnaître qu'elles sont, en fait, fort peu nombreuses. L'imprudence

---

(1) Voir *l'Économie nouvelle*, septembre 1921, p. 519 et s.

*Gazette des Sociétés et du Droit financier*, octobre 1921, p. 154 et s.  
novembre-décembre 1921: p. 166 et s.

commise en permettant au privilège de votation de s'exercer même dans les assemblées extraordinaires ne saurait justifier la mise en mouvement de la machine législative pour régulariser rétroactivement des statuts qui ont été rédigés en violation d'un texte de loi parfaitement clair.

Un texte a été proposé aux délibérations du Parlement ou à l'initiative du Gouvernement par M. Ch. LAURENT. La personnalité de l'auteur, le soin avec lequel il a été rédigé et discuté, les polémiques qu'il a déjà suscitées justifient une étude attentive.

Nous la ferons en six paragraphes :

I. — La forme nominative des titres et les formalités requises pour leur transmission.

II. — La limitation en durée du privilège de votation.

III. — La fixation du nombre maximum de voix qu'il sera possible d'attribuer aux actions de la catégorie A.

IV. — L'approbation par l'assemblée générale de la création des actions de la catégorie A dans la même forme que la création des actions d'apport.

V. — Les cas où le droit de vote supérieur pourra être exercé.

VI. — La rétroactivité de la loi.

I. — *La forme nominative des titres  
et les formalités requises pour leur transmission.*

Parmi les sociétés qui ont adopté des actions à vote plural, un grand nombre disposent dans leur statuts que

les actions de la catégorie A seront nominatives et que leur transfert sera soumis à l'agrément du Conseil d'administration. La société dont nous avons parlé à l'exemple n° 12 ci-dessus a soigneusement déterminé dans ses statuts les conditions de cession des actions de la catégorie A. Donnons-en un autre exemple, emprunté à la société S.

Les actions de la catégorie B se transmettent dans la forme ordinaire alors que la transmission des actions A est soumise aux prescriptions ci-après :

Toute cession d'actions de la société S, même à une personne déjà actionnaire ainsi que toute mutation d'actions par succession, donation ou legs, même au profit d'héritiers en ligne directe devra pour devenir définitive être agréée par le Conseil d'administration. La cession ou la mutation devra être notifiée au conseil par lettre recommandée, avec indications des nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire ou bénéficiaire.

Si l'acheteur amiable ou judiciaire, l'héritier, le donataire ou le légataire n'est pas agréé, le conseil aura le droit, dans le délai de deux mois de la notification ci-dessus de procurer un acquéreur qui exercera un droit de préemption en payant le prix indiqué dans la notification, sans que ce prix puisse être supérieur au prix coté en Bourse, ou, si les actions ne sont pas cotées, au prix que l'assemblée générale annuelle d'après les résultats du dernier inventaire, fixera chaque année, comme devant être le prix maximum auquel pourront être cédées les actions pendant l'année suivante. Toutefois le prix

sera majoré du prorata du dividende couru au moment de la mutation et calculé d'après le dernier dividende distribué.

La cession au nom de l'acquéreur procuré par le conseil sera régularisée d'office par deux administrateurs ou délégués du conseil sur leurs signatures et celle du cessionnaire sans qu'il soit besoin de celle du cédant. Notification en sera faite à ce dernier qui devra se présenter dans les bureaux de la société pour recevoir son prix.

Faute par le conseil de procurer un acquéreur dans le délai de deux mois, l'acquéreur indiqué par le vendeur, de même que l'héritier, le donataire ou le légataire restera définitivement actionnaire.

La société dont nous avons parlé à l'exemple N° 9 est telle que les actions de la catégorie A représentent toujours le dixième du capital social et dans toute augmentation de capital, les actions A nouvelles sont exclusivement réservées aux propriétaires d'actions A anciennes.

Aux articles 3 et 4 de son projet de loi, M. Ch. LAURENT envisage les hypothèses suivantes. Ou bien les actions privilégiées quant au droit de vote sont également à la disposition de tous les souscripteurs, ou bien elles sont réservées à un ou plusieurs actionnaires déterminés.

Dans le premier cas, tous les souscripteurs devront être traités de même, et, en cas de souscription dépassant le nombre d'actions émises, la réduction devra être opérée proportionnellement sur toutes les souscriptions. Rien n'est plus logique.

Dans le second cas, les statuts devront expressément mentionner les noms des actionnaires auxquels les actions à vote plural sont réservées. L'attribution des actions privilégiées quant au vote, constituant un avantage particulier ne deviendra définitive qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867. Les actions à vote plural seront *obligatoirement nominatives*. — En cas de mutation de ces actions, soit entre vifs, soit par suite de décès, elles perdront de plein droit leur droit de vote privilégié, à moins que l'ayant-droit ne soit lui-même bénéficiaire d'actions possédant le même avantage en vertu d'une attribution faite dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'article 3. Les actions ainsi dépouillées de leur droit de vote spécial pourront être mises au porteur.

Moins rigoureux que les deux premiers exemples donnés plus haut, quant aux formalités requises pour la transmission des actions de la catégorie A, le projet de loi de M. Ch. LAURENT adopte des dispositions conformes à celles qui viennent d'être rappelées à propos de l'exemple N° 9.

Pour acquérir une action de la catégorie A il faudra être déjà régulièrement actionnaire de la même catégorie. L'action acquise par toute autre personne, un actionnaire de l'une des catégories B, C, D, ou une personne non associée perdra le droit de vote privilégié. Dépouillée ainsi du droit de vote plural, elle pourra être mise au porteur. Ces prescriptions seraient édictées pour toute mutation des actions de la catégorie A, mutations entre vifs et mutations à cause de mort.

Dans la pratique, une société peut adopter dans diverses circonstances des actions à vote plural : 1° au moment de sa formation ; 2° en cours d'existence sociale.

**1° Actions à vote plural émises lors de la formation de la société.** — Les actions à vote plural émises au moment de la formation d'une société peuvent répondre à des nécessités diverses. Les actions à vote plural peuvent être données en représentation des apports et les actions ordinaires en représentation du numéraire. Ou inversement, les actions de numéraire peuvent être à vote plural et les actions d'apport ne jouir d'aucun privilège quant au droit de vote. Ce sont des cas d'espèce. Il ne se dégage aucune tendance précise de l'examen des statuts ou des notices des sociétés qui ont adopté des actions à vote plural.

S'il s'agit d'une fusion de sociétés, d'une fusion par amalgamation, par exemple, les actions à vote plural pourront être données aux actionnaires de la société la plus importante, celle qui a pris l'initiative de la fusion et les actions ordinaires, en remplacement des actions des sociétés secondaires.

**2° Actions à vote plural émises en cours d'existence sociale.** — En cours d'existence sociale, une société peut avoir besoin de réaliser une augmentation de capital dans deux hypothèses contraires. Ses affaires sont prospères ; elle veut étendre son champ d'action, intensifier sa production, perfectionner son outillage, augmenter le nombre et l'importance de ses affaires. Ses actions étant entièrement libérées, elle émettra de nou-

velles actions. Pour des raisons diverses, l'assemblée qui décidera l'augmentation du capital pourra convenir que les actions anciennes seront à vote plural et que les actions nouvelles ne jouiront d'aucun privilège quant au droit de vote en y ajoutant ou non d'autres avantages. Les anciens actionnaires ont été les seuls à supporter tous les aléas lors de la formation de l'entreprise. Elle a réussi, il est juste que les anciens actionnaires continuent à jouir de certains avantages, qu'ils continuent, par exemple, à assurer à peu près seuls la direction de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la société aurait recours plus fréquemment à une émission d'obligations; mais, pour des raisons diverses, elle peut ne pas vouloir s'assujettir à servir dès la première année un revenu fixe, à échéance rigoureusement déterminée.

Les affaires d'une société peuvent, à l'inverse, être médiocres sinon mauvaises. Néanmoins, elle possède un outillage important qu'il serait fâcheux de liquider à perte. Elle pourra trouver des capitaux par l'entremise d'une banque qui voudra prendre personnellement ou assurer à sa clientèle la prépondérance dans la direction de l'affaire. Rien n'est plus naturel. Elle vient aux secours des anciens actionnaires; elle peut imposer certaines conditions, exiger par exemple que les nouvelles actions jouiront d'un privilège quant au droit de vote et cela avec ou sans d'autres avantages.

Les actions à vote plural peuvent trouver leur application dans les cas les plus variés. Et alors, est-il bien expédient d'enlever le principal avantage aux actions

d'une catégorie qui peuvent atteindre, quant à leur nombre, une importance voisine de celle des actions de l'autre catégorie ? Est-il bien utile de leur donner obligatoirement la forme nominative ? Nous ne le pensons pas.

Lorsque l'émission d'actions à vote plural se fera en cours d'existence sociale, que l'existence de ces actions ait été ou non admise par les statuts primitifs, il s'agira le plus souvent d'une émission considérable. Le nombre d'actions à vote plural sera important. Au total, il atteindra peut-être un chiffre voisin de celui des actions de l'autre catégorie. Mais alors, il est bien évident que la loi ne saurait imposer la forme nominative à des actions aussi nombreuses. Ce serait entraver inutilement et rendre plus onéreuses les transactions dont elles pourraient être l'objet. De plus, dans l'hypothèse que nous visons, il n'y aura pas de différence importante quant au droit de vote entre les deux catégories d'actions. Le privilège existera, sans nul doute, mais il se réduira à deux ou trois voix par action série A, contre une voix par action série B. Toute différence plus importante ne trouverait sa justification, ni dans la fraction notable du capital social représentée par les actions A, ni dans le but qu'on s'est proposé lors de leur création : assurer une prédominance à l'un des groupes dans la gestion de l'entreprise, tout en conservant une large place à l'autre.

Dans l'ordre d'idées qui nous occupe, les actions A n'ont pas été attribuées *intuitu personæ* mais *intuitu pecuniæ*. Ce n'est pas parce que l'action A appartient à telle personne et non à telle autre qu'elle jouit d'un privilège. C'est parce que les deux fractions du capital social

représentées sont tout à fait distinctes, quant à leur origine et quant à l'époque où elles sont entrées dans la société.

Dans ces hypothèses, on aura le plus souvent recours, il est vrai, à une souscription publique. Quel que soit le mode d'émission des actions A, elles doivent pouvoir être au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire.

Rien ne justifie, pensons-nous, la forme nominative obligatoire aux actions de la catégorie A dans les hypothèses qui viennent d'être examinées.

Il n'en est pas de même lorsque les actions à vote plural ont été émises lors de la formation de la société. Lorsque les actions de la catégorie A sont attribuées en représentation d'actions d'une société ancienne, aux apporteurs en nature ou aux souscripteurs en numéraire, l'avantage, pas plus que dans les hypothèses déjà examinées, n'est accordé en considération de la personne de l'actionnaire. C'est parce que l'actionnaire possédait un titre d'une société ancienne, parce qu'il a fait apport à la société de tel terrain, de telle usine, de telle promesse de vente, de telle clientèle, ou enfin tout simplement parce qu'il a apporté de l'argent liquide à une société suffisamment nantie d'avantages en nature, qu'il a reçu une action à vote plural. Le titre qui lui est délivré tient simplement compte de la nature de ses apports à la société; il est absolument indépendant de sa personne. Le droit de vote supérieur accordé à tel actionnaire appartient au titre qui lui est remis, parce que ce titre représente des apports d'une nature spéciale. Il fait corps avec

ce titre ; il doit donc se transmettre avec lui et pouvoir être exercé par n'importe quel porteur du titre, le propriétaire primitif ou l'un quelconque des cessionnaires ultérieurs. Il doit subsister, en particulier, lorsque ce titre a été l'objet d'une mutation, soit entre vifs, soit à cause de mort.

Ni la forme nominative obligatoire, ni l'extinction du privilège de votation lorsque l'action A passe à une personne autre qu'un actionnaire appartenant déjà à cette catégorie ne se justifient.

Reste enfin l'hypothèse où les actions de la catégorie A sont attribuées aux personnes qui ont fondé une société. Les personnes qui ont eu l'idée de créer une entreprise, qui ont collaboré à sa formation veulent s'assurer la certitude de diriger l'affaire même montée en société anonyme. Ces personnes peu nombreuses se connaissent ; elles collaboreront à la rédaction du projet de statuts. Elles ne manqueront pas d'introduire dans ces statuts les conditions auxquelles seront soumises la transmission des actions qui vont leur être attribuées. Elles n'oublieront pas de stipuler que la transmission des actions de la catégorie A sera soumise à l'agrément du Conseil d'administration. Sinon, ces personnes n'auraient point la certitude de se maintenir au Conseil d'administration qu'elles visent. La convention des parties fera si elle le juge utile des actions de la catégorie A des actions nominatives. Et elle fixera les conditions auxquelles seront soumises les mutations entre vifs ou à cause de mort dont pourront être l'objet les actions de la dite catégorie.

Ce n'est pas à la loi à imposer aux actions d'une société la forme nominative, même si ces actions sont à vote plural. Elle doit s'abstenir également de soumettre à des conditions spéciales la transmission des actions à vote plural.

Dans cet ordre d'idées, la convention des parties peut tout. Les associés peuvent stipuler que les actions de la catégorie A seront nominatives. Les statuts peuvent soumettre à des conditions précises et rigoureuses le transfert des actions de la catégorie A, sous la réserve toutefois que l'actionnaire doit pouvoir céder son titre. Dans une société anonyme, l'actionnaire ne doit pas rester enchaîné à son titre; il faut que la cession soit toujours possible. Si le cessionnaire dont le nom est soumis à l'agrément du Conseil d'administration n'est pas agréé, le conseil devra faire racheter l'action par une personne de son choix. Faute de trouver un acquéreur dans un délai déterminé, trente jours pour l'exemple n° 12, deux mois pour la société S, le cessionnaire proposé deviendra définitivement actionnaire.

Les statuts peuvent également disposer que le droit de vote privilégié disparaîtra lorsque les actions de la catégorie A cesseront d'être immatriculées au nom d'une personne déterminée (exemple n° 4) ou encore que ce privilège cessera lorsque le capital social atteindra un chiffre déterminé (exemple n° 2).

On appelle *part d'intérêt* ou simplement *intérêt* le droit de l'associé dans une société de personnes. Le nom d'*actions* est réservé pour désigner le droit de l'associé dans une

société de capitaux. Et le premier signe qui permet de distinguer l'intérêt de l'action, c'est la plus ou moins grande facilité de transmission ou de cession des parts sociales.

En droit français, la propriété est transférée par le seul effet du consentement des parties. Comme tous les autres biens, au regard des parties contractantes, l'intérêt et l'action se transfèrent par le seul effet du consentement (1138-2° C. civ.). Mais le cessionnaire de l'intérêt ou de l'action n'est investi de son droit à l'égard des tiers que lorsque certaines formalités ont été remplies.

La forme de ces titres peut être variable ; ils sont au porteur, ou nominatifs ou revêtus de la clause à ordre. Le cessionnaire sera investi de son droit à l'égard des tiers par le seul fait de la tradition du titre au porteur, par le transfert du titre nominatif opéré sur les registres de l'établissement débiteur ou par l'endossement du titre à ordre.

Les créances du droit civil se transmettent à l'égard des tiers à l'aide d'une des deux formalités indiquées à l'article 1690 du Code civil : la signification de la cession faite au débiteur cédé ou l'acceptation de la cession faite par le débiteur cédé dans un acte authentique.

Dans les sociétés de personnes (1), l'intransmissibilité de l'intérêt était de l'essence du contrat de société, tout au moins au début de l'histoire du contrat de société. Aux termes de l'article 1861 du Code civil, chaque associé

---

(1) L. FRAISSINGEA. *Le double critérium de l'action* in *Annales de Droit commercial*, 1914, p. 5 à 38 ; 107 à 117 ; 197 à 224.

ne peut, sans le consentement de ses co-associés, associer une tierce personne à la société lors même qu'il en aurait l'administration. La convention des parties peut déroger à ce principe de l'intransmissibilité des parts sociales. Toute convention de ce genre porte atteinte à l'*intuitu personæ* qui domine toute la matière des sociétés de personnes.

Dans les sociétés de capitaux, l'action est un meuble incorporel. Elle a pour caractéristique essentielle de pouvoir circuler de main en main avec la plus grande facilité. Le titre est le seul lien qui unisse l'actionnaire à la société. La transmissibilité est simplement de la nature du contrat dans les sociétés de capitaux. Les statuts peuvent déroger à cette règle et subordonner la transmission des actions à un contrôle efficace permettant de faire une sélection parmi les personnes qui désirent devenir actionnaires.

En droit, les clauses indiquées plus haut relatives à la transmission des actions à vote plural sont toutes valables (société S et exemple n° 12).

Est également valable, la proposition contenue dans l'article 4 du projet de M. Ch. LAURENT qui tend à la suppression du droit de vote privilégié toutes les fois que par l'effet d'une mutation entre vifs ou à cause de mort, l'action à vote plural passera aux mains d'une personne qui n'est pas déjà propriétaire d'actions nominatives de la catégorie A.

Au point de vue pratique, nous avons vu combien une pareille clause est éloignée des réalités. Elle tendrait à faire considérer les actionnaires de la catégorie A comme

des associés en nom alors que bien souvent les faits sont tout différents.

L'idée d'imposer aux titres au porteur la forme nominative n'est pas nouvelle. Le 4 novembre 1907, M. Ch. DUMONT a déposé un projet de loi en ce sens sur le bureau de la Chambre des Députés (1). Et cette idée a été récemment reprise par M. LOUCHEUR. Le plus souvent, les considérations invoquées jusqu'ici ont été le désir d'éviter les fraudes successorales qui sont grandement facilitées par la dissimulation si aisée des titres au porteur.

L'exemple N° 12 renferme la clause suivante dont l'insertion dans les statuts serait très intéressante à généraliser. « Les deux tiers des actions de la catégorie A, devront être la propriété de personnes physiques ou morales de nationalité française ». La possession des actions A, c'est la certitude à peu près assurée d'avoir une action efficace dans le gouvernement de la société. La nationalité d'une société anonyme est fixée par son domicile, par son siège social. Elle est indépendante de la nationalité de ses membres. Les titres de la société sont dans le commerce. Ils peuvent être achetés en Bourse par une personne quelconque, appartenant à n'importe quelle nationalité.

Au point de vue national, il est incontestable qu'il y a des inconvénients à avoir dans un pays des sociétés dont l'administration est complètement aux mains de personnes

---

(1) *Journal Officiel*, compte rendu in *extenso*, Chambre, 1906, p. 2295 ; documents parlementaires, Chambre, annexe n° 1288.

étrangères. Si le change d'un pays est défavorable, par le jeu naturel des forces économiques, les capitaux appartenant à des étrangers auront une tendance à s'employer dans ce pays. Au lieu de faire parvenir à Londres le prix de marchandises anglaises vendues à Paris, les vendeurs, s'ils n'ont pas un besoin pressant de numéraire, ne manqueront pas de laisser provisoirement ou définitivement à Paris le prix de vente et de l'employer à acheter des immeubles, des valeurs mobilières de toutes sortes, en particulier des actions de sociétés. S'ils voulaient mettre la main sur la direction d'une entreprise française, ils ne manqueraient pas d'acheter, de préférence, des actions à vote plural si l'entreprise en question comprenait des titres jouissant d'un droit de vote privilégié.

L'article 4 du projet de loi de M. Ch. LAURENT ne pare pas à ce danger d'une façon générale. S'il a été attribué une seule action à vote plural à ces correspondants anglais lors de la constitution de la société, ils pourront ensuite par le jeu normal de l'article 4 en question en acquérir indéfiniment.

En pareille matière, il serait extrêmement délicat d'agir par voie de disposition législative. Elle ne manquerait pas de provoquer des mesures de rétorsion dans d'autres pays.

## II. — *La limitation en durée du privilège de votation.*

M. Ch. LAURENT propose de faire cesser de plein droit le privilège attaché à certaines actions quant au droit de vote au bout de 25 ans.

La pratique a déjà inséré dans les statuts des clauses analogues (exemple N° 1). Les clauses insérées aux exemples numéro 4 et numéro 2 subordonnent également l'exercice du droit de vote privilégié à l'arrivée d'un terme extinctif : la mort du gérant ou du co-gérant ; ou d'une condition résolutoire : un chiffre déterminé atteint par le capital social.

Les actions à vote plural peuvent, dès leur émission, être la propriété de certaines personnes morales : l'État, une autre société commerciale. L'existence des personnes morales étant illimitée, une limitation en durée du privilège de votation se justifie mal à leur égard.

Nous avons montré au paragraphe précédent qu'il est des cas assez nombreux où, même lors de l'émission, la question du privilège est indépendante du titulaire de l'action. L'extinction du privilège au bout de 25 ans ne se justifie pas non plus dans ces diverses hypothèses.

En présence de ces objections, M. Ch. LAURENT a paru disposé à abandonner l'article 5 de son projet, mais en faisant observer que la suppression de cet article rendait d'autant plus nécessaires les dispositions des articles 3 et 4 (1).

### III. — *L'approbation par l'assemblée générale de la création des actions de la catégorie A dans la même forme que la création des actions d'apport.*

Aux termes du dernier alinéa de l'article 3 du projet de loi de M. Ch. LAURENT, l'attribution des actions privi-

---

(1) Cf *Gazette des Sociétés*, novembre-décembre 1921, p. 166 à 170.

légées, constituant un avantage particulier, ne deviendra définitive qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867.

L'alinéa en question vise les assemblées constitutives. Il est parfaitement légitime dans une société ordinaire qu'avant la conclusion définitive du contrat, la première assemblée générale vérifie la valeur des apports qui ne consistent pas en numéraire ou la cause des avantages particuliers stipulés à son profit par un associé. C'est que la fraude peut se donner libre cours en cette matière. Il serait trop facile à l'associé qui fait des apports en nature de donner une estimation considérable à des objets qui ont peu de valeur ou qui sont parfaitement inutiles au fonctionnement de la société. D'autre part, si cette vérification était faite seulement par les commissaires, une collusion frauduleuse entre l'apporteur et les commissaires, serait parfois difficile à éviter. Pour que ce contrôle soit sérieux et à l'abri de toute fraude, il faut qu'il soit exercé par l'assemblée de tous les actionnaires. Il en est de même lorsqu'un seul actionnaire ou lorsque quelques actionnaires en petit nombre stipulent à leur profit certains avantages.

« Tout ce qui rompt l'égalité, qui, en principe, doit régner entre les associés, constitue un avantage particulier (1) ». Le droit de vote privilégié, accordé à certaines actions rompt incontestablement l'égalité entre les associés. Il en résulte, par conséquent, que la cause de cet avan-

---

(1) Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT, *loc. cit.*, p. 54.

tage doit être appréciée par la première assemblée générale, prévue aux articles 4, 25 § 1<sup>o</sup>, 27 § 2<sup>o</sup> et 30 § 1<sup>o</sup> de la loi de 1867.

Dans ces conditions, l'article 3 du projet de loi de M. Ch. LAURENT devient sans objet.

D'ailleurs, l'efficacité du contrôle de l'assemblée constitutive chargée d'apprécier la cause d'un avantage particulier qui consisterait en un privilège de votation accordé à la catégorie A, paraît des plus douteux.

Le vote plural est incontestablement autorisé actuellement par la loi française à l'assemblée constitutive. La combinaison des articles 34 § 3<sup>o</sup> du code de commerce et de l'article 27 § 2<sup>o</sup> de la loi de 1867 ne laisse aucun doute à cet égard. Tout ce que veut la loi, c'est qu'aucun actionnaire ne dispose de plus de dix voix.

Aux termes du cinquième alinéa de l'article 4 de la loi de 1867, les associés qui ont stipulé à leur profit un privilège de votation n'ont pas voix délibérative lorsque ce privilège est soumis à l'appréciation de l'assemblée constitutive.

On conçoit mal dans ces conditions que le droit de vote plural puisse tout de même s'exercer au sein d'une assemblée constitutive. Sans nul doute, il faudrait pour cela un concours de circonstances tout à fait spéciales.

Supposons que des actions à vote plural qui forment la catégorie A se subdivisent elles-mêmes en deux autres catégories : la catégorie *a* et la catégorie *a'*. Les actions de la catégorie *a'* sont offertes à tous les souscripteurs. Le droit de vote privilégié conféré à ces actions est acquis sans qu'il soit besoin de soumettre cet avantage aux délibérations

de la première assemblée générale. Par contre, il n'en est pas de même en ce qui concerne le privilège de votation attribué aux actions de la catégorie *a*. Nous supposons, par hypothèse, que les actions de la catégorie *a* sont réservées à certaines personnes nominativement désignées.

Lors de la tenue de l'assemblée constitutive, les actions de la catégorie *a'* pourront jouir d'un droit de vote privilégié. Les actionnaires porteurs d'actions de la catégorie *a'* pourront être assez nombreux. Ils pourront disposer d'un nombre de voix presque aussi important que les porteurs d'actions ordinaires. Ces derniers ne se rendront pas tous à l'assemblée constitutive alors que les premiers ne manqueront pas d'y assister. Quelle espèce de contrôle pourrait exercer une minorité sur la majorité ? Et que penser de ce contrôle si les actionnaires de la catégorie *a'* étaient les hommes de paille des futurs titulaires des actions de la catégorie *a* ?

Dans un article remarquable paru au *Recueil juridique des Sociétés* (1), M. A. AMIAUD, a montré, par l'étude des travaux préparatoires, que les formalités imposées par l'article 4 de la loi de 1867 s'appliquent à la stipulation d'un droit de vote privilégié pourvu que les actions à vote plural soient explicitement réservées à certaines personnes.

« Les sociétés créant des actions à droit de vote inégal et les réservant à certaines personnes sont obligées, dit-il,

---

(1) A. AMIAUD, *Les actions à droit de vote inégal*, in *Recueil juridique des Sociétés*, mars 1922, p. 93.

cela ne saurait être sérieusement discuté, de soumettre l'attribution de ces actions à la procédure de vérification et d'approbation des apports en nature et des avantages particuliers, telle qu'elle est prévue par l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, et par là les porteurs d'actions ordinaires auront la possibilité d'exercer de façon très simple leur contrôle sur la réalité des faits pouvant justifier l'attribution de ces actions à certaines personnes ».

« L'opinion contraire est, il est vrai, enseignée par un grand nombre d'auteurs (1), mais par une simple affirmation, sans qu'aucun argument ne soit donné pour limiter l'application de l'article 4, sans que par là même la solution donnée puisse être considérée comme définitivement adoptée ».

« Cette procédure de vérification et d'approbation, toutefois, ne se présentera pas toujours obligatoire. Elle ne le sera pas quand les actions à droit de vote inégal seront offertes à tous les souscripteurs, ce qui est généralement le cas quand la création d'actions à droit de vote plural a lieu au cours de l'existence de la société, à l'occasion d'une augmentation de capital ».

En terminant l'étude de cette question, M. A. AMIAUD s'exprime ainsi : « Personne n'ignore les critiques que

---

(1) Cf. THALLER et Paul PIC, *Traité des Sociétés*, tome II, n° 931. — HOUPIŒ et BOSVIEUX, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> édition, n° 579. — ARTHUYS, *Traité des Sociétés*, n° 346. — HÉMARŒ, *Traité des Nullités des Sociétés*, p. 291. — ROUSSEAU, *Traité des Sociétés*, 5<sup>e</sup> édition, n° 1818. — Voyez, par contre, dans le sens de l'application de l'article 4 aux avantages particuliers autres que les avantages pécuniaires : J. PERCEROU, *Des Fondateurs de Sociétés anonymes*, p. 160.

suscite la procédure française de vérification et d'approbation des apports en nature et des avantages particuliers, le peu de garanties qu'elle donne du fait de la nomination trop fréquente, comme commissaires aux apports, de personnes insuffisamment qualifiées pour remplir ces fonctions ».

La seule chose nouvelle et efficace qui puisse être demandée au législateur, c'est de rendre éclairée, dans tous les cas, la souscription des actionnaires de la catégorie B. Il est de toute nécessité que les actionnaires qui pourront se voir imposer, en cours d'existence sociale, certaines modifications au contrat primitif, sachent bien dans quelles conditions ils s'engagent.

A cet égard, il y aurait lieu de reprendre l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi du 3 avril 1903 relatif au *bulletin de souscription*.

C'est vraiment dans les sociétés qui émettent des actions à vote plural et des actions ordinaires qu'il y a le plus grand intérêt à bien renseigner le public. Il est indispensable que le souscripteur trouve dans les documents qui parviennent effectivement jusqu'à lui, l'indication des clauses les plus importantes de l'acte de société. Avant de donner son adhésion au contrat, il faut qu'il sache que d'autres actionnaires seront plus favorisés que lui et jouiront d'un avantage considérable dans les assemblées de la société.

L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi de 1903 est ainsi conçu :

« Chaque souscription est constatée par un bulletin

signé du souscripteur. Ce bulletin doit contenir les énonciations suivantes :

» 1° La raison sociale et, s'il y a lieu, la dénomination de la société ;

» 2° Le siège social ;

» 3° L'objet de l'entreprise ;

» 4° La durée de la société ;

» 5° Le montant du capital social et le taux de chaque action ;

» 6° La désignation de l'établissement où les fonds doivent être déposés ;

» 7° Le mode de libération adopté pour chaque action ;

» 8° L'énumération des avantages stipulés au profit du gérant ou de toute autre personne ;

9° La désignation des apports et le mode de rémunération proposé ;

10° La forme dans laquelle doivent être faites les convocations aux assemblées générales ;

11° La référence au *Bulletin annexe du Journal Officiel* dans lequel aura été faite la publication du projet de statuts conformément à l'article 58 ;

12° Le délai à l'expiration duquel, en cas de non constitution de la société, les fonds versés par le souscripteur pourront être retirés de l'établissement où ils auront été déposés.

L'article 58 dont il est parlé ci-dessus est ainsi rédigé :

« ART. 58. — Quand une société se constitue au moyen de souscriptions publiques, si un associé fait un apport

qui ne consiste pas en numéraire ou stipule à son profit des avantages particuliers, les gérants ou les fondateurs doivent rédiger et annexer au projet de statuts une notice détaillée sur la nature et la valeur des apports ou la cause des avantages particuliers stipulés ».

La protection la plus efficace qu'il soit possible d'accorder aux actionnaires de la catégorie B, c'est, pensons-nous, de réaliser immédiatement le projet de 1903, en rendant obligatoire le bulletin de souscription tout au moins lorsqu'une société comprend des actions jouissant d'un droit de vote privilégié, que ce droit puisse s'exercer aux assemblées ordinaires, aux assemblées extraordinaires ou à ces deux sortes d'assemblées.

Les énonciations obligatoires figurant sous les numéros 8 et 10 du projet de loi sont particulièrement importantes. Il faut que l'actionnaire de la catégorie B souscrive en connaissance de cause. Il faut aussi qu'il sache comment se feront les convocations aux assemblées générales. Son droit de vote est moindre que celui des actions de la catégorie A. En compensation, il faut qu'il soit assuré que les assemblées ne se tiendront pas sans qu'il lui soit possible de connaître dans tous les cas le lieu et le jour de la réunion. Il faut que les actionnaires de la catégorie B assistent régulièrement ou se fassent représenter aux assemblées de la société afin d'unir leurs voix contre les actionnaires de l'autre groupe, toutes les fois que leur intérêt tendrait à être sacrifié par les actionnaires de la catégorie A.

La véritable solution réside dans la reprise immédiate du texte du projet de 1903 relatif au *bulletin de souscription*.

IV. — *La fixation du nombre maximum de voix qu'il sera possible d'attribuer aux actions de la catégorie A.*

Dans son rapport, M. CH. LAURENT propose d'interdire d'accorder aux actions de la catégorie A plus de dix voix contre une voix aux actions B.

L'article 2 de son projet de loi est ainsi conçu :

« En aucun cas, les voix supplémentaires attribuées aux actions jouissant d'un droit de vote privilégié ne pourront dépasser le tiers des voix correspondant à l'ensemble du capital social ».

Dans tout ce qui va suivre, nous supposerons que les actions de la catégorie B ont une voix par action et que les actions de la catégorie A ont  $n$  voix par action.  $n$  sera égal à 1, 2, 3... 10 ou 20 ou même à un nombre plus grand.

Au point de vue pratique, l'examen des notices ou des statuts relatifs aux sociétés françaises dont il a été parlé au chapitre I conduit aux résultats suivants :

| Valeur de $n$      | Nombre de sociétés<br>qui ont adopté<br>cette valeur de $n$ . |
|--------------------|---------------------------------------------------------------|
| $n > 20$ . . . . . | 0                                                             |
| $n = 20$ . . . . . | 4                                                             |
| $n = 10$ . . . . . | 20                                                            |
| $n = 6$ . . . . .  | 1                                                             |
| $n = 5$ . . . . .  | 2                                                             |
| $n = 4$ . . . . .  | 1                                                             |
| $n = 3$ . . . . .  | 3                                                             |
| $n = 2$ . . . . .  | 1                                                             |

Autrement dit, il y a 4 sociétés dans lesquelles les actions de la catégorie A ont 20 voix pour 1 voix aux actions de la catégorie B; 20 sociétés, dans lesquelles les actions de la catégorie A ont 10 voix pour 1 voix aux actions de la catégorie B, etc... Dans la pratique, c'est donc le nombre 10 qui est, et de beaucoup, le plus fréquemment employé.

La fixation de la valeur à attribuer à  $n$  n'est pas une question « d'appréciation inévitablement arbitraire ». La valeur à attribuer à ce nombre peut être déterminée. Il suffit de s'entendre sur le degré de protection qu'on désire accorder aux actionnaires de la catégorie B, aux actionnaires non privilégiés. C'est ce que nous verrons plus loin.

Montrons tout d'abord que les deux mesures proposées par M. Ch. LAURENT sont également impropres à assurer dans tous les cas une protection efficace aux actionnaires de la catégorie B. Pour cela, nous prendrons deux exemples relatifs à chacune des deux dispositions proposées.

**1<sup>er</sup> Exemple.** — Soit une société dont le capital est de 1.500.000 francs. Ce capital est divisé en 3.000 actions de 500 francs, réparties en deux groupes : 600 actions de la catégorie A et 2.400 actions de la catégorie B. Les actions de la catégorie A ont dix voix par action aux assemblées ordinaires et aux assemblées extraordinaires, et les actions de la catégorie B ont une voix par action.

Au total, les actionnaires de la catégorie A disposent de 6.000 voix contre 2.400 aux actionnaires de la catégorie B.

Supposons qu'une assemblée extraordinaire soit convoquée pour modifier les statuts. Tous les actionnaires de la catégorie A s'y rendent ou s'y font représenter. Supposons que 1.500 actionnaires de la catégorie B y assistent ou y soient représentés. L'assemblée extraordinaire peut délibérer valablement, puisque 2.100 actions sont représentées. Le nombre des suffrages exprimés est de 8.100. Les deux tiers des suffrages exprimés font 5.400. Les 6.000 voix des actionnaires A sont pour la modification proposée. Les 1.500 voix des actionnaires B sont contre. La modification est néanmoins adoptée, puisqu'elle réunit plus des deux tiers des suffrages.

Il est de toute évidence que dans l'exemple ci-dessus, on ne saurait arriver à une protection efficace des actionnaires B qu'en adoptant pour les actions de la catégorie A un nombre de voix inférieur à dix.

**2<sup>e</sup> Exemple.** — Soit encore une société dont le capital est de 1.500.000 francs, divisé en 3.000 actions de 500 francs. Si chaque action disposait d'une voix, la totalité des voix correspondant à l'ensemble du capital social serait de 3.000.

Le capital comprend 1.000 actions de la catégorie A et 2.000 actions de la catégorie B. Chaque action de la catégorie A donne droit à quatre voix par action et chaque action de la catégorie B à une voix.

Nous sommes bien dans l'hypothèse prévue à l'article 2 du projet de loi. L'ensemble du capital social dispose de 6.000 voix. Le tiers des voix correspondant à l'ensemble du capital social est de 2.000. Les actions de la caté-

gorie A disposent au total de 4.000 voix; les actions de la catégorie B disposent au total de 2.000 voix. Le nombre des voix supplémentaires accordé aux actions de la catégorie A, soit 2.000, est juste égal au tiers des voix correspondant à l'ensemble du capital social.

Une assemblée extraordinaire est convoquée pour modifier l'objet ou la forme de la société. Elle est composée de 1.000 actions A et de 1.500 actions B. Elle comprend plus des trois quarts du capital social; elle peut donc délibérer valablement. Tous les actionnaires de la catégorie A votent pour la modification. Il y a au total 4.000 voix pour. Tous les actionnaires de la catégorie B votent contre la modification. Il y a au au total 1.500 voix contre. La modification est adoptée. Elle a réuni plus des deux tiers des suffrages exprimés. Cette modification est adoptée par le tiers du capital social contre la moitié de ce capital.

La rédaction de l'article 2 du projet de M. Ch. LAURENT permet, il est vrai, une autre interprétation. On pourrait dire que la première opération à laquelle on se livre consiste à donner une voix par action, aussi bien aux actions de la catégorie A, qu'aux actions de la catégorie B. Dans l'exemple que nous avons pris, le capital social est divisé en 3.000 actions. Avant toute attribution de voix supplémentaires, chaque action dispose d'une voix qu'elle appartienne à la catégorie A ou à la catégorie B. Dans ces conditions, le capital social disposerait au total de 3.000 voix. Le tiers des voix correspondant à l'ensemble du capital social est égal à 1.000. Ces 1.000 voix constituent le maximum des voix supplémentaires qu'il est possible

d'attribuer au groupe A en vertu de l'article 2. Chacune des actions de la catégorie A ne pourrait disposer que de deux voix contre une voix aux actions de la catégorie B. Avec cette interprétation, on serait conduit assurément à une protection plus grande sinon absolument efficace des actionnaires de la catégorie B.

Rien; ni dans le rapport, ni dans le texte du projet ne permet d'indiquer avec certitude laquelle des deux interprétations est la bonne. Il semblerait peut-être plus rationnel d'adopter la première.

**Remarque.** — Nous avons dit qu'aucune société n'avait jusqu'ici attribué aux actions de la catégorie A plus de 20 voix contre une voix aux actions de la catégorie B. Pour être complet, il est nécessaire d'indiquer que les exemples numéro 3 et numéro 7 peuvent conduire à un nombre de voix plus important.

Reportons-nous à l'exemple N° 3. Le capital social se compose de 7.500 actions A et 677.500 actions B. Aux assemblées ordinaires et extraordinaires, l'ensemble des voix de la catégorie A représentées doit être égal à l'ensemble des voix de la catégorie B représentées. Supposons que la réunion comprenne 6.000 actionnaires A et 600.000 actionnaires B. En vertu des statuts, chaque actionnaire de la catégorie A disposera de 100 voix par action. Cependant la protection des actionnaires de la catégorie B est très suffisante. S'ils s'entendent pour repousser l'une des modifications proposées aux délibérations de l'assemblée extraordinaire, elle ne passera pas malgré eux.

La fixation *a priori* d'un nombre maximum de voix pour les actions de la catégorie A n'a donc aucun sens. Par contre, cette détermination devient parfaitement possible et rationnelle si on sait à l'avance : 1° quelle est la proportion du capital social représentée par les actions de la catégorie A ; 2° quel est le degré de protection qu'on désire accorder aux actionnaires de la catégorie B. C'est ce que nous allons montrer.

Désignons par C le capital de la société.

par s le montant de chaque action.

La société se compose d'un nombre d'actions égal à  $\frac{C}{s}$ .

Supposons que les actions de la catégorie A représentent au total une fraction du capital social égale à  $\frac{p}{q}$ .  $\frac{p}{q}$  sera égal à  $\frac{2}{5}$ ,  $\frac{1}{3}$ ,  $\frac{1}{5}$ ,  $\frac{1}{10}$  etc., c'est-à-dire que les actions de la catégorie A représenteront au total les deux cinquièmes, le tiers, le cinquième, le dixième, etc. du capital social.

Le nombre d'actions de la catégorie A sera égal à :

$$\frac{p}{q} \cdot \frac{C}{s}$$

et le nombre d'actions de la catégorie B à :

$$\frac{C}{s} - \frac{p}{q} \cdot \frac{C}{s} = \frac{q-p}{q} \cdot \frac{C}{s}$$

Dans tout ce qui va suivre,  $\frac{C}{s}$  se retrouvera partout en facteur commun. Pour simplifier l'écriture, nous n'en ferons plus mention.

Nous supposerons que les actions de la catégorie B donnent droit chacune à une voix, aussi bien aux assemblées ordinaires qu'aux assemblées extraordinaires, et que les actions de la catégorie A donnent droit à ces mêmes assemblées à  $n$  voix,  $n$  étant un nombre entier, positif et supérieur à l'unité.

Pour délibérer sur une modification relative à l'objet ou à la forme de la société, l'assemblée extraordinaire doit comprendre au moins les trois quarts du capital social. Nous nous placerons dans l'hypothèse la plus défavorable et nous supposerons que l'assemblée extraordinaire a réuni la fraction du capital social, strictement requise pour la validité de ses délibérations, c'est-à-dire les trois quarts.

Nous supposerons, en outre, que tous les actionnaires de la catégorie A sont présents ou représentés à l'assemblée. C'est l'hypothèse qui se réalisera le plus souvent dans la pratique.

Le nombre d'actions de la catégorie A, présentes ou représentées à l'assemblée est égal à  $\frac{p}{q}$ .

Celui des actions de la catégorie B est égal à :

$$\frac{3}{4} - \frac{p}{q} = \frac{3q - 4p}{4q}.$$

Les actionnaires de la catégorie A votent tous dans le même sens; ils disposent d'un nombre de voix égal à  $n \frac{p}{q}$ .

Les actionnaires de la catégorie B disposent d'un nombre de voix égal à  $\frac{3q - 4p}{4q}$ .

Le nombre total des suffrages exprimés est égal à :

$$n \frac{p}{q} + \frac{3q - 4p}{4q}.$$

Pour qu'il soit impossible aux actionnaires de la catégorie A d'imposer leur volonté aux actionnaires de la catégorie B, il suffit que le nombre des suffrages exprimés par les actionnaires de la catégorie A soit inférieur aux deux tiers au moins des suffrages exprimés. Écrivons cette condition :

$$n \frac{p}{q} < \frac{2}{3} \left[ n \frac{p}{q} + \frac{3q - 4p}{4q} \right]$$

$$\frac{n}{3} \frac{p}{q} < \frac{2}{3} \frac{3q - 4p}{4q}$$

$$n \frac{p}{q} < 2 \frac{3q - 4p}{4q}.$$

Si la modification inscrite à l'ordre du jour ne concerne ni le changement de nationalité, ni l'augmentation des engagements des actionnaires, ni l'objet, ni la forme de de la société et que la première assemblée ne réunisse pas les trois quarts du capital social, aux termes de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, il peut être tenu une deuxième, puis une troisième assemblée. Chacune de ces assemblées ultérieures pourra délibérer valablement si elle réunit respectivement la moitié ou le tiers du capital social. Les résolutions de cette deuxième ou de cette troisième assemblée pour être valables devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Écrivant la condition exprimée plus haut en ce qui concerne la deuxième assemblée, on trouve en se plaçant dans des hypothèses analogues :

$${}_n \frac{p}{q} < 2 \cdot \frac{q - 2p}{2q}$$

et pour la troisième assemblée :

$${}_n \frac{p}{q} < 2 \cdot \frac{q - 3p}{3q}.$$

Les formules précédentes conduisent pour  $n$  aux valeurs suivantes :

$$\left\{ \begin{array}{ll} n < 2 \frac{3q - 4p}{4p} & \text{(I)} \\ n < 2 \frac{q - 2p}{2p} & \text{(II)} \\ n < 2 \frac{q - 3p}{3p} & \text{(III)}. \end{array} \right.$$

Les formules (I), (II) et (III) expriment le résultat suivant :

Pour que la totalité des actionnaires de la catégorie A existant au jour de l'assemblée ne puisse pas en unissant ses suffrages imposer une modification aux statuts repoussée par la totalité des actionnaires de la catégorie B présents ou représentés, il suffit que  $n$  remplisse la condition écrite plus haut et relative à la première, à la deuxième ou à la troisième assemblée.

Cette protection peut paraître insuffisante. Suivant la valeur attribuée à  $n$ , il suffit, en effet, qu'un seul action-

naire de la catégorie B porteur d'une seule action unisse son suffrage à celui des actionnaires de la catégorie A pour que la modification soit adoptée.

Dans le même ordre d'idées, il est possible d'exprimer la condition pour que la modification soit adoptée d'une part par le minimum de voix requis par la loi et pour que l'adoption nécessite le concours :

1° De la totalité des voix des actionnaires de la catégorie A existant au jour de l'assemblée et

2° De la moitié des voix des actionnaires de la catégorie B présents ou représentés.

C'est là un mode de protection extrêmement efficace pour les actionnaires de la catégorie B.

Supposons que l'assemblée extraordinaire soit convoquée en vue d'examiner une modification à l'objet ou à la forme de la société. Cette assemblée a réuni exactement les trois quarts du capital social. D'autre part tous les actionnaires de la catégorie A sont présents ou représentés à l'assemblée.

Le nombre d'actions de la catégorie A présentes ou représentées à l'assemblée est égal à  $\frac{p}{q}$ .

Celui des actions de la catégorie B est égal à :

$$\frac{3}{4} - \frac{p}{q} = \frac{3q - 4p}{4q}.$$

Les actionnaires de la catégorie A votent tous dans le même sens ; ils disposent d'un nombre de voix égal à  $n \frac{p}{q}$ .

Les actionnaires de la catégorie B disposent d'un nombre de voix égal à  $\frac{3q - 4p}{4q}$ .

Le nombre total des suffrages exprimés est égal à :

$$n \frac{p}{q} + \frac{3q - 4p}{4q}.$$

Les deux tiers des suffrages exprimés sont égaux à :

$$\frac{2}{3} \left[ n \frac{p}{q} + \frac{3q - 4p}{4q} \right].$$

Le bloc des voix des actionnaires de la catégorie A joint à la moitié des suffrages exprimés par les actionnaires de la catégorie B présents ou représentés est égal à :

$$n \frac{p}{q} + \frac{1}{2} \left[ \frac{3q - 4p}{4q} \right].$$

Écrivons que la totalité des voix des actions de la catégorie A jointe à la moitié des voix des actions de la catégorie B présentes ou représentées est inférieure aux deux tiers des suffrages exprimés :

$$\begin{aligned} n \frac{p}{q} + \frac{1}{2} \frac{3q - 4p}{4q} &< \frac{2}{3} \left[ n \frac{p}{q} + \frac{3q - 4p}{4q} \right] \\ \frac{1}{3} n \frac{p}{q} &< \left[ \frac{2}{3} - \frac{1}{2} \right] \frac{3q - 4p}{4q}, \\ n &< \frac{1}{2} \frac{3q - 4p}{4p} \quad (1). \end{aligned}$$

Si  $n$  satisfait à l'inégalité (1), il est indispensable pour obtenir la modification aux statuts de réunir :

1° La totalité des voix des actionnaires de la catégorie A;

2° La majorité absolue des suffrages des actionnaires de la catégorie B présents ou représentés à l'assemblée.

Nous ne tiendrons compte dans la suite que des inégalités (1) et (I).

**Discussion.** —  $n$  doit être un nombre entier, positif, supérieur à l'unité. On doit donc avoir :

$$\left\{ \begin{array}{l} 1 < n < \frac{1}{2} \cdot \frac{3q - 4p}{4p} \\ 1 < n < 2 \cdot \frac{3q - 4p}{4p} \end{array} \right. \quad \begin{array}{l} (a) \\ (b) \end{array}$$

L'inégalité (a) est satisfaite si :

$$\frac{3q - 4p}{4p} > 2,$$

c'est-à-dire si :

$$\frac{p}{q} < \frac{1}{4} \quad (a').$$

L'inégalité (b) est satisfaite si :

$$\frac{3q - 4p}{4p} > \frac{1}{2},$$

c'est-à-dire si :

$$\frac{p}{q} < \frac{1}{2} \quad (b').$$

Ce qui, en langage ordinaire, s'exprime de la façon suivante :

Si les actions de la catégorie A représentent la moitié du capital social, il suffit que chacune des actions de cette catégorie dispose seulement de deux voix pour que l'écrasement des actionnaires de la catégorie B soit inévi-

table dès qu'un seul actionnaire de la catégorie B vote dans le même sens que les actionnaires de la catégorie A.

Si les actions de la catégorie A représentent le quart du capital social et si chacune de ces actions ne dispose seulement que de deux voix, la modification aux statuts ne pourra être adoptée qu'avec le concours de la totalité des voix des actionnaires de la catégorie A et de la majorité des actionnaires de la catégorie B.

*A priori*, ces résultats étaient d'ailleurs évidents.

On peut encore tirer de ces résultats la conséquence pratique suivante.

Supposons qu'une mesure législative intervienne pour valider le vote plural aux assemblées extraordinaires. Aucune mesure de protection efficace ne saurait être cherchée en faveur des actionnaires de la catégorie B si les actions de la catégorie A représentent la moitié au moins du capital social.

Au contraire, il devient possible de trouver un mode de protection très efficace dès que les actions de la catégorie A représentent une fraction du capital social plus petite que un quart.

### Applications numériques.

1<sup>re</sup> application. — Supposons  $\frac{p}{q} = \frac{1}{10}$ . La totalité des actions de la catégorie A représente le dixième du capital social.

La formule (1) conduit à :  $n < 3$ .

La formule (I) conduit à :  $n < 13$ .

Le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A peut donc être plus petit que 3 ou plus petit que 13 suivant la protection qu'on désire accorder aux actionnaires de la catégorie B.

2<sup>e</sup> application. — Supposons  $\frac{p}{q} = \frac{1}{50}$ . La totalité des actions de la catégorie A représente le cinquantième du capital social.

La formule (1) conduit à :  $n < 18$ .

La formule (I) conduit à :  $n < 73$ .

Le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A peut donc être inférieur à 18 ou à 73 suivant le degré de protection qu'on désire accorder aux actionnaires de la catégorie B.

3<sup>e</sup> application. — Supposons  $\frac{p}{q} = \frac{1}{100}$ . La totalité des actions de la catégorie A représente la centième partie du capital social.

La formule (1) conduit à :  $n < 37$ .

La formule (I) conduit à :  $n < 148$ .

Le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A peut donc être inférieur à 37 ou à 148 suivant le degré de protection qu'on désire accorder aux actionnaires de la catégorie B.

**Conséquences.** — La fixation *a priori* d'un nombre maximum de voix qui ne saurait être dépassé par les actions de la catégorie A est donc un procédé tout à fait

empirique. Le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A peut être très élevé, égal par exemple à 36, et cependant la protection accordée aux actionnaires de la catégorie B être très grande si les actions de la catégorie A ne représentent qu'un centième du capital social.

Tout dépend de la fraction du capital social représentée par les actions de la catégorie A. Ce résultat a été aperçu par le rédacteur de la *Semaine financière* du journal *Le Temps* (1).

Il serait possible d'ouvrir un tableau dans lequel on indiquerait par exemple dans une colonne verticale les valeurs de la fraction du capital social représentée par les actions de la catégorie A et, en regard, le nombre maximum de voix à attribuer aux actions de cette catégorie. Ce travail est très simple. Il pourrait être l'objet d'une consécration législative. Le législateur ne saurait se désintéresser plus longtemps des actionnaires porteurs d'actions B qui souvent représentent la très grande majorité du capital social, s'il venait à rendre valable le vote plural aux assemblées extraordinaires pour les sociétés constituées postérieurement au 22 novembre 1913. Cette protection peut s'exercer plus simplement et d'une manière tout aussi efficace. C'est ce que nous verrons plus loin.

Exiger pour la réalisation d'une modification à l'objet ou à la forme, le simple concours de tous les actionnaires de

---

(1) *Le Temps*, numéro du 22 novembre 1920.

la catégorie A et d'un seul actionnaire de la catégorie B, c'est réaliser une bien faible protection des actionnaires de cette catégorie. Exiger pour cette modification le concours de tous les actionnaires de la catégorie A et de la majorité absolue des actionnaires de la catégorie B, c'est peut-être dépasser la juste mesure. Entre ces deux extrêmes, il y aurait place pour de nombreuses solutions intermédiaires. Un raisonnement analogue à ceux que nous venons de faire, permettrait de déterminer pour une fraction quelconque du capital social représentée par les actions de la catégorie A, le nombre de voix que chaque action de ladite catégorie ne saurait dépasser pour être certain de donner la protection désirée aux actionnaires de la catégorie B.

**Les assemblées d'actionnaires et le droit de vote à l'étranger** (1). — En Suède, c'est la loi du 12 août 1910 qui régit les Sociétés anonymes.

Les titres sont, en principe, nominatifs, sauf au Roi, à donner, pour chaque espèce soumise, l'autorisation de créer des titres au porteur.

Une double restriction est apportée à la libre transmissibilité de ces titres.

1° Les statuts peuvent accorder un droit de préemption aux actionnaires de la Société pour le cas où l'un d'eux

---

(1) Cf. R. DEPUICHAULT : *La loi suédoise du 12 août 1910 sur les Sociétés anonymes* (aktiebolag) in *Annales de Droit commercial*, 1914, p. 52 à 65 et 131 à 144. — Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT : *Op. cit.*, t. II, 2<sup>e</sup> fascicule, p. 242 et 243. — L. VIROLET : *Nouvelle législation anglaise sur les Sociétés par actions*, Paris, 1908.

voudrait céder ses titres à un non-actionnaire. Ce droit ne peut s'exercer que pendant quatre-vingt-dix jours à partir de la date à laquelle avis a été donné au Conseil d'administration du transfert de l'action.

2° Le législateur suédois suggère aux fondateurs de Sociétés l'introduction dans les statuts d'une clause exigeant que les actionnaires soient de nationalité suédoise. Ce n'est d'ailleurs qu'un simple conseil.

Une Assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'administration, les Commissaires, ou, à la demande d'une minorité d'actionnaires représentant le dixième du capital-actions ou telle quotité statutaire inférieure.

Tout actionnaire a droit à une voix aux Assemblées; ce minimum est d'ordre public de sorte qu'aucune disposition ne pourra exclure le petit porteur de l'Assemblée.

Nul ne peut posséder plus de voix que celles correspondant au  $\frac{1}{5}$  des actions représentées à l'Assemblée générale; cette condition est d'ordre public; les statuts peuvent néanmoins adopter un minimum inférieur (art. 79). Les décisions sont prises à la majorité.

Certaines modifications aux statuts nécessitent le consentement unanime des actionnaires. Ce sont :

1° Les modifications concernant les droits de vote afférents aux différentes catégories d'actions;

2° Les restrictions à la transmissibilité des actions;

3° La diminution du capital, s'il existe des catégories d'actions différentes;

4° Les modifications aux dispositions statutaires concernant la durée, le capital, les pouvoirs du conseil, des assemblées, etc...

Enfin, certaines mesures spéciales assurent la protection de la minorité pourvu qu'elle comprenne, suivant le cas, le cinquième ou le dixième du capital social.

Au *Brésil*, tout actionnaire, même dépourvu du droit de vote a la faculté d'assister à l'assemblée et de prendre part aux débats. S'il s'agit d'assemblée constitutive, tout actionnaire a droit à une voix (article 141).

En *Italie*, chaque actionnaire a droit à une voix par action pour les cinq premières; à une voix par cinq actions de cinq à cent actions; et une voix par vingt-cinq actions au-dessus de cent actions (C. com. article 157).

En *Suisse*, un actionnaire ne peut avoir un nombre de voix supérieur au cinquième des voix représentées à l'assemblée générale (article 640 code fédéral des obligations). Les statuts peuvent fixer un chiffre maximum de voix que ne pourra pas dépasser un actionnaire.

En *Argentine*, (article 350), aucun actionnaire ne peut disposer d'un nombre de voix supérieur au dixième du capital ou aux deux dixièmes des voix présentes ou représentées.

En *Portugal*, aucun actionnaire ne peut avoir plus d'un dixième du nombre total des voix attribuées à l'ensemble des actions, ni plus du cinquième du nombre des voix des actionnaires présents ou représentés. Le groupement des actionnaires possédant un nombre insuffisant d'actions pour assister à l'assemblée est autorisé. A défaut de

stipulation contraire, les actionnaires qui n'ont pas voix délibérative ont tout au moins voix consultative (C. com. portugais articles 183 et 185).

En *Belgique*, l'article 61 de la loi du 18 mai 1873 a adopté des dispositions analogues. Aucun actionnaire ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie de la totalité des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée générale.

En *Angleterre*, aux termes de la section 15 de la loi sur les sociétés de 1862, lorsqu'une société ne fait pas enregistrer de statuts ou articles d'association particuliers, elle est censée s'en rapporter à la Table A, modèle de statuts donné par la loi et dont toutes les dispositions doivent être considérées comme constituant le règlement de la société. Cette table a été révisée en 1906. Elle a une importance considérable.

Relativement au vote des actionnaires, cette Table s'exprime ainsi :

Lors d'un vote par mains levées, tout membre présent aura droit à une voix; lors d'un vote par scrutin, tout membre aura droit à une voix pour chaque action qu'il possède.

Dans le cas où plusieurs personnes seraient co-propriétaires d'une action, le vote du plus ancien actionnaire, donné soit en personne, soit par procuration, sera seul accepté à l'exclusion des autres. L'ancienneté sera déterminée par l'ordre dans lequel les noms sont inscrits dans le registre des membres.

V. — *Les cas où le droit de vote supérieur  
pourra être exercé.*

Pour faire cesser toute controverse, déclare M. Ch. Laurent, la loi devra dire si le privilège des actions A s'exercera ou non dans les assemblées extraordinaires, et l'article 6 de son projet de loi est conçu dans ces termes :

« Le droit de vote privilégié accordé à des actions dans les limites ci-dessus s'exercera dans les assemblées ordinaires et extraordinaires. Toutefois aucun actionnaire ne pourra s'en prévaloir quand la délibération aura pour objet la modification de la nature ou de la forme de la société, sa dissolution anticipée ou sa fusion ».

On distingue trois sortes d'assemblées dans les sociétés de capitaux : les assemblées constitutives, les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires.

Le projet de loi ne propose aucune modification à l'état de choses actuel en ce qui a trait à la tenue des assemblées constitutives. Lors de la réunion de cette assemblée, le contrat collectif de société n'est pas encore formé; les statuts ne sont qu'à l'état de projet; il n'y a encore que des contrats individuels de souscription. Tout actionnaire qui ne donnerait pas son adhésion formelle aux statuts définitifs serait en dehors du contrat de société. Le contrat définitif ne se serait pas formé à son égard. Il est donc indispensable que tout actionnaire prenne part à cette assemblée et qu'il dispose d'une seule voix; que cet actionnaire ait souscrit à une action à vote

plural ou à une action ordinaire. Pour la formation du contrat, la volonté de la majorité ne saurait s'imposer à la minorité; il faut le consentement unanime de tous les associés.

Les actions à vote plural sont valables dans tous les cas aux assemblées ordinaires de la société (voir chap. II). Ce résultat est vrai aussi bien pour les sociétés qui ont été constituées postérieurement à la loi du 22 novembre 1913 que pour les sociétés antérieures à sa promulgation. L'assemblée ordinaire est convoquée au moins une fois par an. Elle entend la lecture du rapport des commissaires; reçoit et approuve les comptes de l'année. Elle désigne les commissaires de surveillance, renouvelle le mandat des administrateurs. Elle peut aussi révoquer les commissaires de surveillance ou les administrateurs. Elle autorise les administrateurs à accomplir certains actes importants prévus aux statuts. Tout cela entre dans le fonctionnement normal de la société. Le plus souvent, pour éviter les réunions trop nombreuses, les statuts exigent un certain nombre d'actions pour prendre part aux assemblées ordinaires. Depuis la loi du 1<sup>er</sup> août 1893, les actionnaires qui n'ont pas le minimum d'actions requis par les statuts peuvent se grouper de telle façon que le total de leurs titres atteigne ce minimum et se faire représenter par l'un d'eux.

Le projet de M. Ch. LAURENT ne propose aucune restriction à l'exercice du droit de vote plural dans les assemblées ordinaires. Certains des associés ont voulu, soit au moment de la formation du contrat, soit en cours d'exis-

tence sociale, s'assurer la prépondérance dans la direction des affaires sociales. Pour atteindre ce but, il est de toute nécessité qu'ils disposent aux assemblées ordinaires d'un nombre de voix suffisant.

A côté des sociétés qui émettent des actions à vote plural, il est possible, cependant, d'en concevoir d'autres où la protection des minorités serait parfaitement assurée, où, par exemple, l'élection des administrateurs se ferait au scrutin de liste avec représentation proportionnelle des différents groupes d'actionnaires. A une fraction double du capital social correspondrait au Conseil d'administration un nombre double d'administrateurs élus par le groupe correspondant.

Mais aucune intervention législative ne saurait se justifier ici. Ni l'ordre public, ni les bonnes mœurs ne sont en jeu. Le droit de vote aux assemblées ordinaires doit être ce que les associés ont voulu qu'il fût lors de la formation du contrat de société. Les assemblées ordinaires ne concernent que la marche normale des affaires sociales, telle qu'elle a été prévue au moment du contrat.

Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que le droit de vote plural peut présenter certains inconvénients lors même que son exercice serait réduit aux assemblées ordinaires. Supposons que les associés de la catégorie B votent contre le Conseil d'administration lors de la reddition des comptes annuels et cela pendant plusieurs années consécutives. La conséquence de cette attitude de la fraction la plus importante du capital social est évidente. Le crédit de la Société en sera très fâcheusement influencé. Dans un cas pareil, il appartiendrait aux

membres du Conseil d'administration d'examiner s'ils doivent se plier aux exigences expresses ou tacites de la majorité du capital, ou persister dans leur attitude au détriment du crédit indispensable à la marche des affaires sociales. L'opposition des actionnaires de la catégorie B serait dans la plupart des cas efficace. Ils obtiendraient à peu près sûrement la démission de la totalité ou d'une partie du Conseil d'administration, ou ils verraient les affaires normales et courantes de la société s'orienter dans un sens conforme à leurs vœux.

Reste la question du vote plural aux assemblées extraordinaires. Les assemblées extraordinaires ont pour but essentiel la modification du pacte social primitif.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, la jurisprudence distinguait les clauses essentielles et les clauses accessoires du contrat primitif. Les premières étaient intangibles; elles ne pouvaient être modifiées que du consentement de l'unanimité des actionnaires. Les secondes, au contraire, n'étaient jamais définitives. Aux termes de l'article 31 ancien de la loi du 24 juillet 1867, l'assemblée appelée à connaître des modifications aux statuts était valablement constituée lorsqu'elle comprenait un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. La modification était valable si elle recevait l'assentiment de la majorité des actionnaires présents ou représentés. L'unanimité n'était point requise.

La distinction entre les clauses essentielles et les clauses accessoires était vague, fuyante. Le juge, en cas

de contestation, devait se borner à rechercher l'interprétation de la volonté des parties. Son appréciation était nécessairement arbitraire.

Les lois des 9 juillet 1902 et 16 novembre 1903 ont autorisé l'assemblée extraordinaire à créer des actions de priorité, si les statuts n'interdisent point, par une prohibition directe et expresse, la création d'actions de cette nature.

Dans une savante étude, M. J. PERCEROU (1) a dégagé de ces lois les conséquences suivantes :

1° La création d'actions de priorité constitue une *modification du capital social par voie d'augmentation*.

2° Elle constitue un *changement à la répartition des bénéfices*.

3° Elle déroge également au principe de *l'égalité entre actionnaires*.

« La loi de 1903, dit-il (2) décidant que dans le silence des statuts, les actionnaires sont censés avoir reconnu tacitement à la majorité, délibérant dans les conditions de l'article 31 de la loi de 1867, le droit d'émettre des actions de priorité; il faut admettre qu'ils lui ont confié aussi le pouvoir de réaliser toutes les modifications de gravité inférieure ou égale à celle qui résulte de la création de titres de ce genre ».

---

(1) J. PERCEROU. — *Du pouvoir de l'Assemblée générale extraordinaire dans les sociétés par actions à l'effet de modifier les statuts, envisagé spécialement au point de vue de la loi du 16 novembre 1903 sur les actions de priorité* in *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, 1907, p. 5 à 23, 49 à 72 et 97 à 126.

(2) J. PERCEROU, *loc. cit.*, p. 15.

L'opinion de M. J. PERCEROU a rallié la presque unanimité de la doctrine. La jurisprudence n'a pas suivi. Depuis la loi du 16 novembre 1903, elle a continué à faire sa distinction ancienne entre les bases essentielles du pacte social et les bases accessoires. A son avis, cette loi a autorisé l'assemblée extraordinaire, dans le silence des statuts, à créer des actions de priorité, mais rien d'autre.

Le dernier arrêt en cette matière est relatif à l'*Union des Commerçants de Nantes* (Cassation 7 novembre 1916, D. 1916, I. 267).

L'*Union des Commerçants de Nantes*, formée le 2 mars 1905, avait pour objet la création de timbres en échange desquels la société délivrait gratuitement à ceux qui en devenaient détenteurs des objets de diverses natures constituant des primes. L'article 45 des statuts, relatif aux dividendes, portait qu'il serait prélevé sur les bénéfices :

1° 5 0/0 pour constituer la réserve légale ;

2° la somme nécessaire pour servir un intérêt de 5 0/0 à toutes les actions et que le surplus serait attribué à concurrence de 50 0/0 aux actionnaires et de 50 0/0 à tous les commerçants, associés ou non, acheteurs de timbres-primes en proportion des sommes par eux déboursées pour cette acquisition.

Le 6 avril 1910, l'assemblée générale extraordinaire fixait à 7,50 0/0 maximum du montant nominal des actions la part de bénéfices qui pouvait être allouée aux actionnaires. La totalité des risques de l'entreprise restait à leur charge. L'arrêt s'exprime ainsi :

« Attendu qu'une semblable modification transformait

radicalement la répartition des bénéfices telle qu'elle avait été instituée par les statuts primitifs, et portait une grave atteinte à l'une des bases essentielles du pacte social auquel avait adhéré l'actionnaire ; qu'elle ne pouvait être décidée par l'assemblée extraordinaire, ni en vertu des pouvoirs généraux que celle-ci tenait des statuts, ni par application de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 : qu'elle ne figurait pas au nombre des changements spécialement prévus par l'acte de société, et ne rentrait pas en raison de son caractère particulier dans les prévisions de la loi du 16 novembre 1903 ; qu'elle eût, dès lors, nécessité pour être régulière, le consentement de l'universalité des actionnaires....».

Nous avons vu au chapitre II que l'exercice d'un droit de vote privilégié était valable, même aux assemblées extraordinaires, pour toutes les sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913. Le pouvoir des assemblées extraordinaires se limitant en vertu de la jurisprudence jusqu'ici constante de la Cour de Cassation à la modification des clauses accessoires du pacte social, il faut bien reconnaître que dans ces conditions le privilège de votation est sinon inutile, du moins d'un intérêt considérablement diminué. Ce privilège ne saurait atteindre son but tant que la jurisprudence n'aura pas évolué.

Les sociétés qui se sont constituées postérieurement à la promulgation de la loi du 22 novembre 1913 ne peuvent pas, avons-nous vu, admettre légitimement le vote plural aux assemblées extraordinaires. La question.

qui se pose est celle de savoir si certaines considérations économiques ne commandent pas au législateur de conférer, avec effet rétroactif, un pareil droit à certaines actions. Elle sera examinée au chapitre suivant.

M. Ch. LAURENT, à l'article 6 de son projet, supprime l'exercice du droit de vote plural dans les assemblées extraordinaires qui ont pour objet la modification de la nature ou de la forme de la société, sa dissolution anticipée ou sa fusion. Le mot *nature*, employé à l'article 6, paraît devoir être remplacé par le mot *objet*. Cela résulte tant du rapport que de l'article suivant. Nous pensons que les considérations économiques qui peuvent justifier l'existence légale des actions à vote plural, militent en faveur du maintien du privilège de votation, même aux assemblées qui ont à délibérer sur une modification d'objet ou de forme, sur la dissolution anticipée ou la fusion. La dissolution anticipée mise à part, c'est à propos des autres événements que l'exercice du droit de vote privilégié sera le plus utile et souvent aussi le plus justifié.

#### VI. — *La rétroactivité de la loi.*

Au point de vue légal, pour toutes les sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913, le droit de vote plural est parfaitement valable, même en ce qui concerne les assemblées extraordinaires. Sans doute, l'efficacité de ce droit est-elle considérablement atténuée par la jurisprudence. Étant données les bases parfaitement sûres sur lesquelles étaient fondés ces droits

et leur ancienneté, il ne semble pas qu'un texte de loi serait justifiable, qui viendrait jeter une perturbation certaine dans le fonctionnement de sociétés déjà anciennes.

Les sociétés constituées postérieurement au 22 novembre 1913, ne peuvent pas user légitimement du vote plural aux assemblées extraordinaires. La loi qui consacrera la validité des actions à vote plural devrait nécessairement produire à leur endroit un effet rétroactif.

En d'autres termes, la rétroactivité devrait comprendre explicitement et limitativement les sociétés constituées postérieurement au 22 novembre 1913 et antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle.

---

## CHAPITRE IV

### LES ACTIONS A VOTE PLURAL AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

---

Les doctrines philosophiques et économiques individualistes du XVIII<sup>e</sup> siècle ont eu, en ce qui concerne l'organisation de la production, un double résultat. Elles ont amené la suppression d'un système antérieur et la création d'un système nouveau.

Sous l'ancien régime, il n'existait qu'une seule forme normale d'organisation de la production : la corporation. La corporation était une association des artisans du même métier résidant dans une même ville. Cette association était investie d'un monopole rigoureux de fabrication et de vente qui résultait de l'approbation de ses statuts par la municipalité et par l'autorité seigneuriale ou royale.

Il existait un autre mode exceptionnel d'organisation de la production : la manufacture royale.

La loi des 2 et 17 mars 1791 supprima les corporations et proclama la liberté du travail. L'article 7 de cette loi était conçu en ces termes : « A compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier, qu'elle trouvera bon ».

Quelques mois plus tard, la fameuse loi LE CHAPELIER des 14 et 17 juin 1791 prohiba expressément toutes les associations professionnelles : « L'anéantissement de toutes les espèces de corporation des citoyens de même état et profession étant une des bases fondamentales de la constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et quelque forme que ce soit » (article 1<sup>er</sup>).

Cette évolution vers l'isolement de l'individu, patron ou ouvrier, trouva une consécration définitive dans le Code pénal de 1810. Les ententes entre producteurs tombèrent sous le coup de l'article 419 du Code pénal. Les coalitions d'ouvriers et les associations de plus de vingt personnes furent condamnées par les articles 414, 415, 416, 291 et 292 de ce Code.

La loi du 25 mai 1864 supprima le délit de coalition et la liberté des syndicats professionnels fut proclamée par la loi du 21 mars 1884 au nom du même principe de la liberté individuelle qui avait été l'un des principes fondamentaux de la Révolution.

Dans le domaine du capital, les ententes entre producteurs n'ont pas trouvé auprès des pouvoirs publics une faveur aussi grande que celle accordée aux associations professionnelles. L'article 419 du code pénal est toujours en vigueur. Il n'en est pas moins vrai que dans tous les pays et même en France, avec des caractères atténués peut-être, on assiste à une collaboration un peu plus grande entre les producteurs. A la concurrence acharnée du xix<sup>e</sup> siècle et qui subsiste parfois encore avec une très grande acuité, font place des unions, des ententes connues

sous le nom de comptoirs de vente, de cartels et de trusts. En France, avant la guerre, on comptait 30 à 40 comptoirs de vente. En Allemagne, il y avait à la même époque plus de 400 cartels.

Le producteur isolé du début du xix<sup>e</sup> siècle a cédé la place aux sociétés diverses, sociétés de personnes, sociétés en commandite, sociétés anonymes qui seules sont susceptibles de réunir les capitaux considérables, indispensables à toute entreprise vraiment moderne.

Nous ne retracerons pas le tableau de l'évolution qui, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, a modifié profondément l'organisation de la production. Ce serait sortir du cadre de la présente étude (1).

Cette évolution, dans ses grandes lignes, est la même dans tous les pays industriels. Elle présente trois caractéristiques essentielles. L'application des principes salutaires de la division du travail et de la recherche du bas prix de revient, a conduit à l'accroissement de la dimension des entreprises. La grande entreprise cherche à s'assurer, à des prix constamment avantageux, les matières premières dont elle a besoin. Pour écouler ses produits, elle doit avoir des débouchés à peu près assurés. L'industrie moderne se caractérise par une *concentration* et une *intégration* de plus en plus grandes.

Le nombre des entreprises diminue si l'importance de chacune augmente. Les ententes entre producteurs de

---

(1) Cf. C. COLSON. *Cours d'Économie politique*, livre IV, ch. III. — GERMAIN-MARTIN. *Conférences sur l'évolution économique*.

produits similaires sont facilitées lorsque leur nombre n'est plus très considérable. La production moderne est caractérisée par l'existence d'accords temporaires ou permanents entre entrepreneurs appartenant à la même branche industrielle.

Enfin, les grandes entreprises et les ententes qui les dirigent de l'extérieur, cartels ou trusts, ne peuvent fonctionner qu'avec l'appui d'un crédit important et spécial.

Nous examinerons le rôle que peuvent jouer les actions à vote plural dans l'évolution économique contemporaine.

### I. — *La concentration et l'intégration dans l'industrie.*

Les publicistes et les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle préconisaient la libre concurrence. Ils y trouvaient deux avantages. La libre concurrence est le moyen le plus sûr pour éviter l'accaparement des produits, pour empêcher le monopole. Elle est le moyen le plus efficace pour assurer le bon marché des produits. D'autre part, la libre concurrence conduit aux perfectionnements techniques, aux améliorations de l'outillage. Elle stimule le progrès.

L'intérêt du consommateur est le même à toutes les époques. Et cet intérêt est double. L'intérêt du consommateur est satisfait, lorsque l'écart entre le prix de vente des produits et le prix de revient tombe aussi bas que possible. Il est intégralement réalisé lorsque le prix de vente et le prix de revient coïncident, lorsque ces deux prix ont la même valeur, c'est-à-dire lorsque le producteur ne conserve pour lui aucun bénéfice.

L'intérêt du consommateur exige, en second lieu, que le prix de revient des produits soit aussi peu élevé que possible.

La libre concurrence est assurément le moyen le plus sûr et le plus efficace pour réaliser le premier de ces deux desiderata. Plus le nombre de producteurs d'une certaine marchandise sera grand et plus sera réduit l'écart entre le prix de vente de cette marchandise et son prix de revient.

La libre concurrence et la multiplicité des entreprises ne sont pas indiquées dans tous les cas pour que le prix de revient soit aussi réduit que possible. L'expérience montre, en effet, dans un grand nombre d'entreprises ou dans le petit commerce, que l'effet direct de la libre concurrence est d'élever le prix de revient de l'ensemble des produits fabriqués. La multiplicité des entreprises conduit à la hausse des produits fabriqués pour deux raisons principales. Les frais généraux sont d'autant plus importants que le nombre d'entreprises est plus considérable. La division du travail est d'une application d'autant plus difficile que l'importance de l'entreprise est moindre.

La forme d'organisation de la production qui est la plus propre à satisfaire complètement l'intérêt du public n'est donc ni le monopole, ni la libre concurrence absolue. Entre ces deux extrêmes, il y a place pour un type déterminé d'organisation de la production qui, tout en conduisant par la perfection des méthodes et l'importance de la fabrication à un prix de revient peu élevé, limite à un taux équitable l'écart entre ce prix de revient et le prix de vente.

Dans tous les grands pays industriels, l'économie des forces a conduit à la concentration, à la fusion des entreprises. Ce mouvement est caractéristique de l'évolution économique contemporaine; il est général et indépendant des législations spéciales aux divers pays.

**A. — Les omniums; les filiales et les sous-filiales.** — La concentration et l'intégration dans l'industrie, caractéristiques de l'évolution économique actuelle présentent une physionomie spéciale dans les omniums, les filiales et les sous-filiales.

L'économie des forces conduit à exiger deux conditions pour la sécurité de fonctionnement de toute grande entreprise. Le gros industriel doit être assuré d'une part d'avoir constamment les matières premières dont il a besoin pour continuer sa fabrication. Les produits fabriqués doivent d'autre part, avoir des débouchés assurés et à peu près certains. Une grosse entreprise métallurgique ne se contentera pas d'accroître sa production dans des limites importantes, d'avoir un outillage très perfectionné. Elle cherchera au cours de son développement à acquérir des mines de combustibles, à écouler une partie importante de ses produits dans une clientèle assurée, composée par exemple de sociétés auxquelles elle aura donné la vie.

Une grosse entreprise moderne d'électricité construira de puissantes centrales, fabriquera les lampes et les moteurs qui utiliseront son courant. Elle aura des rapports étroits avec les sociétés concessionnaires de transports en commun et d'éclairage qui utiliseront son courant.

Une compagnie de chemins de fer d'intérêt général créera des sociétés pour l'exploitation de chemins de fer d'intérêt local. Elle pourra former d'autres sociétés pour l'exploitation des établissements thermaux, des hôtels, des casinos qui sont situés dans les stations balnéaires qu'elle dessert.

Une pareille organisation paraît complexe. Mais elle ne se réalisera pas d'un seul coup. Bornons-nous à l'exemple indiqué plus haut de la grosse entreprise d'électricité. Une société anonyme se formera pour construire et exploiter une grosse centrale électrique dans les Pyrénées. Les fondateurs de la société désireront légitimement avoir des consommateurs qui utiliseront en tout temps son courant. Au début de son fonctionnement, la clientèle locale absorbera sous forme d'éclairage ou de force motrice la totalité du courant fourni. Plus tard et par le jeu même de la tendance moderne à la concentration, cette entreprise se développera. Sa production d'énergie sera de plus en plus grande. Son réseau de distribution s'étendra mais il viendra chevaucher sur le réseau d'entreprises concurrentes. La ville de X..., vient à décider l'organisation d'un service de tramways électriques. Les administrateurs de la première société chercheront à obtenir la concession. Ils créeront une filiale dont l'objet sera de construire, puis d'exploiter le chemin de fer d'intérêt local et pour être certains de vendre le courant produit à la centrale ils imposeront à la filiale l'utilisation du dit courant.

Les actions à vote plural auront ici leur emploi indispensable. Au début du fonctionnement de la filiale, les

engagements pris seront exécutés. Mais en cours de développement, ils pourraient ne pas être renouvelés. L'intérêt de la société mère est de conserver une voix prépondérante dans l'administration de la filiale. Elle y réussira sans immobiliser de trop gros capitaux par l'emploi d'actions à vote plural.

La société mère sera par exemple au capital de 50 millions de francs et la filiale au capital de 5 millions.

La société mère formera complètement la filiale avec deux sortes d'actions : des actions ordinaires et des actions à vote plural. Lorsque la filiale sera en plein fonctionnement, elle fera coter à la Bourse les actions de la filiale et elle vendra au public les actions ordinaires ne conservant pour elle que les actions à vote plural.

L'immobilisation définitive d'un capital de 500.000 francs pourra suffire à la société mère pour s'assurer la prépondérance aux assemblées, si les actions privilégiées confèrent 10 voix contre 1 voix aux actions ordinaires.

La filiale, en fonctionnement, pourra créer par le même mécanisme une sous-filiale dont l'objet pourra être la distribution du courant nécessaire à l'éclairage et à la force motrice dans la ville où elle possède déjà une concession de transports en commun.

La société mère aura utilisé ses bénéfices, non distribués sous forme de dividendes, à se développer et à moderniser son outillage. Des immobilisations insignifiantes de capitaux lui assurent pour l'avenir et d'une façon permanente la direction de la filiale et de la sous-filiale. Ses bénéfices augmentant, ses efforts tendront à l'intégration de son industrie. Elle pourra fonder des sociétés spécialisées dans

la fabrication des lampes et des moteurs qui seront achetés par la filiale et la sous-filiale. Elle prendra des intérêts dans des entreprises fabriquant du matériel roulant, etc.

Une pareille organisation est générale dans tous les pays industriels. Elle peut se réaliser soit entre sociétés d'un même pays, soit entre sociétés de pays différents. Elle atténue la concurrence, diminue les faillites et conduit à une application de l'économie des forces indispensable au véritable progrès économique. Elle favorise à tous les échelons de la production l'organisation de grosses entreprises. La satisfaction des intérêts du consommateur devient plus certaine.

**B. — Les ententes entre producteurs. — Les cartels et les trusts.** — La concentration qui règne actuellement dans l'industrie favorise les ententes entre producteurs. Ces ententes se présentent sous deux formes principales : les cartels et les trusts. Elles sont déjà anciennes aux États-Unis et en Allemagne. Leur apparition en Angleterre et en France est plus récente. Le maintien dans la législation française de l'article 419 du Code pénal n'a pas empêché leur développement. Il a pu tout au plus contribuer à les rendre moins apparentes.

Les cartels et les trusts sont des ententes permanentes entre producteurs appartenant à une même branche industrielle. Les cartels sont d'origine allemande ; les trusts, d'origine américaine.

L'individualité des entreprises subsiste dans le cartel, notamment en ce qui concerne les conditions techniques de la production.

Le trust maintient apparemment cette individualité. En fait, les diverses entreprises comprises dans le groupement deviennent les simples actionnaires d'une immense société anonyme.

L'emploi des actions à vote plural est tout indiqué en matière de cartels et de trusts.

Au moment de l'entente, les diverses entreprises qui entrent dans le groupement sont, en général, d'une importance variée. L'une d'elles, dans le régime de libre concurrence, serait destinée à un développement plus considérable que les autres, soit à raison de la qualité du personnel qui la dirige, soit à raison de son outillage, soit à raison de la situation de ses exploitations. Le jeu normal de la concurrence conduirait à la faillite d'autres entreprises moins bien dirigées ou moins bien situées. Il est légitime que le groupement qui consent à perdre certains avantages pour entrer dans l'entente, exige tout au moins d'en conserver la direction. Il le pourra si, dans la société anonyme qui va se constituer pour diriger l'entente, il dispose d'un droit de vote supérieur à celui des autres sociétés.

De plus, l'intérêt général commande que les ententes qui contrôlent en fait tout un genre de production, soient dirigées avec une continuité de vues et une stabilité suffisantes. Le suffrage universel égalitaire entre sociétés qui continuent à avoir des intérêts légèrement divergents, paraît peu propre à réaliser cette condition. Des entreprises sont fusionnées. Après la fusion, la concurrence entre les entreprises élémentaires continuera à trouver des terrains sur lesquels elle pourrait s'exercer à l'avant-

tage de l'une d'elles. Cet inconvénient est facile à éviter. Il suffit que la société qui assure la direction de l'entente possède dans son portefeuille des actions à vote plural des diverses sociétés composantes. Au moment de la fusion, chacune des entreprises créera des actions à vote plural, si elle n'en possède déjà, et les remettra à la société ou au comptoir qui doit diriger le groupement.

Par ce moyen, l'entente sera réalisée aussi étroitement que possible. Le groupement aura une action efficace sur la direction des entreprises élémentaires. Au sein du groupement, la prépondérance sera accordée aux personnes physiques ou morales qui, par leurs antécédents, leurs aptitudes ou la situation de leurs exploitations, l'importance du crédit qu'elles assurent à l'affaire, paraissent capables de réaliser au maximum l'intérêt général de l'ensemble des producteurs et des consommateurs.

## II. — *Le crédit industriel.*

Au point de vue de l'organisation financière, l'industrie a traversé au <sup>xix</sup>e siècle trois phases très différentes.

Au début du <sup>xix</sup>e siècle, l'isolement du producteur est à peu près complet. C'est le petit commerçant, l'artisan, le petit industriel qui ne dispose que de son crédit personnel et répond sur tout son patrimoine de ses dettes personnelles et commerciales. Le crédit de l'industriel se mesure à la confiance qu'il peut inspirer par ses aptitudes ou son honorabilité et par l'importance de sa fortune.

A côté de l'entreprise individuelle, on trouve les sociétés en nom et les commandites simples. Plusieurs personnes unissent leurs aptitudes, leurs capitaux et leur crédit pour accroître le développement d'une entreprise. C'est la société en nom si toutes les personnes répondent solidairement sur tout leur patrimoine des dettes sociales ; c'est, au contraire, la commandite simple, si les commandités seuls sont responsables d'une façon illimitée.

Au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, les capitaux indispensables à l'exécution et à l'exploitation des grands travaux publics, chemins de fer, canaux, etc..., exigent une association beaucoup plus élargie. La société anonyme devient le système prédominant. Dans les vingt dernières années, le nombre et l'importance des sociétés se sont accrus considérablement. La société anonyme est le type vraiment moderne d'organisation financière dans l'industrie.

L'industrie et le commerce vivent de crédit. Cet axiome est vrai, qu'il s'agisse de l'entreprise individuelle ou de la société anonyme. L'industrie moderne peut se procurer du crédit de trois façons différentes : en émettant des actions nouvelles, en émettant des obligations industrielles ou en utilisant le crédit industriel des banques.

La souscription aux actions d'une entreprise est le plus souvent une question d'engouement de la part du public. Elle ne réussira pas toujours même si l'entreprise est prospère. Elle présente l'inconvénient de priver à l'avenir les actionnaires primitifs d'une partie des dividendes. Elle constitue un endettement définitif de la société. Les sociétés n'usent pas sans une certaine réserve de ce procédé de crédit.

Comme les États, les sociétés modernes empruntent au public par le mécanisme des obligations industrielles. Elles pourront ainsi drainer la petite épargne. L'emprunt remboursé, la société repart avec des moyens accrus. Ses actionnaires ne sont pas privés définitivement d'une portion des dividendes.

Les sociétés peu connues ou celles qui se livrent à des emprunts nombreux et fréquents ne peuvent pas s'adresser directement au public. Elles auront recours à l'intermédiaire des banques.

Les banques peuvent user de divers procédés pour fournir à l'industrie le crédit dont elle a besoin. Elles peuvent se borner à recommander à leur clientèle les obligations émises par les sociétés industrielles. Elles peuvent aussi mettre leurs propres capitaux à la disposition de l'industrie. Les banques allemandes, avant la guerre, n'avaient pas hésité à mettre aussi largement que possible et à long terme à la disposition de l'industrie les fonds déposés chez elles. Il existe en particulier une autre méthode puissante de crédit à court terme : *l'acceptation en banque*, la substitution de la signature d'une banque universellement connue à la signature d'un industriel ou d'une société sur une lettre de change.

Une banque ne saurait engager les capitaux de sa clientèle dans l'une quelconque de ces opérations sans prendre des précautions spéciales et efficaces, surtout s'il s'agit d'une société de formation récente.

Les actions à vote plural fourniront une garantie simple et sûre. Cette garantie nécessitera l'immobilisation définitive d'une fraction très peu importante des capitaux

appartenant en propre à la banque. Il suffira que la banque possède quelques actions jouissant d'un droit de vote suffisamment élevé pour qu'elle puisse exercer une action constante et même prépondérante sur la marche des affaires de la société à laquelle elle apporte son crédit et le crédit de sa clientèle.

Les actions à vote plural ne sont pas une institution artificielle, une méthode inventée pour donner arbitrairement à certaines personnes la prépondérance dans la gestion et l'évolution des entreprises. Elles ne sont pas une institution factice qu'il y a lieu d'adapter à l'évolution économique contemporaine. Au contraire, elles trouvent leur place normale dans l'organisation moderne des entreprises. Elles font partie intégrante de chacune des formes caractéristiques de l'organisation actuelle de la production.

---

## CHAPITRE V

### CONCLUSION

---

Les actions à vote plural sont en marge de la législation française pour toutes les sociétés constituées postérieurement au 22 novembre 1913, en ce qui concerne le vote aux assemblées extraordinaires.

Mais, comme nous l'avons vu, les actions à vote plural apparaissent comme une nécessité dans l'organisation économique contemporaine.

La conclusion s'impose. Il faut qu'une disposition législative consacre à bref délai la validité des actions à vote plural. Il faut, en outre, que les dispositions de cette loi soient expressément déclarées rétroactives.

L'examen critique du projet de loi de M. Ch. LAURENT nous a révélé que la présence dans une société d'actionnaires jouissant d'un droit de vote élevé constituait un danger pour les petits actionnaires. L'institution juridique nouvelle devra tenir compte de cette difficulté et assurer, autant que la chose est possible, une protection suffisante aux porteurs d'actions ordinaires.

L'analyse qui précède a montré que les petits actionnaires courent un double risque.

Il est vraisemblable que le droit de vote élevé accordé

à certains actionnaires aura pour effet de les écarter définitivement de l'administration de la société. Cet inconvénient est sans grande importance. En fait, l'administration de toutes les sociétés anonymes est aux mains de quelques gros actionnaires de la Société. La masse des petits actionnaires n'intervient pas utilement dans les mesures d'administration courante, soit qu'elle se trouve écartée des assemblées ordinaires, soit qu'elle néglige d'y assister ou de s'y faire représenter. La plupart des statuts stipulent que l'accès aux assemblées n'est donné qu'aux porteurs d'un nombre déterminé d'actions. Les porteurs d'un nombre d'actions inférieur à celui qui est fixé par les statuts peuvent bien se réunir pour atteindre le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux. Mais, le plus souvent, ils négligent d'user de cette faculté, soit qu'ils s'ignorent, soit qu'ils se désintéressent de l'administration sociale.

L'intérêt général des actionnaires exige que l'administration soit aux mains de personnes compétentes. De plus, il est indispensable que les changements de personnes soient aussi peu fréquents que possible pour assurer une continuité de vues suffisante dans la direction des affaires.

Au moment de la souscription aux actions ordinaires, les actionnaires ont connu l'existence des actions jouissant d'un droit de vote élevé. Ils ont accepté la clause des statuts fixant les droits de vote respectifs de chaque catégorie d'actions. Ils n'ont donc pas ignoré que l'administration de la société resterait constamment aux mains des porteurs d'actions de la catégorie privilégiée. Ils ne subissent donc aucun préjudice de ce chef.

Le véritable danger apparaît lorsque le droit de vote privilégié s'exerce au sein des assemblées extraordinaires.

Les assemblées extraordinaires sont réunies pour introduire des modifications au pacte social primitif.

Les règles générales en matière de formation des contrats sont simples. Il faut un accord de volontés. A quelques exceptions près, la volonté des parties peut tout. Enfin, lorsqu'il y a pluralité de sujets, soit du côté de l'offre, soit du côté de l'acceptation, il faut un accord *unanime* de volontés.

Lorsque le nombre de sujets devient considérable, il devient difficile, sinon impossible, de recueillir l'unanimité des adhésions. Aussi, dans certains cas exceptionnels, en présence d'un but collectif important à atteindre, la loi décide-t-elle que la majorité suffira à former le contrat et que la minorité devra suivre la décision de la majorité. Ces cas sont assez rares et dans chaque espèce particulière, la loi a fixé elle-même les conditions de *quorum* et de majorité à réunir pour que la volonté de la majorité puisse ainsi faire loi à la minorité. Les principaux exemples sont : le concordat en matière de faillite et de liquidation judiciaire (article 507, C. com. et article 15 de la loi du 4 mars 1889); les associations syndicales entre propriétaires fonciers (article 12 de la loi du 21 juin 1865 et article 5 de la loi du 22 décembre 1883); les modifications aux statuts dans les sociétés par actions (loi du 22 novembre 1913). Contrairement à l'opinion de quelques auteurs, le contrat collectif de travail ne constitue pas une exception à la règle en vertu de laquelle pour s'obliger, il faut un accord *unanime* de volontés.

Il est toujours violent d'obliger des gens malgré eux. Seul un intérêt considérable peut permettre de passer outre à la volonté d'une minorité, même dans les cas où cette minorité est malveillante ou peu éclairée. Nous savons que la loi du 22 novembre 1913 a soigneusement réglementé, suivant la nature des modifications à apporter aux statuts, les conditions de *quorum* et de majorité.

Nous avons vu aussi que cette protection accordée par la loi à la minorité des actionnaires devient absolument inexistante dès que certains actionnaires jouissent d'un droit de vote plural aux assemblées extraordinaires.

La question qui se pose est celle de savoir comment il sera possible de concilier ces deux idées en apparence divergentes : 1° accorder à certains actionnaires un droit de vote plural aux assemblées extraordinaires; 2° assurer néanmoins une protection vraiment efficace à la masse des petits actionnaires.

Ni la fixation d'un maximum de voix par action, ni l'article 2 du projet de M. Ch. LAURENT ne résistent complètement à la critique (voir chapitre III, page 78 et suiv.).

Les statuts de certaines sociétés en France, certaines dispositions légales à l'étranger, adoptent l'une des deux clauses suivantes :

Aucun des actionnaires ne peut avoir un nombre de voix supérieur au cinquième ou aux deux cinquièmes des voix représentées à l'assemblée générale.

Ou encore :

Aucun des actionnaires ne peut avoir un nombre de voix supérieur au dixième des voix attribuées à l'ensemble des actions.

Ni l'une, ni l'autre de ces deux dispositions ne peuvent fonctionner pratiquement dès qu'il existe dans une société des actions à vote plural.

Considérons la seconde de ces deux dispositions et prenons un exemple simple. Soit une société composée de 1.000 actions de 500 francs. Les 1.000 actions sont réparties en deux catégories : la catégorie A et la catégorie B. La catégorie A comprend 100 actions et la catégorie B, 900 actions. Chacune des actions de la catégorie B donne droit à une voix aux assemblées extraordinaires. Il est facile de voir que pour satisfaire à la condition imposée plus haut, il est impossible de fixer une fois pour toutes le nombre de voix à attribuer aux actions de la catégorie A. En effet, nous voulons qu'aucun des actionnaires ne puisse avoir un nombre de voix supérieur au dixième des voix attribuées à l'ensemble des actions. Supposons que les actions de la catégorie A soient aux mains de porteurs différents. Autrement dit, chaque actionnaire de la catégorie A ne possède qu'une seule action. Si les actions de la catégorie A donnent droit chacune à 10 voix, le nombre total des voix attribuées à l'ensemble des actions est égal à :

$$100 \times 10 + 900 = 1.900.$$

Le dixième de 1.900 est 190. La condition est bien satisfaite.

Au contraire, si les actions de la catégorie A appartiennent pour moitié à deux personnes différentes, chacun des actionnaires de la catégorie A disposerait de 500 voix, donc de près du quart du nombre total des voix attribuées à l'ensemble des actions.

Pour satisfaire à la condition de maximum déjà indiquée, il y aurait lieu à révision du nombre de voix attribuées à chaque action A lors de chacune des réunions d'une assemblée extraordinaire. Cette révision n'est ni pratique, ni légale. Pour l'éviter, d'autre part, il suffirait aux actionnaires de la catégorie A d'avoir recours à un nombre suffisant de prête-noms. Les complications sont grandes.

Il semble préférable de s'en tenir au système de l'article 31 nouveau de la loi du 24 juillet 1867, à la seule condition d'introduire dans cet article des additions ou modifications de nature à assurer une protection suffisante à la masse des petits actionnaires, à la masse des porteurs d'actions ordinaires.

Les principes fondamentaux instaurés par la loi du 22 novembre 1913 doivent être maintenus.

Il faut que les modifications aux statuts soient possibles dans toute société par actions, même lorsque certaines actions de priorité jouissent d'un privilège quant au droit de vote, et que ces modifications puissent être réalisées sans nécessiter l'adhésion de l'unanimité des actionnaires.

Puisqu'il s'agit d'une modification au pacte social primitif, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, doit pouvoir prendre part aux délibérations de l'assemblée extraordinaire.

### I. — *La validation des actions à vote plural.*

Une modification de texte très simple suffit à permettre l'exercice du droit de vote privilégié aux assemblées extraordinaires. La substitution du mot *proportionnel* au mot *égal*, dans l'alinéa second de l'article 31 de la loi de 1867, réaliserait la réforme cherchée.

En premier lieu, tout actionnaire pourrait prendre part aux délibérations de l'assemblée extraordinaire. En second lieu, le porteur d'une action unique aurait une voix. Enfin, les statuts pourraient adopter toutes les combinaisons possibles, quant aux porteurs d'actions à vote plural et quant aux porteurs d'un nombre élevé d'actions ordinaires. Chaque action à vote plural pourrait donner droit à un nombre absolument quelconque de voix. Elle pourrait conférer à son propriétaire 2, 3, 5, 10, 20, 100 voix par action ou même encore un nombre plus élevé de voix. De plus, la combinaison qui consisterait à attribuer aux porteurs d'actions à vote plural, 10 voix par action pour les 5 premières actions de la catégorie A, 20 voix par action de cette même catégorie pour les 10 suivantes, 30 voix par action pour les 100 suivantes, serait encore valable. Il en serait de même d'une disposition des statuts qui aurait pour effet d'attribuer 10 voix par action de la catégorie A pour les 10 premières actions, 5 voix pour les 100 suivantes, 2 voix pour les 100 actions N<sup>os</sup> 111 à 210, etc. Ces diverses combinaisons seraient compatibles avec la règle qui voudrait que le nombre de voix et le nombre d'actions soient proportionnels.

D'autre part, le porteur d'une seule action ordinaire aurait le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée extraordinaire et il disposerait d'une voix au moment du vote. Mais rien ne s'opposerait à ce que le nombre de voix croisse moins vite que le nombre d'actions pour les propriétaires d'un nombre d'actions ordinaires au moins égal à deux. Autrement dit, les actionnaires propriétaires de plusieurs actions ordinaires n'auraient pas nécessairement une voix pour chacune de leurs actions ordinaires. Par exemple, les statuts pourraient disposer que pour les 5 premières actions, l'actionnaire ait droit à une voix par action, puis à une voix par 5 actions pour les 50 suivantes, à une voix par 10 actions pour les 100 suivantes ou toute autre combinaison.

## II. — *La protection des actionnaires n'appartenant pas à la catégorie A.*

Pour éviter l'écrasement de la minorité entendue dans le sens de minorité quant au nombre de voix dont dispose un groupe déterminé d'actionnaires, il faudrait encore s'en tenir aux considérations qui ont guidé le législateur de 1913.

Les modifications à l'objet ou à la forme de la société, aussi bien que toutes autres modifications aux statuts primitifs sont des actes graves. Le législateur ne peut les autoriser qu'à une double condition : la réunion d'une majorité importante d'actionnaires et la réunion d'une majorité importante du capital social. Les conditions de

quorum étant supposées remplies, il ne suffit pas qu'une modification aux statuts soit adoptée par un nombre important de voix d'actionnaires pour qu'elle puisse être imposée à la minorité. La majorité des voix n'a pas de sens, nous l'avons vu, dès qu'il existe dans une société des différences quant aux droits de vote parmi les diverses catégories d'actionnaires. Pour que la pensée du législateur de 1913 ne reste pas lettre morte, il faut que la modification aux statuts soit adoptée par une *majorité imposante du capital social*. En lui-même, le nombre de voix n'est rien. C'est la fraction du capital social qui décide la modification qu'il y a lieu de considérer. On ne saurait admettre que le dixième du capital social puisse imposer une modification aux statuts contre la volonté nettement manifestée des neuf dixièmes de ce capital.

Quand il s'agit des assemblées ordinaires, des actes d'administration d'importance même exceptionnelle, les inégalités de vote se justifient économiquement et juridiquement. Il est impossible de trouver des considérations juridiques qui permettent à un groupe d'actionnaires d'imposer des modifications au contrat primitif en dehors de la double condition indiquée plus haut : réunion d'une majorité suffisante; réunion d'une fraction importante du capital social.

Rien ne saurait être changé à la loi de 1913 ni en ce qui touche la modification de la nationalité de la société, ni en ce qui concerne l'augmentation des engagements des actionnaires. Ces modifications sont d'une gravité exceptionnelle. L'unanimité doit être requise, même s'il existe des actions à vote plural.

La division faite par le législateur de 1913 relativement aux autres modifications paraît devoir être maintenue. Les changements à l'objet ou à la forme de la société, étant donnée leur importance, doivent être groupés à part. Aux termes de l'article 31 de la loi de 1867, ils ne peuvent être réalisés que sous une double condition. L'assemblée extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne peut délibérer valablement qu'autant qu'elle réunit les trois quarts au moins du capital social. Puis, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

**A. — Premier système de protection.** — La validité des actions à vote plural étant admise même en ce qui concerne les assemblées extraordinaires, la protection de l'ensemble des actionnaires paraît réalisée par l'addition des mots « *et le tiers au moins du capital social* » au paragraphe 3 *in fine* de l'article 31.

La rédaction de cet article serait donc la suivante :  
« Les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Les résolutions, pour être valables doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés *et le tiers au moins du capital social* ».

La même idée conduit à des additions analogues au quatrième alinéa de l'article 31. Pour les modifications

qui ne touchent ni à la nationalité, ni à l'objet, ni à la forme de la société et pour celles qui n'ont pas non plus pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires, si le quorum prévu par la loi n'est pas atteint lors de la première assemblée, il peut en être tenu deux autres. La deuxième assemblée délibère valablement si elle réunit la moitié du capital social. La troisième assemblée délibère valablement si elle réunit le tiers du capital social. Enfin, dans toutes ces assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Dans une société qui comprend des actions à vote plural, cette protection est insuffisante. Il convient d'introduire une troisième condition.

Pour être définitives, les résolutions adoptées par la deuxième assemblée, supposée valablement constituée, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés *et le quart au moins du capital social*. Enfin, les résolutions adoptées par la troisième assemblée, supposée valablement constituée, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés *et le dixième au moins du capital social*.

La dernière phrase du quatrième alinéa de l'article 34 de la loi de 1867 devrait être rédigée de la façon suivante : « Dans toutes ces assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés *et en outre le tiers au moins du capital social pour la première assemblée ; le quart au moins du capital social pour la seconde assemblée ; le dixième au moins du capital social pour la troisième assemblée* ».

Il est possible de valider les actions à vote plural aux assemblées extraordinaires tout en accordant aux petits actionnaires une protection cadrant entièrement avec les intentions du législateur de 1913, en substituant le mot *proportionnel* au mot *égal* dans l'article 31 de la loi de 1867 et en complétant les deux derniers alinéas de cet article comme nous venons de l'indiquer.

Sous l'empire de la loi de 1913, les modifications aux statuts ne pouvaient être réalisées que si elles réunissaient la moitié du capital social à la première assemblée ( $\frac{3}{4} \times \frac{2}{3} = \frac{1}{2}$ ), le tiers à la deuxième et les deux neuvièmes à la troisième. Avec les additions qui viennent d'être proposées, les modifications pourront être réalisées par le tiers du capital social à la première assemblée; par le quart à la deuxième et par le dixième à la troisième. Il est bien clair que si cette proportion du capital social n'était pas abaissée, l'introduction du vote plural aux assemblées extraordinaires serait sans effet. Il s'agirait d'une réforme qui ne pourrait atteindre le but en vue de laquelle elle a été faite.

La protection qui vient d'être indiquée paraît d'autre part suffisante.

Supposons que les actionnaires de la catégorie A représentent le dixième du capital social et qu'ils votent tous dans le même sens. Supposons que les actionnaires de la catégorie B votent tous en sens contraire. Aucune modification à l'objet ou à la forme ne saurait dans ces conditions être réalisée. Ces modifications exigeraient, en effet, avec la rédaction nouvelle, la réunion du tiers au moins

du capital social. S'il s'agissait d'une autre modification, elle ne pourrait être réalisée ni à la première, ni même à la deuxième assemblée. Elle pourrait l'être à la troisième. Mais pour qu'il y ait lieu à réunion de cette troisième assemblée, il est nécessaire que les deux autres n'aient pas atteint le quorum fixé par la loi. *Les actionnaires de la catégorie B auraient commis une faute grave en négligeant d'assister à ces assemblées. Ils pourraient bien voir une modification aux statuts réalisée contre leur gré, mais seulement parce qu'ils ont été négligents.*

Si les actions de la catégorie A représentaient une fraction du capital social inférieure au dixième du capital social, les actionnaires de cette catégorie ne pourraient jamais imposer une modification aux statuts contre l'unanimité des voix exprimées par les actionnaires de la catégorie B. Ils ne le pourraient pas même à la troisième assemblée, en admettant que les circonstances puissent permettre d'arriver jusque là.

Si les actionnaires de la catégorie A veulent conserver une maîtrise suffisante, même aux assemblées extraordinaires, ils devront faire en sorte que le total de leurs actions représente une fraction suffisante du capital social, au moins un dixième de ce capital.

Si les actions de la catégorie A représentent une fraction par trop faible du capital social, les modifications aux statuts ne pourront être réalisées qu'avec le concours des actionnaires A et d'un nombre d'actionnaires B très élevé s'il s'agit de la première, moins élevé mais encore très notable s'il s'agit de la deuxième ou de la troisième assemblée.

Le but de protection paraît donc ainsi complètement atteint.

**B. — Deuxième système de protection.** — On sait que d'après une jurisprudence constante les assemblées d'actionnaires ne peuvent délibérer valablement que sur les matières inscrites à l'ordre du jour. Il est facile de tirer de cette considération un autre genre de protection pour les actionnaires de la catégorie B.

Soit une société composée d'un certain nombre de catégories d'actions. La catégorie A comprend les actions à vote plural. Nous grouperons sous la rubrique catégorie B les actions qui ne disposent que d'une voix aux assemblées extraordinaires. Cette catégorie B peut se subdiviser en plusieurs groupes différant les uns des autres par certains avantages autres que le droit de vote.

Avant d'inscrire à l'ordre du jour d'une assemblée extraordinaire une modification quelconque aux statuts, on pourrait convenir qu'il y aurait lieu, au préalable, à délibération de chacune des deux catégories d'actionnaires. La catégorie A et la catégorie B délibéreraient séparément en *assemblées spéciales*.

La réunion d'une assemblée spéciale comprenant une catégorie déterminée d'actionnaires est déjà prévue par l'article 34 du Code de commerce, lorsqu'il s'agit de ratifier une décision de l'assemblée générale comportant une modification dans les droits attachés à cette catégorie d'actions.

Dans le système que nous proposons, la réunion de l'assemblée spéciale des actionnaires de la catégorie visée

serait *antérieure* à la convocation de l'assemblée extraordinaire et non pas *postérieure* à cette réunion, comme dans le système de l'article 34 du Code de commerce.

La loi pourrait adopter pour ces assemblées spéciales des conditions de quorum et de majorité moins rigoureuses que celles qui sont prévues à l'article 31 actuel de la loi de 1867. Par exemple, chacune des assemblées spéciales pourrait délibérer valablement si elle comprenait la moitié de la fraction du capital social appartenant à la catégorie visée et les résolutions dans chaque assemblée deviendraient définitives si elles avaient été adoptées par le tiers ou le quart au moins du nombre des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le fonctionnement de ces assemblées spéciales et préalables étant admis, il n'y aurait plus rien à changer aux deux derniers alinéas de l'article 31 de la loi de 1867.

Dans ce système, une modification aux statuts nécessiterait des formalités plus complexes que celles qui sont actuellement requises par la loi. Ces formalités seraient aussi plus compliquées que dans le premier système de protection qui a été indiqué.

Il serait néanmoins assez facile de le réglementer sous des formes relativement simples.

D'une part, ces assemblées spéciales pourraient être effectivement réunies à l'issue de l'une des assemblées générales ordinaires annuelles.

D'autre part, il ne serait peut-être pas impossible d'organiser un système de vote par correspondance sans réunion effective de ces assemblées spéciales.

Ce double examen de la modification aux statuts présenterait un avantage incontestable en retardant sa discussion définitive par l'assemblée extraordinaire. Plus est grand le temps qui s'écoule entre le moment où le Conseil d'administration a décidé qu'il y a lieu de convoquer une assemblée extraordinaire en vue d'examiner une modification aux statuts et le jour où cette modification est effectivement examinée, et plus il y a de chances pour que la masse des petits actionnaires soit véritablement informée de ce projet. Elle aura ainsi le moyen, si elle le désire, de participer effectivement aux délibérations de l'assemblée extraordinaire.

On objectera bien que ce système paraît faire double emploi avec les dispositions de la loi de 1867 relatives aux insertions obligatoires en matière de convocations d'assemblées extraordinaires. Nous ne le pensons pas. Les annonces légales ne sont pas lues par l'immense majorité des petits actionnaires. De plus, les titres au porteur sont incompatibles avec un système de convocation direct par lettre ou bulletin adressé à l'actionnaire.

Les assemblées spéciales préalables auraient l'avantage de ne permettre de délibérer sur une modification aux statuts que sous une double condition : 1° des actionnaires de chacune des catégories en nombre suffisant seraient informés du projet de modification aux statuts ;

2° le principe de cette modification aurait déjà été admis par une fraction faible sans doute, mais suffisante du capital social afférent à chacun des groupes d'actions.

Néanmoins, nos préférences vont au premier des deux systèmes de protection indiqués.

**C. — Troisième système de protection. —**

Reportons-nous au résultat obtenu au chapitre III (1). Il est impossible, avons-nous vu, de trouver un mode quelconque efficace de protection des actionnaires de la catégorie B dès que les actions de la catégorie A représentent au total la moitié du capital social. La recherche d'un système de protection devient au contraire très facile dès que cette fraction est plus petite que un quart. Nous renvoyons au chapitre III en ce qui concerne les hypothèses qui nous ont conduit à ces résultats.

Pour trouver un troisième mode de protection des actionnaires de la catégorie B on pourrait imposer aux actionnaires de la catégorie A une double condition :

1° On pourrait dire : les actions de la catégorie A devront représenter une fraction déterminée du capital social, le tiers, le cinquième de ce capital, par exemple. La loi elle-même pourrait fixer une proportion invariable.

2° Cette première condition étant insuffisante à assurer la protection vraiment efficace des actionnaires de la catégorie B, la loi pourrait, en outre, fixer un maximum à la proportion du nombre de voix total attribué aux actions de la catégorie A par rapport au total des voix attribuées à l'ensemble des actionnaires de la société. Elle pourrait dire que, au total, les actionnaires de la catégorie A ne pourront disposer d'un nombre de voix supérieur au tiers ou au quart du total des voix attribuées à l'ensemble des actionnaires de la société.

---

(1) Voir ci-dessus, p. 89.

Nous allons examiner la question de savoir si ces deux proportions peuvent être fixées d'une manière absolument quelconque ou si, au contraire, il existe entre elles une certaine relation.

Nous désignerons par  $\frac{p}{q}$  la proportion minimum imposée par la loi au capital social afférent aux actions de la catégorie A par rapport au capital social de la société et par  $\frac{r}{s}$  la proportion maximum imposée par la loi au nombre de voix attribué à l'ensemble des actions de la catégorie A par rapport à l'ensemble des voix dont disposent tous les actionnaires de la société, porteurs d'actions à vote plural et porteurs de toutes les autres actions. Nous donnerons plus loin des exemples numériques.

Chaque action de la catégorie A donne droit à  $n$  voix. Les actionnaires de la catégorie A disposent donc d'un nombre de voix égal à :  $n \frac{p}{q}$  (1).

Les actionnaires des autres catégories disposent d'un nombre de voix égal à :  $\frac{q-p}{q}$ .

Les actions de la catégorie A disposent au total de la fraction  $\frac{r}{s}$  des voix par rapport au total des voix attribuées à tous les actionnaires de la société.

---

(1) Nous nous abstenons d'écrire le facteur  $\frac{c}{s}$  comme ci-dessus. Voir p. 83.

La proportion des voix attribuées à l'ensemble des catégories autres que la catégorie A est donc égale à :

$$\frac{s - r}{s}.$$

Le nombre des voix attribué aux actionnaires de la catégorie A et aux actionnaires des autres catégories est d'une part dans le rapport :

$$n \frac{p}{q} : \frac{q - p}{q}.$$

et d'autre part dans le rapport :

$$\frac{r}{s} : \frac{s - r}{s}.$$

Écrivons que ces deux rapports sont égaux .

$$n \frac{p}{q} : \frac{q - p}{q} = \frac{r}{s} : \frac{s - r}{s}.$$

ou

$$n \frac{p}{q} \times \frac{s - r}{s} = \frac{q - p}{q} \times \frac{r}{s}.$$

ou

$$n \frac{p}{p} = \frac{q - p}{q} \times \frac{r}{s - r}.$$

$$n = \frac{q - p}{p} \times \frac{r}{s - r} \quad (1)$$

Il existe donc une relation entre le nombre de voix  $n$  et les fractions  $\frac{p}{q}$  et  $\frac{r}{s}$ .

Il est impossible d'attribuer à chaque action de la catégorie A un nombre de voix fractionnaire. En conséquence,  $n$  doit être un nombre entier.

Partant de la relation (1) il est possible de calculer  $n$ , connaissant  $\frac{p}{q}$  et  $\frac{r}{s}$  ou encore de calculer  $\frac{p}{q}$  connaissant  $n$  et  $\frac{r}{s}$ .

2. — Calcul de  $n$ , connaissant  $\frac{p}{q}$  et  $\frac{r}{s}$ . —

Supposons par exemple que :

$$\frac{p}{q} = \frac{1}{4} \text{ et } \frac{r}{s} = \frac{1}{3}.$$

Les actions de la catégorie A représentent le quart du capital social. Au total, elles disposent du tiers des voix attribuées à l'ensemble des actionnaires.

La formule (1) conduit à :

$$n = \frac{3}{2}.$$

*A priori*, il semble impossible d'attribuer un nombre de voix fractionnaire à chaque action de la catégorie A. Par conséquent, il est impossible d'imposer aux actions de la catégorie A la double condition indiquée plus haut. On peut bien dire que le nombre total de voix attribué aux actions de la catégorie A sera égal au tiers du nombre total de voix attribué à l'ensemble des actionnaires de la société. Mais alors il reste à déterminer  $\frac{p}{q}$  c'est-à-dire la fraction du capital social constituée par les actions de la catégorie A, sachant que  $n$  est un nombre variable mais un nombre entier.

3. — **Calcul de  $\frac{p}{q}$  connaissant  $n$  et  $\frac{r}{s}$ .** — Dans tout ce qui va suivre, nous supposons que  $\frac{r}{s} = \frac{1}{3}$ . Le nombre de voix attribué aux actions de la catégorie A est égal au tiers des voix dont dispose l'ensemble des actionnaires.

La relation (1) peut s'écrire :

$$\frac{q}{p} = 1 + n \frac{s - r}{r} \quad (1')$$

1° **Supposons  $n = 2$ .** — Chaque action de la catégorie A donne droit à 2 voix.

$$\text{On aura : } \frac{p}{q} = \frac{1}{5}.$$

Si le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A est égal à 2 et si la catégorie A représente le cinquième du capital social, le groupe A ne disposera que du tiers des voix attribuées à l'ensemble de tous les actionnaires.

2° **Supposons  $n = 10$ .** — Chaque action de la catégorie A donne droit à 10 voix.

$$\text{On aura : } \frac{p}{q} = \frac{1}{21}.$$

Le groupe A devra correspondre à la vingt et unième partie du capital social.

3° **Supposons  $n = 20$ .** — Chaque action de la catégorie A donne droit à 20 voix.

$$\text{On aura : } \frac{p}{q} = \frac{1}{41}.$$

Le groupe A devra correspondre à la quarante et unième partie du capital social.

Les indications qui précèdent montrent clairement qu'il est impossible de fixer absolument au hasard les valeurs de  $\frac{p}{q}$  et de  $\frac{r}{s}$  à moins de consentir à admettre un nombre de voix, même fractionnaire, pour chacune des actions de la catégorie A.

Il est bien évident qu'un système de protection légal pour les actionnaires de la catégorie B, partant de la relation (1) ci-dessus, serait extrêmement efficace. Par contre, il aurait l'inconvénient de limiter trop étroitement les clauses à insérer dans les statuts d'une société qui adopterait des actions à vote plural.

En principe, dans les contrats, la convention des parties peut tout. Une atteinte quelconque ne saurait être apportée à ce grand principe de liberté que dans des cas tout à fait exceptionnels.

La loi du 22 novembre 1913 est très récente ; elle n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves. Serait-il bien expédient, au moment où le législateur validera les actions à vote plural, de modifier trop profondément cette loi ? Nous ne le pensons pas. Les actions à vote plural sont une nécessité au point de vue du progrès écono-

mique. Il serait regrettable que le législateur voulût favoriser ce progrès et que par une disposition malheureuse, il vint en même temps, empêcher la réforme d'aboutir complètement.

Le premier système de protection que nous avons indiqué, permet aux statuts d'adopter toutes les dispositions qui paraîtront utiles. La convention des parties ne sera nullement enfermée dans un moule rigide et trop étroit. D'autre part, et indirectement sans doute, il impose aux actionnaires de la catégorie A la condition de former le dixième au moins du capital social. Libre aux actionnaires de la catégorie A de verser une fraction beaucoup moins importante du capital social. Mais alors, ils ne pourront modifier les statuts qu'à la condition de rallier à leur vote un nombre d'autant plus élevé d'actionnaires de la catégorie B, que cette fraction sera plus petite. Si les actionnaires de la catégorie A forment plus du dixième du capital social, les actionnaires de la catégorie B auront néanmoins à donner leur avis. En fait, nous l'avons vu, les actions à vote plural ne présentent aucune utilité, si au total elles représentent la moitié du capital social ou une fraction supérieure. Nous pouvons donc admettre que cette fraction est inférieure à un demi. Le plus souvent, elle sera même inférieure à un quart. Or, l'article 31 révisé dans le sens indiqué ci-dessus, permet des modifications aux statuts, lors de la première assemblée, sous la condition que les résolutions soient adoptées par le tiers du capital social. Les actionnaires de la catégorie B auront donc toujours le moyen d'éviter une modification aux statuts, qu'ils sont unanimes à repousser. *Par exemple, il*

*faudra qu'ils assistent à la première assemblée extraordinaire. Leur abstention systématique tournerait contre eux; peut-être pas lors de la première assemblée, mais à peu près certainement lors de la troisième.*

*Le devoir du législateur est bien de protéger les minorités. Mais il est nécessaire que cette minorité veuille bien user des moyens qui sont mis à sa disposition. Vouloir protéger des gens malgré eux ne nous paraît pas être de mise en cette matière. Le premier mode de protection est très libéral sans doute. Son efficacité néanmoins est très grande.*

Le troisième système de protection conduit à adopter une formule unique de statuts en ce qui concerne le vote aux assemblées extraordinaires pour toutes les sociétés qui émettront des actions à vote plural. Les raisons qui justifient la création d'actions à vote plural sont multiples. L'objet des sociétés qui en émettront est différent. L'étroitesse du système serait très préjudiciale au commerce et au progrès économique.

On ne saurait imposer à  $\frac{p}{q}$  la valeur  $1/4$  et à  $\frac{r}{s}$  la valeur  $1/3$ . On est ainsi conduit à un nombre de voix fractionnaire pour chaque action de la catégorie A.

Si on prend  $\frac{r}{s} = \frac{1}{2}$  et  $\frac{p}{q} = \frac{1}{10}$ , on a  $n = 9$  en appliquant la formule (1) ci-dessus.

On est par conséquent au-dessous du nombre  $n = 10$  qui a été indiqué *a priori* par M. Ch. LAURENT dans son rapport.

Si  $n = 10$  et  $\frac{r}{s} = \frac{1}{3}$ , nous avons déjà vu que  $\frac{p}{q} = \frac{1}{21}$ .

A l'heure actuelle, les capitaux français disponibles sont relativement rares. Les capitaux français qui peuvent être exportés sont très peu importants. Il est indispensable néanmoins que l'industrie française ait le moyen, tout en immobilisant des capitaux limités, de diriger des entreprises soit dans les colonies françaises, soit dans les colonies d'autres pays, soit même à l'étranger. L'emploi d'actions à vote plural permet d'atteindre ce but, pourvu qu'une disposition législative ne vienne pas imposer à  $\frac{p}{q}$  une valeur invariable et trop forte.

On pourrait bien avoir l'idée d'introduire dans la loi deux clauses différentes; l'une concernant les actions à vote plural en France; l'autre relative aux sociétés françaises dirigeant des entreprises situées à l'étranger.

Ce système n'est nullement pratique. Il ne manquerait pas de provoquer des mesures de rétorsion des plus rigoureuses de la part des autres Puissances.

Si le Gouvernement français venait à déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi adaptant le troisième système de protection, il faudrait, semble-t-il, que ce projet s'inspirât des chiffres qui suivent.

On pourrait partir des valeurs suivantes :

$$n = 3, \quad \frac{r}{s} = \frac{1}{4}.$$

Comme conséquence, en vertu de la relation (1') ci-dessus, on aurait  $\frac{p}{q} = \frac{1}{10}$ .

Le projet de loi pourrait alors, sans rien changer aux dispositions actuelles des deux derniers alinéas de l'article 31 de la loi de 1867 :

1° Rendre valable le vote plural aux assemblées extraordinaires.

2° Préciser que le nombre de voix attribué à chaque action de la catégorie A ne saurait en aucun cas dépasser le nombre 3.

3° Stipuler enfin que le nombre de voix attribué à l'ensemble des actions de la catégorie A ne saurait en aucun cas être supérieur au quart du nombre total de voix dont disposent les diverses catégories d'actionnaires.

Il résulterait implicitement de ces dispositions que la proportion du capital social correspondant à l'ensemble des actions de la catégorie A devrait être au moins égal à un dixième.

Dans le même ordre d'idées, il est bien évident que de multiples combinaisons sont possibles. Il suffit de fixer la valeur de deux des trois quantités  $\frac{p}{q}$ ,  $\frac{r}{s}$  et  $n$  et de calculer la troisième en partant de la relation (1).

Il est indispensable, pensons-nous, principalement dans les conditions économiques actuelles, d'admettre pour  $\frac{p}{q}$  une valeur peu élevée. Les actionnaires de la catégorie B auront toujours la ressource de ne pas souscrire s'ils estiment que les avantages attribuées aux actions A sont trop grands eu égard à la proportion du capital social représentée par ces actions.

L'article 2 du projet de loi de M. Ch. LAURENT propose de fixer à un tiers les voix supplémentaires attribuées aux actions jouissant d'un droit de vote privilégié. Le troisième système de protection complète et modifie heureusement ce qu'il y a de beaucoup trop vague dans cet article 2.

**D. — Quatrième système de protection.** — Rappelons ici que l'étude qui a été faite au Chapitre III (p. 83 et suiv.) conduit aussi à un système de protection efficace pour les actionnaires de la catégorie B. Ce procédé a l'avantage de pouvoir s'adapter à une protection très grande, moyenne ou même faible. Par exemple, il conduit à dresser un tableau numérique dans lequel en regard de la fraction du capital social afférent aux actions de la catégorie A et pour chaque valeur de cette fraction, on indiquerait le nombre maximum de voix à attribuer à chacune des actions de la catégorie A.

Il ne semble pas dans ces conditions qu'un texte législatif simple puisse le consacrer.

### III. — *Le bulletin de souscription.*

La protection des actionnaires de la catégorie B, pour être complète, doit aussi s'exercer au moment de la conclusion du contrat. Il conviendrait, semble-t-il, ainsi que la chose a été dite (1) de reprendre l'article 1<sup>er</sup> du

---

(1) Voir ci-dessus p. 75.

projet de loi de 1903 relatif au *bulletin de souscription*. Aucun actionnaire n'ignorerait ainsi l'existence et l'importance des avantages accordés aux actions à vote plural.

IV. — *La fixation du nombre de voix à attribuer à chaque action de la catégorie A peut-elle résulter d'un calcul qui se ferait au moment du vote en vertu d'une clause expresse des statuts ?*

Les statuts de certaines sociétés stipulent que les actions de la catégorie A disposeront au total d'un nombre de voix égal aux voix des actions de la catégorie B présentes à l'assemblée extraordinaire ou existant au jour de l'assemblée (voir exemples n<sup>os</sup> 3 et 7). Que penser d'une disposition de cette nature ?

Le plus souvent, les statuts indiquent expressément le nombre de voix dont pourra disposer chacune des actions de la catégorie A. Ce nombre est fixé une fois pour toutes ; il est égal à 2, 3, 5, 10 ou 20 voix par action. Dans le système qui nous occupe, ce nombre n'est pas fixé à l'avance ; il ne peut l'être qu'au moment de la délibération de l'assemblée extraordinaire. Un pareil système est-il valable au point de vue légal ?

Sous l'empire de la loi de 1913, le vote plural n'est jamais valable aux assemblées extraordinaires. En particulier, par conséquent, les dispositions de la nature de celles qui nous occupent, ne sont pas valables.

Mais supposons qu'un texte de loi soit intervenu pour rendre valables les actions à vote plural, même aux

assemblées extraordinaires, l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 étant maintenu dans son ensemble.

Pour voter aux assemblées extraordinaires, il faut être *présent ou représenté*. Ce sont les termes mêmes employés par l'article 31 de la loi de 1867. Or, il est facile de se rendre compte que des dispositions analogues à celles qui ont été signalées aux exemples N<sup>os</sup> 3 et 7 *aboutissent à faire voter des actionnaires qui ne sont ni présents, ni représentés*.

Prenons un exemple simple. Soit une société comprenant 1.000 actions de la catégorie A et 10.000 actions de la catégorie B. Aux termes des statuts, aux assemblées extraordinaires, les actionnaires de chacune des deux catégories disposent du même nombre de voix. Les actionnaires de la catégorie B ont une voix par action.

Supposons qu'une assemblée extraordinaire soit convoquée. Si tous les actionnaires de chacune des deux catégories sont présents ou représentés, la clause des statuts qui nous occupe conduit à attribuer 10 voix à chacune des actions de la catégorie A. Ainsi, la catégorie A disposera de :  $10 \times 1.000 = 10.000$  voix, et les actionnaires de la catégorie B disposeront également de 10 000 voix, puisque cette catégorie comprend 10.000 actions donnant droit à une voix par action.

Supposons que les 10.000 actionnaires de la catégorie B sont encore présents ou représentés. Mais 100 seulement des actionnaires de la catégorie A sont présents ou représentés. La clause des statuts relative au nombre de voix à attribuer à chacune des actions de la catégorie A sera satisfaite si chacune de ces actions dispose de 100 voix.

Dans la première hypothèse, chaque actionnaire présent ou représenté de la catégorie A avait droit à 10 voix par action. Dans la seconde hypothèse, il a droit à 100 voix.

Les 10.000 voix attribuées aux 100 actionnaires de la catégorie A présents ou représentés dans la deuxième hypothèse se répartissent comme suit : les 1.000 voix qui reviennent à ces actionnaires, en vertu de leurs titres et les 9.000 voix des actionnaires du même groupe qui ne sont ni présents, ni représentés à l'assemblée. Ces 9.000 voix se reportent automatiquement sur les actionnaires présents en vertu des statuts.

Est-il possible de justifier ce report automatique des voix des actionnaires absents par l'idée d'un mandat tacite qui résulterait de la clause des statuts relative au vote des actionnaires de la catégorie A ? La négative ne fait aucun doute. Le mandat tacite n'est pas incompatible avec l'article 1985 du Code civil. La loi française admet parfaitement son existence et la jurisprudence le déclare valable dans certains cas. Mais, dans l'hypothèse qui nous occupe, le législateur exige la présence effective de l'actionnaire qui prend part au vote ou sa représentation en vertu d'un mandat exprès et non tacite. A cet égard, les termes de l'article 31 de la loi de 1867 ne laissent aucun doute.

La clause qui nous occupe continuerait donc à être illicite même après la validation du vote plural.

La question de savoir si cette condition illicite entraîne la nullité du contrat de société tout entier ou simplement la nullité de la clause en question se résoudrait comme

ci-dessus (1). Si la clause des statuts relative au vote vise les assemblées ordinaires aussi bien que les assemblées extraordinaires, aucun doute ne peut subsister. Il est impossible de ne pas admettre que cette condition a été *impulsive et déterminante* pour les actionnaires de la catégorie A. La nullité est absolue. Elle s'étend à l'ensemble du contrat de société.

V. — *Les actions à vote plural et les « Sociétés à responsabilité limitée ».*

Un projet de loi tendant à instituer des *Sociétés à responsabilité limitée* a été déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre le 16 mars 1920. Ce projet a été élaboré par le Comité de législation commerciale siégeant au Ministère du Commerce sous la présidence de M. Ch. LYON-CAEN. Il a donné lieu à une étude approfondie à la *Société d'études législatives* (2).

En *Allemagne*, dès 1892, à côté des sociétés anonymes qui sont des sociétés à responsabilité limitée au sens large, on a admis des sociétés à responsabilité limitée soumises à une réglementation moins rigoureuse que celle des sociétés anonymes. Des sociétés à responsabilité limitée ont été constituées en *Allemagne* pour grouper des sociétés qui veulent, sans perdre chacune leur indivi-

---

(1) Voir ci-dessus p. 36 et s.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*; année 1921, numéros 1, 2 et 3. Question numéro 41.

dualité, exploiter en commun une branche industrielle accessoire ou réunir leurs efforts dans le but de constituer un cartel ou un trust (1).

D'après l'article 5 du projet de loi, le nombre des associés qui peut être de deux seulement, ne doit pas dépasser cinquante.

Aux termes de l'article 34 du même projet de loi, « dans les sociétés ne comprenant que cinq associés au plus, aucune modification, sauf stipulation contraire, ne peut être apportée à l'acte de société sans le consentement de tous les associés ».

« Dans les sociétés comprenant plus de cinq associés, des modifications peuvent être apportées à l'acte de société par les associés délibérant conformément aux dispositions des articles 28 et 30. *La majorité doit représenter les deux tiers du capital social* ».

« Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou augmenter les engagements sociaux ».

Les titres délivrés aux associés ne sont ni nominatifs, ni au porteur, ni à ordre. Ils sont à *personne dénommée*. Leur transmission est soumise aux formalités de l'article 1690 du Code civil.

Nous ferons observer que la majorité requise pour réaliser une modification aux statuts, est égale à une fraction déterminée du capital social, les deux tiers.

---

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1921, p. 82.

La société à responsabilité limitée telle qu'elle est caractérisée par le projet de loi, présente une similitude très grande avec les sociétés anonymes comprenant des actions à vote plural et des actions ordinaires.

Les actions à vote plural sont aux mains d'un tout petit nombre d'actionnaires. Les raisons économiques qui motivent la création d'actions à vote plural sont souvent les mêmes que celles qui justifient la création des sociétés à responsabilité limitée.

Dans la pratique, le plus souvent, une société comprenant des actions à vote plural, apparaîtra comme une *société à responsabilité limitée commanditée par actions*.

Les porteurs d'actions à vote plural constituent une société à responsabilité limitée. Les actionnaires ordinaires viennent commanditer cette société.

Cette parenté entre les deux sortes de sociétés pourrait justifier la coordination du projet du 16 mars 1920 avec la validation du vote plural aux assemblées extraordinaires.

Ainsi, l'évolution économique et l'évolution juridique seraient en parfaite harmonie. La société en nom, la commandite simple répondaient à des modes peu avancés d'organisation de la production. La société anonyme et la commandite par actions répondaient à des types d'organisation plus perfectionnés. La société à responsabilité limitée et la société à responsabilité limitée commanditée par actions, viendraient couronner heureusement toute cette évolution.

On voit bien apparaître les ressemblances et les différences entre les sociétés anonymes et les sociétés en

commandite par actions d'une part; les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés à responsabilité limitée commanditées par actions, d'autre part.

Dans la *commandite par actions*, aucune modification aux statuts ne peut être obtenue sans l'assentiment de l'unanimité des commandités, par la raison très simple que les commandités sont indéfiniment responsables sur leur patrimoine des dettes sociales.

Dans les *sociétés à responsabilité limitée*, d'après le projet de 1920, les modifications aux statuts exigent l'unanimité des actionnaires si le nombre d'associés est égal à cinq au plus; et la réunion des deux tiers du capital social si le nombre des associés est plus considérable. Dans le premier cas, la société à responsabilité limitée se rapproche de la commandite par actions; dans le deuxième, elle se rapproche de la société anonyme. Les conditions imposées par le projet de 1920 sont beaucoup plus rigoureuses que celles qui sont prescrites par la loi de 1913 pour les sociétés anonymes. Aux termes de la loi du 22 novembre 1913, les modifications à l'objet ou à la forme de la société, qui sont les modifications les plus graves, nécessitent seulement la moitié au moins du capital social.

Les modifications aux statuts dans les *sociétés anonymes* continueraient même avec les additions proposées à l'article 31 de la loi de 1867, à être régies par des dispositions analogues à celles qui existent sous l'empire de la loi de 1913. Dire que les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société devront, pour être valables, réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés et le tiers au moins du capital social,

ce serait continuer à stipuler que dans les sociétés qui ne possèdent pas d'actions à vote plural, c'est-à-dire dans les sociétés anonymes, les modifications indiquées ne peuvent être obtenues que par la moitié du capital social. L'assemblée, quant au vote, ne comprend qu'une seule catégorie de titre. Le quorum est des trois quarts du capital social. La majorité continue à être des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés. Il en résulte bien que les modifications indiquées ne sauraient être obtenues si elles ne réunissent pas la moitié du capital social. Autrement dit, *les additions et modifications proposées à l'article 34 de la loi de 1867 ne produiraient aucun changement en ce qui concerne la modification aux statuts dans les sociétés anonymes proprement dites.*

Les modifications aux statuts dans les sociétés à responsabilité limitée commanditées par actions, c'est-à-dire dans les sociétés anonymes comprenant des actions à vote plural, seraient soumises à des conditions moins rigoureuses que les modifications aux statuts dans les sociétés anonymes proprement dites. Les modifications touchant à l'objet ou à la forme d'une société à responsabilité limitée commanditée par actions pourraient être réalisées par le tiers seulement du capital social, en supposant bien entendu que les conditions requises pour que l'assemblée extraordinaire puisse délibérer valablement sont satisfaites.

En résumé, les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société exigeraient l'approbation de l'unanimité des commandités dans les commandites par actions et de l'unanimité des actionnaires dans les sociétés à responsabilité limitée composées de cinq associés au plus. Elles

exigeraient l'approbation des *deux tiers* du capital social dans les sociétés à responsabilité limitée comprenant plus de cinq associés ; de la *moitié* du capital social dans les sociétés anonymes proprement dites ; du *tiers* seulement du capital social dans les sociétés à responsabilité limitée commanditées par actions.

On raisonnerait d'une façon analogue pour les modifications d'importance inférieure au changement d'objet ou de forme de la société.

Il faut qu'une disposition législative intervienne à bref délai pour déclarer expressément la validité des actions jouissant d'un droit de vote privilégié même en ce qui concerne les assemblées extraordinaires. Cette loi devra disposer explicitement qu'elle est applicable aux sociétés constituées antérieurement à sa promulgation. Enfin, il serait bon que cette réforme fût faite lorsque le projet de 1920 relatif aux sociétés à responsabilité limitée viendra en discussion devant le Parlement.

## APPENDICE

### LES ACTIONS A VOTE PLURAL ET LA LOI ALLEMANDE

---

#### I. — *Les actions à vote plural en Allemagne.* *Indications statistiques.*

Dans un très intéressant article, M. E. ANTONELLI (1) vient de donner un certain nombre d'indications précieuses au sujet de l'importance prise par les émissions d'actions à vote plural dans l'organisation industrielle allemande.

D'après cet auteur, au 30 septembre 1919, il existait en Allemagne 626,6 millions de marks d'actions à plusieurs voix contre 14.110,7 millions d'actions ordinaires, soit 4,25 0/0 du capital total des sociétés anonymes.

En 1920, sur une émission totale de 7.808 millions de marks, on a créé pour 288,1 millions d'actions privilégiées, soit 3,6 0/0 du montant total des émissions.

---

(1) E. ANTONELLI : *Les actions à voix multiples dans les sociétés anonymes en Allemagne et en France*, in *Revue des Sociétés*, mars 1922, p. 85 à 91.

En 1920, les augmentations de capital dans les sociétés déjà existantes se sont élevées à 6.982,7 millions de marks d'actions ordinaires conférant à leurs porteurs un nombre de voix égal à 6.982.700; et à 284,3 millions de marks d'actions privilégiées représentant 9.950.500 voix.

L'importance prise par les actions à vote plural est très récente. Depuis la guerre, les titres d'un grand nombre de sociétés sont passés aux mains des étrangers. Les capitaux étrangers se sont infiltrés dans les sociétés anonymes allemandes (A. G.). Les actionnaires étrangers n'auraient pas tardé à avoir la majorité dans les assemblées des sociétés allemandes. L'émission d'actions à vote plural permet aux nationaux allemands de conserver la majorité dans la direction des entreprises tout en utilisant très largement les capitaux étrangers.

Ce danger d'immixtion des étrangers (*die Ueberfremdung*) est donné très couramment par les auteurs allemands. Néanmoins, il est nécessaire de souligner que les actions à vote plural sont utilisées à d'autres fins.

La création d'actions à vote plural a souvent pour but d'assurer, dans les sociétés, la prédominance aux fondateurs ou aux anciens possesseurs de la firme transformée en société anonyme (1).

Les actions à vote plural permettent enfin aux grandes banques d'exercer un contrôle efficace sur les entreprises industrielles qu'elles commanditent. Les quatre banques allemandes : la *Deutsche Bank*, la *Disconto Gesellschaft*, la

---

(1) E. ANTONELLI : *loc. cit.*,

*Dresdner Bank* et la *Berliner Handelsgesellschaft* ont constitué un « *Holding Institute* », la *Bank für Industriewerte*, destiné à gérer les actions à vote plural qu'elles possèdent (1).

## II. — *Les actions à vote plural* *et le Code de commerce allemand.*

La question du vote plural aux assemblées d'actionnaires n'a pour ainsi dire pas été traitée en Allemagne.

Le *Berliner Tageblatt* du 11 janvier 1921, dans sa chronique commerciale, émettait l'opinion que les actions à vote plural sont incompatibles avec le principe de l'égalité des droits des actionnaires. Cette opinion est erronée (2).

Le projet de loi de 1884 relatif aux sociétés anonymes et aux sociétés en commandite par actions indiquait explicitement que toutes les actions devaient avoir les mêmes droits, en ce qui concerne le vote dans les assemblées de la société (Reichstag, Aktenstück, Nr. 21, Entwurf art. 190 et 221, Allgemeine Begründung, page 253).

Mais le Code de commerce allemand promulgué le 10 mai 1897 a abandonné cette conception.

L'article 232 du Code de commerce allemand s'exprime en ces termes (3) : « Le droit de vote est attaché à toute

---

(1) E. ANTONELLI : *loc. cit.*,  
*Gazette de Francfort*, 17 décembre 1920.

(2) *Gazette de Francfort*, 31 janvier 1921.

(3) *Code de commerce allemand*, traduit et annoté par P. VIATTE.

action. Ce droit est exercé d'après le montant des actions. L'acte de société prévoyant le cas où un actionnaire posséderait plusieurs actions peut fixer un nombre maximum de voix pour un actionnaire ou restreindre le droit de vote à la possession d'un groupe d'actions. *Si plusieurs catégories d'actions ont été émises, l'acte de société peut accorder un nombre de voix plus considérable aux actions d'une catégorie qu'à celles d'une autre catégorie ».*

Les principes du droit allemand sont simples. Toute action confère un droit de vote. Le porteur d'une seule action dispose, en principe, d'une voix dans les assemblées de la société. L'acte de société peut limiter à un maximum le nombre de suffrages qui pourront être exprimés par un même actionnaire ou subordonner l'exercice du droit de vote à la possession d'un nombre déterminé d'actions. Enfin, l'émission d'actions à vote plural est explicitement autorisée par la dernière phrase du premier alinéa de l'article 252.

L'émission d'actions à vote plural n'est valable que si elle est expressément prévue et autorisée par l'acte de société. Une société allemande peut donc, lors de sa création, émettre des actions à vote plural et des actions ordinaires si l'acte de société prévoit l'existence de ces deux sortes d'actions. Des actions à vote plural peuvent être créées en cours de fonctionnement d'une société, mais à la condition que l'existence d'actions de cette nature soit prévue à l'acte de société.

Mais *quid* si l'acte de société est muet en ce qui concerne les actions à vote plural ?

L'article 274 du Code de commerce allemand est ainsi conçu : « Aucune modification ne peut être apportée à l'acte de société que par décision de l'assemblée générale. La faculté de modifier seulement la rédaction de l'acte de société peut être accordée par l'assemblée générale au Conseil de surveillance ».

« La modification projetée de l'acte de société doit être mentionnée dans la publication prescrite par l'article 256, alinéas 1 et 2, quant à ses dispositions essentielles ».

La majorité requise pour modifier le contrat de société est fixée par l'article 275 : « A défaut d'autres dispositions dans l'acte de société, les décisions de l'assemblée générale, prévues à l'article 274, alinéa 1, doivent être prises à une majorité correspondant au moins aux trois quarts du capital social représenté à la réunion ».

« Cette majorité est toujours requise quand il s'agit de modifier l'objet de l'exploitation de la société; l'acte de société peut encore prescrire d'autres conditions. Si le rapport dans lequel se trouvaient, entre elles, plusieurs catégories d'actions investies de droits différents, doit subir une modification au détriment d'une quelconque de ces catégories, il y a lieu d'exiger, indépendamment du consentement de l'assemblée générale, une décision conforme résultant d'un vote spécial émis par les actionnaires lésés; la disposition de l'alinéa 1 est applicable à cette décision. La décision des actionnaires lésés n'est valablement rendue, qu'autant qu'elle a été publiée en projet, en même temps que le programme des questions à examiner par l'assemblée générale, conformément à l'article 256, alinéa 2 ».

La modification des statuts peut donc être décidée par l'assemblée générale. En principe, la majorité requise est égale aux trois quarts du capital social représenté à la réunion. Cette majorité est explicitement exigée par la loi lorsqu'il s'agit de modifier l'objet de l'entreprise ou de diminuer le capital social. Dans tous les autres cas, les statuts peuvent fixer librement les conditions de majorité requises pour modifier l'acte de société. Ils peuvent stipuler que cette majorité sera inférieure aux trois quarts. Ils peuvent aussi aggraver les conditions fixées par le Code de commerce et décider que, dans tous les cas, l'unanimité des voix de tous les actionnaires sera exigée.

Les statuts d'une société allemande ne prévoient pas l'émission d'actions à vote plural. Supposons qu'en cours de fonctionnement, une augmentation de capital soit décidée. Lors de cette augmentation de capital, le Conseil d'administration désirerait attribuer un droit de vote privilégié soit aux anciennes actions, soit aux nouvelles. L'acte de société ne prévoit pas la création d'actions à vote plural. Il sera néanmoins possible de conférer à l'une des deux catégories d'actions un droit de vote plural, mais à une double condition.

L'acte de société devra être modifié. Une clause autorisant explicitement l'attribution d'un droit de vote plural à certaines actions devra être introduite dans les statuts. L'augmentation de capital devra être ensuite décidée. La décision de l'assemblée des actionnaires précisera alors quels sont les droits de vote respectifs des deux catégories d'actions.

Sauf dispositions contraires des statuts, les deux décisions seront prises à la majorité des trois quarts du capital social représenté.

La jurisprudence de la Cour suprême d'Empire est fixée dans ce sens (affaire Hibernia, vol. 68, p. 240).

Toute décision de l'assemblée générale est susceptible d'être attaquée judiciairement pour violation de la loi ou de l'acte de société (art. 271, C. com. allemand).

L'action doit être exercée dans le mois.

Cette action appartient à tout actionnaire présent à l'assemblée générale et dont l'opposition à la décision est mentionnée dans le procès-verbal; elle appartient aussi à tout actionnaire absent de la réunion lorsque son abstention est motivée par une irrégularité commise à son endroit, ou lorsque la convocation à l'assemblée générale ou la publication de l'objet de la réunion n'ont pas été faites régulièrement.

L'article 272 ajoute: « L'action est intentée contre la société. La société est représentée par le Conseil d'administration quand l'action n'est pas suivie à sa requête, et par le Conseil de surveillance ».

La décision d'une assemblée générale portant création d'actions à vote plural pourra donc être attaquée pour violation de la loi ou de l'acte de société.

La violation de l'acte de société pourra résulter d'une interprétation erronée des statuts, notamment sur la question de savoir quelle est la majorité requise pour décider une modification de l'acte de société. Les tribunaux allemands ont eu à connaître de contestations de

cette nature (affaire Sarotti. A. G. et affaire Orenstein) (1). L'interprétation de clauses plus ou moins obscures de l'acte de société ne présente aucun intérêt général.

L'action en nullité basée sur une violation de la loi pourra trouver son fondement soit dans l'inobservation des formalités de publicité prévues à l'article 256 du Code de commerce allemand, soit dans la violation des dispositions de l'article 282 du même code. Aux termes de l'article 282, on doit attribuer, à chaque actionnaire, sur sa demande, un nombre de nouvelles actions proportionnel à sa part dans le capital social primitif, à moins qu'il n'en soit autrement décidé dans l'acte de société.

L'action en nullité pourra aussi être basée sur la violation des dispositions de l'article 138 du Code civil allemand.

L'article 138 § 1<sup>o</sup> s'exprime en ces termes : « Un acte juridique qui porte atteinte aux bonnes mœurs est nul ».

L'article 138 suppose, pour qu'un acte soit qualifié *d'acte contraire aux mœurs*, que le juge ait eu le droit de faire porter son appréciation sur tous les éléments qui le caractérisaient, même en dehors de ceux qui en constituaient le contenu juridique. Il pourrait tirer cette appréciation, même des motifs de l'acte, mais dans la mesure seulement où il rentrerait dans les usages de tenir compte des motifs pour juger de l'immoralité de l'acte. Il faut remarquer, en effet, que le critérium tiré des mœurs et des

---

(1) *Gazette de Francfort*, 16 décembre 1920.

usages ne sert pas seulement à définir l'immoralité qualitative de l'acte, mais sert également à déterminer les éléments qui, par leur caractère spécifique, pourront donner à l'acte cette qualification d'acte contraire aux mœurs (1).

Une proposition de résolution portant création d'actions à vote plural pourra être apparemment basée sur le danger d'immixtion au sein de la société soit de sujets étrangers, soit de maisons allemandes concurrentes.

Néanmoins, la résolution pourra porter atteinte aux bonnes mœurs si la raison déterminante qui a motivé la création d'actions à vote plural a été différente. Cette émission, dans certains cas, n'aura d'autre but que de procurer un bénéfice considérable à certains actionnaires de la société.

En vertu d'une pratique courante, les actions nouvelles sont émises au pair de 1.000 marks, même si les actions de la société sont cotées en Bourse à un cours beaucoup plus élevé.

Le Conseil d'administration d'une société signale que le danger d'immixtion des étrangers est très grand et qu'il y a lieu de procéder à une émission nouvelle d'actions à vote plural. Si les statuts de la société disposent que le droit de souscription par préférence sur ces nouvelles actions (*Bezugsrecht*) ne pourra être exercé que par certains des actionnaires primitifs, le prétendu danger signalé pourra n'être qu'un prétexte. Le Conseil d'admi-

---

(1) *Code Civil allemand* traduit et annoté, publié par le Comité de législation étrangère, institué près le Ministère de la Justice.

nistration pourra n'avoir que le désir de procurer un bénéfice considérable et facile à certains actionnaires amis. Ce bénéfice résultera de l'écart entre le cours coté en Bourse et le pair pour chaque action nouvelle. Le groupe d'actionnaires amis du Conseil d'administration aurait pu acquérir le même nombre d'actions en procédant régulièrement et en achetant les actions déjà existantes au cours coté en Bourse.

En cette matière, la preuve sera extrêmement difficile. Le tribunal de Düsseldorf a été saisi d'une demande en nullité de délibération de l'assemblée générale d'une société basée sur la violation des dispositions de l'article 138 du Code civil allemand. Il s'agissait d'une émission d'actions de priorité pour un total de 10 millions de marks. Cette émission était faite au pair, alors que le cours des actions de la société atteignait 2.500 marks. Le motif donné par le Conseil d'administration pour justifier sa proposition relative à cette nouvelle émission était le danger d'immixtion des étrangers dans la société (1).

L'emploi des actions à vote plural ne présente qu'une utilité diminuée dans les sociétés d'assurances allemandes. Ces sociétés ont l'habitude d'asservir leurs actions (*vinkulieren*), c'est-à-dire de prescrire que les actions ne pourront être aliénées qu'avec l'assentiment de la société (2).

---

(1) *Bergwerks-Zeitung*, 17 mai 1922. — Au moment où le présent travail a été mis sous presse, la décision du tribunal de Düsseldorf n'était pas encore connue.

(2) C. COSACK : *Traité de Droit commercial*, traduction L. MIS, Paris, 1907, p. 183. — *Gazette de Francfort*, 1<sup>er</sup> mars 1921.

Dans ces conditions, le danger d'immixtion des étrangers ne saurait être invoqué.

Le législateur allemand n'a organisé jusqu'ici aucun système de protection des petits actionnaires.

### III. — *Les actions à vote plural au point de vue fiscal.* *La loi du 8 avril 1922.*

Le législateur allemand s'est occupé récemment des actions à vote plural. La loi du 8 avril 1922 soumet les actions à vote plural à un impôt spécial.

L'article 15 de cette loi s'exprime en ces termes : « Si une action d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions confère à son porteur un droit de suffrage supérieur à celui qui est prévu aux articles 252, alinéa 1<sup>er</sup>, phrase 2; 320, alinéa 3, du Code de commerce, la société par actions ou bien la société en commandite doit alors, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, payer sur les dites actions un impôt courant en dehors de l'impôt prévu au paragraphe 11.

L'impôt s'élève, pour chaque exercice commercial, à trois pour mille.

Les actions de la société sont de 1.000 marks et elles confèrent une voix par action. Une action de priorité de 1.000 marks donne dix voix. L'actionnaire porteur d'une action de priorité jouit des mêmes avantages que s'il avait apporté 10.000 marks à la société. L'impôt

s'applique à la somme de 9.000 marks. Cette majoration fictive serait nécessaire pour faire concorder le montant nominal de l'action et le droit de suffrage si toutes les actions ne disposaient que d'une voix. L'impôt est de trois pour mille sur 9.000 marks.

Les fractions d'un exercice sont comptées. L'impôt est dû à l'expiration de l'exercice. Le débiteur de l'impôt est la société. S'il s'agit de la création d'actions du genre indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la société est autorisée, après la mise en vigueur de la présente loi, à déduire le montant de l'impôt de la part des bénéfices revenant aux actionnaires.

Ces prescriptions sont applicables lorsqu'il est attribué à un associé d'une société à responsabilité limitée (G. M. B. H.) un droit de suffrage supérieur au droit de suffrage prévu au paragraphe 47, alinéa 2 de la loi relative aux sociétés à responsabilité limitée du 24 avril 1892 (*Bulletin des Lois de l'Empire*, page 477).

Les prescriptions précitées ne sont pas applicables si le privilège de votation est attribué à l'Empire, à des États ou Municipalités (associations de Municipalités), ou bien, tant que son exercice est limité aux cas de nominations des membres du Conseil d'administration, de modification des statuts ou de dissolution de la société.

---



# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                   | Pages.        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>CHAPITRE PREMIER. — Les actions à vote plural . . . . .</b>                                                                                                    | <b>3</b>      |
| I. — Définitions et exemples . . . . .                                                                                                                            | 3             |
| II. — Indications statistiques . . . . .                                                                                                                          | 15            |
| III. — Remarque de terminologie. . . . .                                                                                                                          | 16            |
| <br><b>CHAPITRE II. — Les actions à vote plural et la loi française.</b>                                                                                          | <br><b>18</b> |
| I. — Les lois du 9 juillet 1902 et du 16 novembre 1903 .                                                                                                          | 18            |
| II. — La loi du 22 novembre 1913. . . . .                                                                                                                         | 20            |
| III. — Cas où les actions à vote plural sont autorisées ou<br>prohibées par la loi. — Conséquences qui en<br>résultent. . . . .                                   | 34            |
| IV. — A quelles sociétés s'appliquent les résultats qui<br>précèdent ? . . . . .                                                                                  | 41            |
| V. — L'opinion contraire. (MM. A. Wahl, C. Houpin et<br>H. Bosvieux, Copper-Royer, G. Bourcart) . . . .                                                           | 45            |
| VI. — L'absence de jurisprudence . . . . .                                                                                                                        | 54            |
| <br><b>CHAPITRE III. — Examen critique du projet de loi de<br/>                    M. Ch. Laurent . . . . .</b>                                                   | <br><b>55</b> |
| I. — La forme nominative des titres et les formalités<br>requises pour leur transmission . . . . .                                                                | 56            |
| II. — La limitation en durée du privilège de votation . .                                                                                                         | 69            |
| III. — L'approbation par l'Assemblée générale de la création<br>des actions de la catégorie A dans la même forme<br>que la création des actions d'apport. . . . . | 70            |
| IV. — La fixation du nombre maximum de voix qu'il sera<br>possible d'attribuer aux actions de la catégorie A.                                                     | 78            |
| V. — Les cas où le droit de vote supérieur pourra être<br>exercé. . . . .                                                                                         | 97            |
| VI. — La rétroactivité de la loi. . . . .                                                                                                                         | 104           |

|                                                                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — Les actions à vote plural au point de vue économique. . . . .                                                                                                                            | 106 |
| I. — La concentration et l'intégration dans l'industrie .                                                                                                                                               | 109 |
| II. — Le crédit industriel. . . . .                                                                                                                                                                     | 116 |
| CHAPITRE V. — Conclusion . . . . .                                                                                                                                                                      | 120 |
| I. — La validation des actions à vote plural . . . . .                                                                                                                                                  | 126 |
| II. — La protection des actionnaires n'appartenant pas à la catégorie A. . . . .                                                                                                                        | 127 |
| III. — Le bulletin de souscription . . . . .                                                                                                                                                            | 146 |
| IV. — La fixation du nombre de voix à attribuer à chaque action de la catégorie A peut-elle résulter d'un calcul qui se ferait au moment du vote en vertu d'une clause expresse des statuts ? . . . . . | 147 |
| V. — Les actions à vote plural et les « Sociétés à responsabilité limitée » . . . . .                                                                                                                   | 150 |
| APPENDICE. — Les actions à vote plural et la loi allemande. . . . .                                                                                                                                     | 156 |
| I. — Les actions à vote plural en Allemagne. — Indications statistiques . . . . .                                                                                                                       | 156 |
| II. — Les actions à vote plural et le Code de commerce allemand. . . . .                                                                                                                                | 158 |
| III. — Les actions à vote plural au point de vue fiscal. — La loi du 8 avril 1922 . . . . .                                                                                                             | 166 |







